



Drapeau de la province de Québec adopté par la Loi concernant le drapeau officiel de la province (14 Geo. VI. ch. 3)
 Flag of the Province of Quebec adopted by the Act respecting the Official Flag of the Province (14 Geo. VI Ch. 3)

Gazette officielle de Québec

(PUBLIÉE PAR LE GOUVERNEMENT DE LA PROVINCE)

Quebec Official Gazette

(PUBLISHED BY THE PROVINCIAL GOVERNMENT)

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI 12 juillet 1958

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, July 12th, 1958

RÉCEPTION DES ANNONCES

Avis est par les présentes donné que l'ultime délai pour la réception de toute annonce, pour publication dans la *Gazette officielle de Québec*, est fixé à midi, le mercredi de chaque semaine, durant les mois de juillet et août 1958.

Québec, le 21 juin 1958.

L'Imprimeur de la Reine,
 RÉDEMPTI PARADIS.
 48009-25-11-o

RECEIPT OF ADVERTISING COPIES

Notice is hereby given that the ultimate delay for receiving any advertising copy, for publication in the *Quebec Official Gazette*, is fixed to noon on Wednesday of each week, during the months of July and August, 1958.

Québec, June 21st, 1958.

RÉDEMPTI PARADIS,
 Queen's Printer.
 48009-25-11-o

AVIS AUX INTÉRESSÉS

Règlements

1° Adresser toute correspondance à: l'Imprimeur de la Reine, Québec.

2° Transmettre l'annonce dans les deux langues officielles. Lorsque celle-ci est transmise dans une seule langue, la traduction en est faite aux frais des intéressés, d'après le tarif officiel.

3° Spécifier le nombre d'insertions.

4° Payer comptant et avant publication le coût des annonces, suivant le tarif ci-dessous. Cependant, exception est faite lorsque ces annonces doivent être publiées plusieurs fois. L'intéressé doit alors acquitter la facture sur réception et avant la deuxième insertion: sinon, cette dernière insertion est suspendue, sans autre avis et sans

NOTICE TO INTERESTED PARTIES

Rules

1. Address all communications to: The Queen's Printer, Quebec.

2. Transmit advertising copy in the two official languages. When same is transmitted in one language only, the translation will be made at the cost of the interested parties, according to official rates.

3. Specify the number of insertions.

4. Cash payment is exacted for advertising copy before publication, according to the rates hereinbelow set forth. Exception being made when the said advertising copy is to be published several times. The interested party shall then pay upon reception of his account and before the second insertion: otherwise this last insertion

Autorisé comme envoi postal de la deuxième classe, Ministère des Postes, Ottawa, Canada.

Authorized by the Canada Post Office, Ottawa, as second class mailable matter.

préjudice des droits de l'Imprimeur de la Reine qui rembourse, chaque fois, s'il y a lieu, toute somme versée en plus.

5° L'abonnement, la vente de documents, etc., sont strictement payables d'avance.

6° Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur de la Reine, par chèque visé, par mandat de banque ou mandat-poste.

7° La *Gazette officielle de Québec* est publiée le samedi matin de chaque semaine; mais l'ultime délai pour la réception des avis, documents ou annonces, pour publication, expire à midi, le jeudi à condition que l'un des trois derniers jours de la semaine ne soit pas un jour férié. Dans ce dernier cas, l'ultime délai expire à midi, le mercredi. Les avis, documents ou annonces reçus en retard sont publiés dans une édition subséquente. De plus, l'Imprimeur de la Reine a le droit de retarder la publication de certains documents, à cause de leur longueur ou pour des raisons d'ordre administratif.

8° Toutes demandes d'annulation ou toutes remises d'argent sont soumises aux dispositions de l'article 7.

9° Si une erreur typographique se glisse dans une première insertion, les intéressés sont priés d'en avertir l'Imprimeur de la Reine, avant la seconde insertion, et ce afin d'éviter, de part et d'autre, des frais onéreux de reprise.

Tarif des Annonces: Abonnements, etc.

Première insertion: 15 cents la ligne *agate*, pour chaque version, (14 lignes au pouce, soit 266 lignes par page, pour les deux versions).

Insertions subséquentes: 5 cents la ligne *agate* pour chaque version.

La matière tabulaire (listes de noms, de chiffres, etc.) est comptée double.

Traduction: 50 cents des 100 mots.

Exemplaire séparé: 30 cents chacun.

Feuilles volantes: \$1 la douzaine.

Abonnement: \$7 par année.

N. B.— Les chiffres placés au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre réfère à notre numéro d'ordre; le deuxième à celui de l'édition de la *Gazette* pour la première insertion; le troisième à celui du nombre d'insertions, et la lettre "o" signifie que la matière n'est ni de notre composition ni de notre traduction. Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'Imprimeur de la Reine,
RÉDEMPTI PARADIS.

Hôtel du Gouvernement. Québec, 27 juin 1940.
41502 — 1-52-o

will be suspended without further notice and without prejudice as regards the rights of the Queen's Printer, who refunds, in all cases, over payment, if any.

5. Subscriptions, sale of documents, etc., are strictly payable in advance.

6. Remittance must be made to the order of the Queen's Printer, by accepted cheque, by bank or postal money order.

7. The *Quebec Official Gazette* is published every Saturday morning; but the final delay for receiving notices, documents or advertising copy, for publication, expires at noon on Thursday, provided that none of the three last days of the week be a holiday. In the latter case, the ultimate delay expires at noon on Wednesday. Notices, documents or advertising copy not received on time, will be published in a subsequent edition. Moreover the Queen's Printer is entitled to delay the publication of certain documents, due to their length or for reasons of administration.

8. Any demands for cancellation or any remittances of money are subject to the provisions of article 7.

9. If a typographical error occurs in the first insertion, the interested parties are requested to advise the Queen's Printer before the second insertion, so as to avoid, for both parties, onerous costs of republishing.

Advertising, Rates, Subscriptions, etc.

First insertion: 15 cents per *agate* line, for each version, (14 lines to the inch, namely 266 lines per page, for both versions).

Subsequent insertions: 5 cents per *agate* line, for each version.

Tabular matter (list of names, figures, etc.) at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single copies: 30 cents each.

Slips: \$1. per dozen.

Subscriptions: \$7 per year.

N. B.— The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first figure refers to our document number; the second to that of the edition of the *Gazette* for the first insertion; the third the number of insertions, and the letter "o" signifies that the copy was neither our composition nor our translation. Notice published but once are followed only by our document number.

RÉDEMPTI PARADIS,
Queen's Printer.

Government House. Québec, June 27th, 1940.
41502 — 1-52-o

Lettres patentes

(P.G. 11462-58)

A. Baraby & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Armand Baraby, commerçant, Guy Baraby, technicien, et Jean Hébert, comptable, tous de Saint-Jean, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en plomberie, chauffage, ventilation et réfrigération; exer-

Letters Patent

(A.G. 11462-58)

A. Baraby & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Armand Baraby, tradesman, Guy Baraby, technician, and Jean Hébert, accountant, all of Saint-Johns, for the following purposes:

To carry on business as contractors in plumbing, heating, ventilation and refrigeration; to

cer l'industrie et le commerce d'appareils électriques, de combustibles, machines, moteurs, outils et quincaillerie, sous le nom de "A. Baraby & Fils Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 229, rue Champlain, Saint-Jean, district judiciaire d'Iberville.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11636-58)

Abattoir St-Guillaume Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Charles-Joseph Gélinas, avocat et conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Pierre Bourque, avocat, et Madeleine Joly, secrétaire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exploiter des abattoirs et des entrepôts frigorifiques; exercer le commerce de produits alimentaires, de produits laitiers, agricoles et maraichers de toutes sortes, sous le nom de "Abattoir St-Guillaume Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Guillaume d'Upton, district judiciaire de Richelieu.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11942-58)

Abvin Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Gabriel Glazer, étudiant en droit, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Abvin Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1420 rue Towers, chambre 100 Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11712-58)

Ace Equipment Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Sydney Phillips, avocat, de la ville Côte St-Luc, RoseMarie Bourgoing et Tessy Frankel, secré-

operate an industry and business dealing in electrical apparatus, fuel, machines, motors, tools, and hardware, under the name of "A. Baraby & Fils Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each and into 400 preferred shares of \$100 each.

The head-office of the company will be at 229, Champlain St., Saint-Johns, judicial district of Iberville.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11636-58)

Abattoir St-Guillaume Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Charles-Joseph Gélinas, advocate and Queen's Counsel, of Outremont, Pierre Bourque, advocate, and Madeleine Joly, secretary, both of Montreal, for the following purposes:

To operate slaughter-houses and refrigeration plants; to carry on a business dealing in food products, dairy products, farm products and market gardening of all kinds, under the name of "Abattoir St-Guillaume Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Saint-Guillaume d'Upton, judicial district of Richelieu.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11942-58)

Abvin Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Gabriel Glazer, law student, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Abvin Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1420 Towers Street, Room 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11712-58)

Ace Equipment Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Sydney Phillips, advocate, of the Town of Côte St. Luc, RoseMarie Bourgoing and Tessy Frankel, secre-

taires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce d'articles de bureaux, meubles et accessoires, sous le nom de "Ace Equipment Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11856-58)

Addis Industries Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1958, constituant en corporation: Sidney Cutler, Alan B. Gold, tous deux avocats, de Montréal, et Shirley Muggeridge, secrétaire, fille majeure, de Verdun, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de meubles et nouveautés d'ameublement, sous le nom de "Addis Industries Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 400 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 1,600 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132 ouest, rue St-Jacques, suite 918, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11939-58)

A. Goodis Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente-et-un mai 1958, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Gabriel Glazer, étudiant en droit, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "A. Goodis Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1420 rue Towers, chambre 100, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente-et-un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11719-58)

Alex N. Decarie Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1958, constituant en corporation: Alexander S. Decarie, fabricant, de Montréal,

spinsters of the full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in office supplies, furniture and equipment, under the name of "Ace Equipment Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares having a par value of \$100 each and into 200 preferred shares having a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11856-58)

Addis Industries Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1958, incorporating: Sidney Cutler, Alan B. Gold, both advocates, of Montreal, and Shirley Muggeridge, secretary, spinster of the full age of majority, of Verdun, for the following purposes:

To manufacture and deal in furniture and furniture novelties, under the name of "Addis Industries Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 400 common shares of a par value of \$10 each and into 1,600 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street West, Suite 918, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11939-58)

A. Goodis Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Gabriel Glazer, law student, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "A. Goodis Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1420 Towers St., Room 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11719-58)

Alex N. Decarie Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1958, incorporating: Alexander S. Decarie, manufacturer, of Montreal, Alex N.

Alex N. Decarie, vendeur, de Ville Mont-Royal, Allan S. Decarie, vendeur, et Malcolm S. Decarie, contremaître, tous deux de St-Laurent, pour les objets suivants:

Fabriquer et faire le commerce de matériaux de construction, sous le nom de "Alex N. Decarie Limited"; avec un capital total de \$20,000, divisé en 200 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 7592 rue St-Hubert, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11634-58)

Alix Airbone Survey Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1958, constituant en corporation: Jean Alix, prospecteur, Lucien Cliche, avocat, et Rita Ouellet Alix, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean Alix, tous de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire de la prospection, de la photographie et de la topographie par la voie des airs; acquérir et disposer de claims miniers ou propriétés minières, sous le nom de "Alix Airbone Survey Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Val-d'Or, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11490-58)

Alouette Restaurant Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1958, constituant en corporation: Réal Marcoux, avocat, de Dorval, Yvon Jasmin, J.-Roch St-Germain, tous deux avocats, Estelle Thérien et Rita Dufresne, secrétaires, filles majeures, tous quatre de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, aubergistes, taverniers et restaurateurs, sous le nom de "Alouette Restaurant Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,600 actions communes de \$50 chacune et en 400 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11977-58)

Ampère Electric Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1958, constituant en corporation:

Decarie, salesman, of the town of Mount Royal, Allan S. Decarie, salesman, and Malcolm S. Decarie, foreman, both of St. Laurent, for the following purposes:

To manufacture and deal in building materials, under the name of "Alex N. Decarie Limited", with a total capital stock of \$20,000, divided into 200 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 7592 St. Hubert Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11634-58)

Alix Airbone Survey Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May 1958, incorporating: Jean Alix, prospector, Lucien Cliche, advocate, and Rita Ouellet Alix, housewife, wife separate as to property of the said Jean Alix, all of Val d'Or, for the following purposes:

To prospect, photograph and survey by air: acquire and dispose of mining claims or properties, under the name of "Alix Airbone Survey Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Val d'Or, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11490-58)

Alouette Restaurant Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1958, incorporating: Réal Marcoux, advocate, of Dorval, Yvon Jasmin, J.-Roch St-Germain, both advocates, Estelle Thérien and Rita Dufresne, secretaries, filles majeures, all four of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, inn-keepers, tavern-keepers and restaurateurs, under the name of "Alouette Restaurant Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,600 common shares of \$50 each and 400 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11977-58)

Ampère Electric Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1958, incorporating: Norman Weisman,

Norman Weisman, marchand, David Stendel, comptable et Nathaniel Liebman, notaire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme électriciens; fabriquer et faire le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Ampère Electric Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et 750 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

merchant, David Stendel, accountant, and Nathaniel Liebman, notary, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to manufacture and deal in electrical appliances and accessories, under the name of "Ampère Electric Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 750 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11801-58)

Anglo-French Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Charles Alexander Phelan, John Howard Gomery, tous deux de Montréal, et William Aubrey Tetley, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme entrepreneurs généraux et constructeurs, sous le nom de "Anglo-French Construction Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2265 Chemin Seneca, Ville Mont-Royal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11801-58)

Anglo-French Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Charles Alexander Phelan, John Howard Gomery, both of Montreal, and William Aubrey Tetley, of the Town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as general contractors and builders, under the name of "Anglo-French Construction Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 shares of \$50 each.

The head office of the company will be at 2265 Seneca Road, Town of Mount Royal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10608-58)

Astoria Greek Social Association

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Conrad Shatner, avocat, de la ville de Hampstead, Harry Blank, avocat, et Harry Closner, gérant, de Montréal, pour les objets suivants:

Administrer une association sociale ethnique en les cités et district de Montréal pour des membres d'origine grecque, sous le nom de "Astoria Greek Social Association".

Le montant auquel est limitée la valeur de la propriété immobilière que la corporation peut posséder est \$25,000.

Le siège social de la corporation sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 10608-58)

Astoria Greek Social Association

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Conrad Shatner, advocate, of the town of Hampstead, Harry Blank, advocate, and Harry Closner, manager, of Montreal, for the following purposes:

To operate an ethnic social association in the city and district of Montreal for members of Greek extraction, under the name of "Astoria Greek Social Association".

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold, is to be limited is \$25,000.

The head office of the corporation will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10409-58)

Baril & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Georges Baril, industriel, Jean-Paul Baril et

(A.G. 10409-58)

Baril & Fils Ltée.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Georges Baril, industrialist, Jean-Paul Baril and Gabriel Baril,

Gabriel Baril, mécaniciens-électriciens, tous de Plessisville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques et de systèmes de chauffage, sous le nom de "Baril & Fils Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 250 actions communes de \$100 chacune et en 250 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Plessisville, comté de Mégantic, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE,

(P.G. 12058-58)

Beau Fruit Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix juin 1958, constituant en corporation: Jude Gratton, comptable, Françoise Dallaire, secrétaire, et Claire Chalifoux, dactylo, toutes deux célibataires majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de fruits, légumes, comestibles, produits de la terre, de la vigne et des arbres, sous le nom de "Beau Fruit Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11843-58)

Beau-Lac Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1958, constituant en corporation: Welley Tremblay, industriel, Raoul Bherer, entrepreneur, tous deux de St-Cœur-de-Marie, et Louis-Henri Savard, courtier, d'Alma, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois; faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Beau-Lac Construction Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 500 actions communes de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Alma, district judiciaire de Roberval.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11953-58)

Belvedere Land Holding Co.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation:

mécaniciens-électriciens, all of Plessisville, for the following purposes:

To carry on business as electricians; the operate an industry and business dealing in electrical apparatus and accessories and in heating systems, under the name of "Baril & Fils Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 250 common shares of \$100 each and into 250 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Plessisville, county of Megantic, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12058-58)

Beau Fruit Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of June 1958, incorporating: Jude Gratton, accountant, Françoise Dallaire, secretary, and Claire Chalifoux, typist, both spinsters of full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To deal in fruits, vegetables, foodstuffs, products of the land, vineyard and trees, under the name of "Beau Fruit Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11843-58)

Beau-Lac Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1958, incorporating: Welley Tremblay, industrialist, Raoul Bherer, contractor, both of St. Cœur-de-Marie, and Louis Henri Savard, broker, of Alma, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in lumber and the products thereof; carry on business as builders and general building contractors; deal in real estate, under the name of "Beau-Lac Construction Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 500 common shares of \$100 each and 500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Alma, judicial district of Roberval.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11953-58)

Belvedere Land Holding Co.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Max Wagner,

Max Wagner, manufacturier, de la ville de Côte St-Luc, Sydney Goodman, Harry Grekin, marchands, Saul Finesilver, comptable, Samuel Rosenfeld, tailleur, Florence Sammett, teneuse de livres, Bertha Winikoff, sténographe, toutes deux filles majeures, David Cohen, manufacturier, tous sept de Montréal, Herbert Goodman, marchand, Phil Seidman, Bucky Zackon, manufacturiers, tous trois de St-Laurent, Jerome Eckenthal, de Scotch Plains, Edward Ehrenkrantz, de Newark, tous deux comptables, du New Jersey, un des États unis d'Amérique, Saul Siagel, de Brookline et Kenneth A. Cohen, de Chesnut Hill, tous deux marchands de ferrailles, du Mass., un des États unis d'Amérique, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction et d'amélioration, sous le nom de "Belvedere Land Holding Co.", avec un capital total de \$120,000, divisé en 120 actions ordinaires de \$100 chacune et 1,080 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

manufacturer, of the town of Côte St. Luc, Sydney Goodman, Harry Grekin, merchants, Saul Finesilver, accountant, Samuel Rosenfeld, cutter, Florence Sammett, bookkeeper, Bertha Winikoff, stenographer, both spinsters, David Cohen, manufacturer, all seven of Montreal, Herbert Goodman, merchant, Phil Seidman, Bucky Zackon, manufacturers, all three of St. Laurent, Jerome Eckenthal, of Scotch Plains, Edward Ehrenkrantz, of Newark, both accountants, of New Jersey, one of the United States of America, Saul Siagel, of Brookline, and Kenneth A. Cohen, of Chesnut Hill, both scrap dealers, of Mass, one of the United States of America, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Belvedere Land Holding Co.", with a total capital stock of \$120,000, divided into 120 common shares of \$100 each and into 1,080 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10893-58)

Benoit Frères Construction Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1958, constituant en corporation: Romain Benoit, Germain Benoit, Jérôme Benoit, Conrad Benoit, tous quatre entrepreneurs, de Hull-Sud, et Marie-Claire Lemieux, avocat, célibataire, de Hull, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Benoit Frères Construction Limitée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions communes de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 18, rue Water, Village de Hull-Sud, district judiciaire de Hull.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 10893-58)

Benoit Frères Construction Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1958, incorporating: Romain Benoit, Germain Benoit, Jérôme Benoit, Conrad Benoit, all four contractors, of Hull-South, and Marie-Claire Lemieux, advocate, spinster, of Hull, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; deal in real estate, under the name of "Benoit Frères Construction Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 18 Water Street, Village of Hull-South, judicial district of Hull.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11898-58)

Birkdale Development Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1958, constituant en corporation: Moses Hyman Myerson, Max Isidore Sigler, tous deux avocats, de Montréal et David Aaron Sigler, ingénieur civil, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

Exercer le commerce général d'entrepreneurs en construction, sous le nom de "Birkdale Development Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$10 chacune et 390 actions privilégiées de \$100 chacune.

(A.G. 11898-58)

Birkdale Development Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1958, incorporating: Moses Hyman Myerson, Max Isidore Sigler, both advocates, of Montreal, and David Aaron Sigler, civil engineer, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

To carry on the business generally of building contractors, under the name of "Birkdale Development Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$10 each and into 390 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11379-58)

Boulangerie A. A. Therriault & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1958, constituant en corporation: Ronaldo Raboin, notaire, André-P. Casgrain, avocat, Françoise Guévin, Jacqueline Turcotte et Annette Blais, secrétaires, célibataires, tous de Rimouski, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers et confiseurs, sous le nom de "Boulangerie A. A. Therriault & Fils Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 1,500 actions communes d'une valeur au pair de \$20 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Rimouski, district judiciaire de Rimouski.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11251-58)

Cantalia Soccer Club Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, tous deux de Ville Mont-Royal et John Ciaccia, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Promouvoir, organiser, diriger et encourager les jeux de "soccer" et autres sports et passe-temps athlétiques et faire le commerce de toutes sortes de fournitures et appareils nécessaires à l'organisation desdits sports, sous le nom de "Cantalia Soccer Club Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 10869 Boulevard Lajeunesse, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11943-58)

Carlier Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Émile Trottier, avocat, d'Outremont, Jacqueline Daoust et Micheline Lefebvre, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; exercer les opérations d'une compagnie de construction et de développement, sous le nom de "Carlier Inc.", avec un capital total de \$15,000, divisé en 1,500 actions de \$10 chacune.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11379-58)

Boulangerie A. A. Therriault & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June 1958, incorporating: Ronaldo Raboin, notary, André-P. Casgrain, advocate, Françoise Guévin, Jacqueline Turcotte and Annette Blais, secretaries, unmarried, all of Rimouski, for the following purposes:

To carry on business as bakers and confectioners, under the name of "Boulangerie A. A. Therriault & Fils Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 200 preferred shares of a par value of \$100 each and 1,500 common shares of a par value of \$20 each.

The head office of the company will be at Rimouski, judicial district of Rimouski.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11251-58)

Cantalia Soccer Club Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, both of the Town of Mount Royal, and John Ciaccia, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To promote, organize, conduct and sponsor games of soccer and other athletic sports and pastimes and to deal in all kinds of equipment and apparatus necessary for the organization of the said sports, under the name of "Cantalia Soccer Club Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 10869 Lajeunesse Boulevard, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11943-58)

Carlier Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Émile Trottier, advocate, of Outremont, Jacqueline Daoust and Micheline Lefebvre, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in real estate; to carry on the operations of a building and development company under the name of "Carlier Inc.", with a total capital stock of \$15,000, divided into 1,500 shares of \$10 each.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11479-58)

Chenoy Boys Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Max Sidney Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal, et Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Acquérir et exploiter un restaurant et commerce de friandises, sous le nom de "Chenoy Boys Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées, catégorie "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et 150 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11872-58)

Cima Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1958, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, Marie-Paule Béliveau et Micheline Tabacman, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Cima Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 60, rue St-Jacques, ouest, chambre 102, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11658-58)

Club Ladouceur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Cyrias Dupont, rentier, Ovila Girard, soudeur, tous deux de Beaupré, Joseph Racine, industriel, Maurice Huot, avocat, tous deux de Boischatel, et Joachim Fortin, commis, de Ste-Anne-de-Beaupré, pour les objets suivants:

Former et diriger un club sportif, sous le nom de "Club Ladouceur Inc."

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11479-58)

Chenoy Boys Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Max Sidney Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the Town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To acquire and operate a restaurant and delicatessen business, under the name of "Chenoy Boys Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each, 150 class "A" shares of a par value of \$100 each and into 150 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11872-58)

Cima Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1958, incorporating: Fernand Beauregard, advocate, Marie-Paule Béliveau and Micheline Tabacman, secretary, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Cima Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 60 St. James St. West, Room 102, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11658-58)

Club Ladouceur Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Cyrias Dupont, annuitant, Ovila Girard, welder, both of Beaupré, Joseph Racine, industrialist, Maurice Huot, advocate, both of Boischatel, and Joachim Fortin, clerk, of Ste. Anne-de-Beaupré, for the following purposes:

To form and manage a sports club, under the name of "Club Ladouceur Inc."

Le montant auquel sont limités les revenus annuels des biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$10,000.

Le siège social de la corporation sera 305, avenue Royale, Sainte-Anne-de-Beaupré, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11779-58)

Comité d'Aide à L'Externat Classique de Magog Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Dr Henri Tourigny, dentiste, Adélarde Lussier, mécanicien, Louis Faucher, typographe, Rosaire-O. Meunier, gérant de banque, Germain Rivard, arpenteur-géomètre, Fernand Buisson, officier de placement, et Hervé Paré, journalier, tous de Magog, pour les objets suivants:

Recueillir des fonds, afin de venir en aide à l'Externat Classique de Magog ou de ses élèves actuels ou futurs, sous le nom de "Comité d'Aide à l'Externat Classique de Magog Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$35,000.

Le siège social de la corporation sera à Magog, comté de Stanstead, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11897-58)

Commodity Import Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1958, constituant en corporation: Clarence Reuben Gross, avocat, Samuel David Rudenko, avocat et conseil en loi de la Reine, Moses Silverstein, commis, et Sarah Miller, sténographe, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Importer, exporter et faire le commerce de produits alimentaires, substances chimiques, textiles, tissus, acier et produits d'icelui, bois et produits d'icelui et en général les produits du textile, sous le nom de "Commodity Import Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11163-58)

Comptoir St-Joseph Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a

The amount to which the annual revenue issuing from the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$10,000.

The head office of the corporation will be at 305 Royal Avenue, Sainte-Anne-de-Beaupré, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11779-58)

Comité d'Aide à L'Externat Classique de Magog Inc.

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Dr. Henri Tourigny, dentist, Adélarde Lussier, mechanic, Louis Faucher, typographer, Rosaire O. Meunier, bank manager, Germain Rivard, land-surveyor, Fernand Buisson, employment officer, and Hervé Paré, journeyman, all of Magog, for the following purposes:

Collect funds in order to assist "L'Externat Classique de Magog" or its present or future pupils, under the name of "Comité d'Aide à l'Externat Classique de Magog Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$35,000.

The head office of the corporation will be at Magog, county of Stanstead, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11897-58)

Commodity Import Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1958, incorporating: Clarence Reuben Gross, advocate, Samuel David Rudenko, advocate and Queen's Counsel, Moses Silverstein, clerk, and Sarah Miller, stenographer, all of Montreal, for the following purposes:

To import, export and deal in food-stuffs, chemicals, textiles, fabrics, steel and steel products, wood and wood products, and textile products generally, under the name of "Commodity Import Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$10 each and into 400 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11163-58)

Comptoir St-Joseph Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have

été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Euclide Lessard, importateur, de St-Vincent-de-Paul, J.-Arthur Archambault, comptable, de Montréal, et Jacques Lessard, avocat, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements et de tissus, sous le nom de "Comptoir St-Joseph Inc.", avec un capital total de \$250,000, divisé en 1,000 actions communes de \$100 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11944-58)

Coronation Realities Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Émile Trottier, avocat, d'Outremont, Jacqueline Daoust et Micheline Lefebvre, secrétaires, célibataires, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme courtiers en immeubles, sous le nom de "Coronation Realities Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11690-58)

D'Anjou Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix mai 1958, constituant en corporation: Jacques Pilon, avocat, Madeleine Séguin et Yolande Taillon, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exploiter des carrières, sous le nom de "D'Anjou Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le dix mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11075-58)

Del Pio Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Albert Malouf, Peter Shorteno, tous deux

been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Euclide Lessard, importer, of St-Vincent-de-Paul, J.-Arthur Archambault, accountant, of Montreal, and Jacques Lessard, advocate, of Verdun, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in clothing and fabrics, under the name of "Comptoir St-Joseph Inc.", with a total capital stock of \$250,000, divided into 1,000 common shares of \$100 each and into 1,500 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11944-58)

Coronation Realities Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Émile Trottier, advocate, of Outremont, Jacqueline Daoust and Micheline Lefebvre, secretaries, spinsters, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate brokers under the name of "Coronation Realities Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11690-58)

D'Anjou Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the tenth day of May, 1958, incorporating: Jacques Pilon, advocate, Madeleine Séguin and Yolande Taillon, secretaries, filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; to operate quarries, under the name of "D'Anjou Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11075-58)

Del Pio Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Albert Malouf, Peter Shorteno, both of the Town of Mount

de Ville Mont-Royal et John Ciaccia, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Négocier des propriétés immobilières; transiger les affaires d'entrepreneurs généraux, sous le nom de "Del Pio Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 11846 rue St-Réal, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11012-58)

De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Claude Tellier, Claude-R. Vallerand et Jacques Dionne, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de systèmes de chauffage et autres; faire affaires comme entrepreneurs en électricité, plomberie, chauffage et ventilation, sous le nom de "De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 20,000 actions communes de \$1 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Longueuil, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11949-58)

Dimock Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Henri Beaudry, de St-Romuald, Gaston Michaud, de Québec, et Roméo Depeyre, M.D., de Château d'Eau, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger des affaires comme entrepreneurs constructeurs, paveurs, propriétaires de carrières, sous le nom de "Dimock Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à New Richmond, comté de Bonaventure, district judiciaire de Bonaventure.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 10883-58)

Dorchester Automobiles Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Noël Bégin, garagiste, de Lévis, Robert Bolduc,

Royal, and John Ciaccia, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To deal in immoveable property; to carry on business as general contractors, under the name of "Del Pio Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 11846 St. Real Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11012-58)

De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Claude Tellier, Claude-R. Vallerand and Jacques Dionne, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in heating systems and otherwise; to carry on business as contractors in electricity, plumbing, heating and ventilation, under the name of "De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 20,000 common shares of \$1 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Longueuil, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11949-58)

Dimock Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Henri Beaudry, of St. Romuald, Gaston Michaud, of Québec, and Roméo Depeyre, M.D., of Château d'Eau, all attorneys at law, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, pavers and quarry masters, under the name of "Dimock Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at New Richmond, county of Bonaventure, judicial district of Bonaventure.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10883-58)

Dorchester Automobiles Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Noël Bégin, garage-keeper, of Lévis, Robert Bolduc, accoun-

comptable, de St-Télesphore, et Aimé Demers, notaire, de St-Romuald-d'Etchemin, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'automobiles et autres moyens de transport; faire affaires comme garagistes, sous le nom de "Dorchester Automobiles Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Claire, comté de Dorchester, district judiciaire de Beauce.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11861-58)

Duvernay Model Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1958, constituant en corporation: Max S. Kaufman, de Westmount, Joseph Roy Hoffman, de Montréal et Oscar Respitz, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Acquérir, développer, promouvoir et exploiter une certaine propriété immobilière située en la ville de Duvernay, comté de Laval, sous le nom de "Duvernay Model Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions catégorie "A" de \$10 chacune et 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11940-58)

D. Vininsky Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Gabriel Glazer, étudiant en droit, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "D. Vininsky Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 1420 rue Towers, chambre 100 Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11873-58)

Dwelling Construction Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

tant, of St-Télesphore, and Aimé Demers, notary, of St-Romuald-d'Etchemin, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in automobiles and in other means of transportation: to carry on business as garage-keepers under the name of "Dorchester Automobiles Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte-Claire, county of Dorchester, judicial district of Beauce.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11861-58)

Duvernay Model Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1958, incorporating: Max S. Kaufman, of Westmount, Joseph Roy Hoffman, of Montreal, and Oscar Respitz, of the Town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To acquire, develop, promote and exploit certain immovable property situated in the Town of Duvernay, county of Laval, under the name of "Duvernay Model Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each, 1,000 class "A" shares of \$10 each and into 200 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11940-58)

D. Vininsky Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Gabriel Glazer, law student, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "D. Vininsky Inc.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1420 Towers St., room 100, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11873-58)

Dwelling Construction Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1958, constituant en corporation: Claude Simard, Gaston Boudreault, avocats, Jeannette Cyr, comptable, célibataire, et Georges Arbour, imprimeur, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux, en construction, sous le nom de "Dwelling Construction Co. Ltd.", avec un capital total de \$70,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et en 3,000 actions privilégiées "A" d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11414-58)

E. Bélanger Nettoyeur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1958, constituant en corporation: Pierre Brosseau, comptable agréé, de Ste-Dorothée, Wilfrid Duquette, avocat, d'Outremont, et Mme Françoise Roy, secrétaire, épouse séparée de biens de Guy Roy, de Longueuil, pour les objets suivants:

Faire affaires comme nettoyeurs, teinturiers et buandiers; exercer le commerce de location d'habits, tabliers, serviettes et lingerie de toutes sortes, sous le nom de "E. Bélanger Nettoyeur Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,500 actions ordinaires de \$10 chacune et en 1,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 105, rue St-Louis, Ville LeMoyne, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11792-58)

Econo-Mart (Verdun) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, Philip Meyerovitch, Conseil en Loi de la Reine, Perry Meyer, et Morris Chaikelson, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de toutes sortes de tissus, cuirs, robes, bottines, chaussures, articles de mode vêtements d'enfants, vêtements de base, bijouterie, vêtements en lainage, sous-vêtements, draps et soies, costumes, habits, marchandises en cuir, rideaux, draperies, capettes, porcelaine, bibelots, articles de fantaisie, nécessaires de toilette de toutes sortes, sous le nom de "Econo-Mart (Verdun) Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1958, incorporating: Claude Simard, Gaston Boudreault, advocates, Jeannette Cyr, accountant, spinster, and Georges Arbour, printer, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "Dwelling Construction Co. Ltd.", with a total capital stock of \$70,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each and into 3,000 preferred "A" shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11414-58)

E. Bélanger Nettoyeur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1958, incorporating: Pierre Brosseau, chartered accountant, of Ste-Dorothée, Wilfrid Duquette, advocate, of Outremont, and Mrs Françoise Roy, secretary, wife separate as to property of Guy Roy, of Longueuil, for the following purposes:

To carry on as cleaners, dyers and launderers; to operate a business of renting suits, aprons, towels and lingerie of all kinds, under the name of "E. Bélanger Nettoyeur Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,500 common shares of \$10 each and into 1,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 105 St. Louis St., Ville LeMoyne, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11792-58)

Econo-Mart (Verdun) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Hyman Solomon, of the Town of Mount Royal, Philip Meyerovitch, Queen's Counsel, Perry Meyer and Morris Chaikelson, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of dealers in all kinds of fabrics, leathers, dresses, boots, shoes, millinery, children's wear, foundation garments, jewellery, woollen wear, under-wear, cloth and silks, suits, coats, leather goods, curtains, drapes, carpets, chinaware, notions, fancy goods, toilet articles of all kinds, under the name of "Econo-Mart (Verdun) Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11390-58)

E. Gauthier & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Aldéric Élysée Gauthier, constructeur, de Notre-Dame-des-Anges, Charles Gauthier, constructeur, de Montréal-Nord, Lucien-E. Gauthier, constructeur, et Juliette Desmanche Gauthier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Lucien-E. Gauthier, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles, faire affaires comme entrepreneuses en construction; exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "E. Gauthier & Frères Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 100 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1212 sixième avenue, Pointe-aux-Trembles, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11747-58)

Eiram Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize mai 1958, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, John Lawrence McCrory, clerk, et Guy Ambrose Miller, comptable, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Eiram Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 400 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11500-58)

F.D.R. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Benjamin Robinson, avocat et Conseil en Loi de la Reine, de Westmount, Theodore H. Shapiro, avocat, et Jean McFarlane, teneuse de livres, fille majeure, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "F.D.R. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11390-58)

E. Gauthier & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May 1958, incorporating: Aldéric Élysée Gauthier, builder, of Notre-Dame-des-Anges, Charles Gauthier, builder, of Montreal-North, Lucien-E. Gauthier, builder and Juliette Desmanche Gauthier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Lucien E. Gauthier, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Montreal, for the following purposes:

To deal in real estate; carry on business as building contractors; carry on the business of and deal in lumber and the products thereof, under the name of "E. Gauthier & Frères Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 100 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1212 sixth avenue, Pointe-aux-Trembles, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11747-58)

Eiram Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of May, 1958, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, John Lawrence McCrory, clerk, and Guy Ambrose Miller, accountant, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors, under the name of "Eiram Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 400 preferred shares of a par value of \$100 each and 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11500-58)

F.D.R. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Benjamin Robinson, advocate and Queen's Counsel, of Westmount, Theodore H. Shapiro, advocate, and Jean McFarlane, bookkeeper, spinster of the full age of majority, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "F.D.R. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11914-58)

**Frandi Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Rosaire-A. Demers, prospecteur, Dr Gaston Marcotte, médecin, tous deux du Cap-de-la-Madeleine, Réal Gariépy, fonctionnaire, de Québec, et Maurice-R. Marcotte, avocat, de Dorval, pour les objets suivants:

Faire des exploitations ou recherches pour découvrir des mines et minerais et les négocier, sous le nom de "Frandi Mining Corporation" (No Personal Liability), avec un capital total de \$5,000,000, divisé en 5,000,000 actions de \$1 chacune.

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour leurs actions.

Le siège social de la compagnie sera 1005, rue Sherbrooke, ouest, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11914-58)

**Frandi Mining Corporation
(No Personal Liability)**

Notice is hereby given that under the provisions of the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Rosaire-A. Demers, prospector, Dr. Gaston Marcotte, physician, both of Cap-de-la-Madeleine, Réal Gariépy, civil servant, of Quebec, and Maurice-R. Marcotte, advocate, of Dorval, for the following purposes:

To prospect and explore for mines and minerals and deal with same, "Frandi Mining Corporation" (No Personal Liability), with a total capital stock of \$5,000,000, divided into 5,000,000 shares of \$1 each.

The shareholders of the company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares.

The head office of the company will be at 1005 Sherbrooke Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11436-58)

Gerald Lussier Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: David Kirshenblatt, Allan Marcus, tous deux de Montréal, et Abel David Selick, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de garagistes, et celui de marchands d'automobiles, sous le nom de "Gerald Lussier Ltée", avec un capital total de \$25,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$100 chacune et 50 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 2935 rue Charland, Saint-Michel, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11436-58)

Gerald Lussier Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: David Kirshenblatt, Allan Marcus, both of Montreal, and Abel David Selick, of the Town of Mount Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as garage keepers; to deal in automobiles, under the name of "Gerald Lussier Ltée", with a total capital stock of \$25,000, divided into 200 common shares of \$100 each and into 50 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 2935 Charland Street, Saint-Michel, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10812-58)

Girard One Stop Record Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1958, constituant en corporation: Émé Lacroix, avocat, de Ville Mont-Royal, Armand Poupart, fils, avocat, et Monique Duquette, sténographe, célibataire majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de disques et autres appareils de reproduction du son, ainsi que d'instruments de musique, sous le nom de "Girard One Stop Record Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 600 actions communes d'une

(A.G. 10812-58)

Girard One Stop Record Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June 1958, incorporating: Émé Lacroix, advocate, of the Town of Mount Royal, Armand Poupart, junior, advocate, and Monique Duquette, stenographer, spinster of full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To deal in records and other sound recording apparatus, as well as musical instruments, under the name of "Girard One Stop Record Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 600 common shares of a par value of \$10 each and

valeur au pair de \$10 chacune et en 340 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11841-58)

Greater Montreal Advertising Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1958, constituant en corporation: Marcel Lajeunesse, avocat, de Westmount, Jacques Dansereau, avocat, et Jeannette Brodeur, secrétaire, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme agents de publicité et conseillers, sous le nom de "Greater Montreal Advertising Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 40,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 132 ouest, rue St-Jacques, chambre 1010, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11988-58)

Grint Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1958, constituant en corporation: Samuel Greenblatt, avocat, Gabriel Glazer, étudiant en droit, Michael Hornstein, agent d'immeubles, et Anne Zifkin, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Grint Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 6555 chemin Côte des Neiges, chambre 220, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11846-58)

H. Lapierre Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Jules Dupré, conseil en loi de la Reine, d'Outremont, Raymond Lette, de la ville de Hampstead, et Louis Vaillancourt, de Montréal, tous trois avocats, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers et conformément à la loi de cette province, exercer le commerce de bière, sous le nom de "H. Lapierre Inc.", avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

340 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11841-58)

Greater Montreal Advertising Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1958, incorporating: Marcel Lajeunesse, advocate, of Westmount, Jacques Dansereau, advocate, and Jeannette Brodeur, secretary, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as advertising agents and counsels, under the name of "Greater Montreal Advertising Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 40,000 common shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 132 St. James Street, West, room 1010, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11988-58)

Grint Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1958, incorporating: Samuel Greenblatt, advocate, Gabriel Glazer, law student, Michael Hornstein, realtor, and Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Grint Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 6555 Côte des Neiges Road, room 220, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11846-58)

H. Lapierre Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Jules Dupré, Queen's Counsel, of Outremont, Raymond Lette, of the Town of Hampstead, and Louis Vaillancourt, of Montreal, all three advocates, for the following purposes:

To carry on business as grocers and in accordance with the Law of this Province, deal in beer, under the name of "H. Lapierre Inc.", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

Le siège social de la compagnie sera 31, boulevard Sauriol, Laval-des-Rapides, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11107-58)

Hôtel Ubald Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Elphège Guillemette, hôtelier; Gabrielle Allard Guillemette, ménagère, épouse séparée de biens dudit Elphège Guillemette, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Senneterre, et Jacques Charbonneau, comptable, de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Faire affaires comme hôteliers, taverniers, aubergistes et restaurateurs, sous le nom de "Hôtel Ubald Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Senneterre, district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11714-58)

I. Desmarais & Fils Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Jules Dupré, d'Outremont, Raymond Lette, de la ville de Hampstead, Louis Vaillancourt, de Montréal, tous trois avocats, et Jacqueline Landry, secrétaire, célibataire majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "I. Desmarais & Fils Ltée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 300 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11246-58)

Imprimerie Cascade Printing Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1958, constituant en corporation: Denis Beaumier, typographe, Conrad Matteau, notaire, et Dame Ghislaine Lambert Beaumier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Denis Beaumier et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Shawinigan-Sud, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, papetiers et libraires; exercer l'industrie et le commerce d'articles et ameublement de bureau; exploiter

The head office of the company will be at 31 Sauriol Boulevard, Laval-des-Rapides, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11107-58)

Hôtel Ubald Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Elphège Guillemette, hotel-keeper, Gabrielle Allard Guillemette, housewife, wife separate as to property of the said Elphège Guillemette, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Senneterre, and Jacques Charbonneau, accountant, of Val-d'Or, for the following purposes:

To carry on business as hotel-keepers, tavern-keepers, inn-keepers and restaurateurs, under the name of "Hôtel Ubald Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Senneterre, judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11714-58)

I. Desmarais & Fils Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May 1958, incorporating: Jules Dupré, of Outremont, Raymond Lette, of the town of Hampstead, Louis Vaillancourt, of Montreal, all three advocates, and Jacqueline Landry, secretary, spinster of full age of majority, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as general building contractors, under the name of "I. Desmarais & Fils Ltée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 300 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11246-58)

Imprimerie Cascade Printing Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June 1958, incorporating: Denis Beaumier, typographer, Conrad Matteau, notary, and Dame Ghislaine Lambert Beaumier, housewife, wife contractually separate as to property of the said Denis Beaumier and duly authorized by him for the purposes therein, all of Shawinigan-South, for the following purposes:

To carry on business as printers, stationers and book-sellers; carry on the business of and deal in office furniture and supplies; operate a

une agence de publicité, sous le nom de "Imprimerie Cascade Printing Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions communes de \$10 chacune et en 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 345, 121^{ème} rue, Shawinigan-Sud, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11947-58)

Jacques Gauthier Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Olivier Gauthier, avocat, Louis Bertrand, notaire, et Françoise Savard, secrétaire, célibataire, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme électriciens; exercer l'industrie et le commerce d'appareils et accessoires électriques, sous le nom de "Jacques Gauthier Limitée", avec un capital total de \$50,000, divisé en 5,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11797-58)

J. G. Sauvé Enterprises Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1958, constituant en corporation: Jean-Guy Sauvé, homme d'affaires, Suzanne Lebeuf, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jean-Guy Sauvé, de Rosemère, et Maurice Mercure, avocat, de Ville Mont-Royal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "J. G. Sauvé Enterprises Limited", avec un capital total de \$100,000, divisé en 800 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 2,000 actions communes d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 333, rue Craig, Chambre 211, Édifice des Artisans, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11908-58)

J. M. S. Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Alfred N. Segall, John L. Liberman et Daniel Lazare, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

publicity agency, under the name of "Imprimerie Cascade Printing Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 345 121st Street, Shawinigan-South, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11947-58)

Jacques Gauthier Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Olivier Gauthier, advocate, Louis Bertrand, notary, and Françoise Savard, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as electricians; to operate and industry and business dealing in electrical apparatus and accessories under the name of "Jacques Gauthier Limitée", with a total capital stock of \$50,000, divided into 5,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11797-58)

J. G. Sauvé Enterprises Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1958, incorporating: Jean-Guy Sauvé, business man, Suzanne Lebeuf, housewife, wife separate as to property of the said Jean-Guy Sauvé, of Rosemère, and Maurice Mercure, advocate, of the Town of Mount Royal, for the following purposes:

To deal in real estate; carry on business as general building contractors, under the name of "J. G. Sauvé Enterprises Limited", with a total capital stock of \$100,000, divided into 800 preferred shares of a par value of \$100 each and 2,000 common shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at 333 Craig Street, Room 211, des Artisans Building, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11908-58)

J. M. S. Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Alfred N. Segall, John L. Liberman and Daniel Lazare, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et de construction, sous le nom de "J.M.S. Investment Corp.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 5,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 15,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 4691 avenue Van Horne, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11773-58)

Jodialli Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Mortimer S. Smith, avocat, Shirley Simon, Claude Morin, tous deux secrétaires, et Ellen Haggenmueller, commis, toutes trois filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Jodialli Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 4,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 36,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11139-58)

J. Rodney & Son Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Alex Rodney, Jack Rodney, tous deux tailleurs, de Westmount, et Albert Gomberg, avocat, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de tailleurs et confectionner, vendre des vêtements, menus articles, boutons, vêtements et autres accessoires, sous le nom de "J. Rodney & Son Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 372 ouest, rue Ste-Catherine, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11922-58)

Kam Realty Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du seize juin 1958, constituant en corporation Samuel Chait, avocat, John Hamilton, secrétaire, tous deux de Montréal et Harry L. Aronovitch, avocat, de la ville de Côte St-Luc, pour les objets suivants:

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "J.M.S. Investment Corp.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 5,000 common shares of a par value of \$1 each and into 15,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 4691 Van Horne Avenue, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11773-58)

Jodialli Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Mortimer S. Smith, advocate, Shirley Simon, Claude Morin, both secretaries, and Ellen Haggenmueller, clerk, all three filles majeures, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Jodialli Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 4,000 common shares of a par value of \$1 each and into 36,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11139-58)

J. Rodney & Son Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Alex Rodney, Jack Rodney, both tailors, of Westmount, and Albert Gomberg, advocate, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tailors and to manufacture and deal in clothing, small wares, buttons, togs and other accessories, under the name of "J. Rodney & Son Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 372 St. Catherine Street, West, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11922-58)

Kam Realty Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of June, 1958, incorporating: Samuel Chait, advocate, John Hamilton, secretary, both of Montreal, and Harry L. Aronovitch, advocate, of the town of Côte St. Luc, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, de construction, d'amélioration et de développement, sous le nom de "Kam Realty Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$1 chacune et 39,000 actions privilégiées de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le seize juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11158-58)

**Laboratoire de Béton Inc.
Concrete Laboratory Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Roland Bourret, avocat, Madeleine Normandeau, secrétaire, tous deux de Montréal, et Louis Lamontagne, avocat, de St-Hubert, pour les objets suivants:

Inspection, contrôle et surveillance des produits de ciment et production, fabrication et commerce de tels produits et sous-produits, sous le nom de "Laboratoire de Béton Inc. — Concrete Laboratory Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 215, 2ième avenue, Saint-Lambert, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11778-58)

La Boutique des Jeunes, Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du dix-sept mai 1958, constituant en corporation: Reginald D. Tormey, avocat, Laurence Ostiguy et Yvette Marcoux, secrétaires, célibataires, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de vêtements, tissus, chaussures et jouets, sous le nom de "La Boutique des Jeunes, Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 2,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Jovite, district judiciaire de Terrebonne.

Daté du bureau du Procureur général, le dix-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11990-58)

**La Construction Immobilière
de Mégantic Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1958, constituant en corporation: Hippolyte Giry, agent de commerce, de Black-

To carry on the business of a land, construction, improvement and development company, under the name of "Kam Realty Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$1 each and into 39,000 preferred shares of \$1 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixteenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11158-58)

**Laboratoire de Béton Inc.
Concrete Laboratory Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating:

Roland Bourret, advocate, Madeleine Normandeau, secretary, both of Montreal, and Louis Lamontagne, advocate, of St-Hubert, for the following purposes:

Inspection, control and superintendence of cement products and production, manufacture and industry of such products and by-products, under the name of "Laboratoire de Béton Inc. — Concrete Laboratory Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 215, 2nd Avenue, Saint Lambert, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11778-58)

La Boutique des Jeunes, Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of May, 1958, incorporating: Reginald D. Tormey, advocate, Laurence Ostiguy, and Yvette Marcoux, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To operate an industry and business dealing in clothing, fabrics, shoes and toys, under the name of "La Boutique des Jeunes, Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each, and into 2,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Saint-Jovite, judicial district of Terrebonne.

Dated at the office of the Attorney General, this seventeenth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11990-58)

**La Construction Immobilière
de Mégantic Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1958, incorporating: Hippolyte Giry, business agent, of Black-Lake, Jean Tétrault,

Lake, Jean Tétreault, notaire, et Roch Martineau, courtier, de Plessisville, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction; exercer le commerce, d'immeubles, sous le nom de "La Construction Immobilière de Mégantic Inc.", avec un capital total de \$150,000, divisé en 15,000 actions communes de \$1 chacune et en 2,700 actions privilégiées de \$50 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Black-Lake, comté de Mégantic, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

notary, and Roch Martineau, broker, of Plessisville, for the following purposes:

To carry on business as builders and general building contractors; deal in real estate, under the name of "La Construction Immobilière de Mégantic Inc.", with a total capital stock of \$150,000, divided into 15,000 common shares of \$1 each and 2,700 preferred shares of \$50 each.

The head office of the company will be at Black-Lake, county of Mégantic, judicial district of Mégantic.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11886-58)

La Famille Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1958, constituant en corporation: Dame Marjorie M. Reiffenstein, secrétaire, fille majeure, de Westmount, François Krakowski, juriste, Stanislaw Greniuk, agent d'immeubles, et John Alper, marchand, tous trois de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires comme agents d'immeubles, courtiers d'assurances et agents, sous le nom de "La Famille Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11886-58)

La Famille Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1958, incorporating: Dame Marjorie M. Reiffenstein, secretary, spinster of full age of majority, of Westmount, François Krakowski, jurist, Stanislaw Greniuk, real estate agent, and John Alper, merchant, all three of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as real estate agents and as insurance brokers and agents, under the name of "La Famille Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10880-58)

La Fédération des Monastères des Chanoines Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Très Rév. Mère Marie de l'Eucharistie, (Marie-Yvonne Deslauriers), supérieure générale, Mère Marie-des-Neiges, (Marthe Guérard), assistante générale, Mère Marie-Anne-de-Jésus, (Imelda Lamontagne), conseillère générale, Mère Saint-Joseph, (Marie-Eva Kavanagh), secrétaire générale, Mère Saint-Henri, (Marie-Alice Doyle), économe générale, toutes cinq de Québec, Mère Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, (Marie-Cécile Gagnon), de St-Joseph d'Alma, et Mère Sainte-Matie-Madeleine, (Germaine Lecours), de Montmagny, toutes deux conseillères générales, pour les objets suivants:

Constituer une fédération des monastères des Chanoines Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin établies au Canada dans le but des remédier aux inconvénients de l'isolement et de se prêter mutuellement aide fraternelle et effective, sous le nom de "La Fédération des Monastères des Chanoines Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin".

(A.G. 10880-58)

La Fédération des Monastères des Chanoines Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Very Reverend Mother Marie de l'Eucharistie, (Maria-Yvonne Deslauriers), general superior, Mother Marie-des-Neiges, (Marthe Guérard), general assistant, Mère Marie-Anne-de-Jésus, (Imelda Lamontagne), general adviser, Mère Saint-Joseph, (Marie Eva Kavanagh), general secretary, Mère Saint-Henri, (Marie-Alice Doyle), treasurer general, all five of Quebec, Mère Sainte-Thérèse-de-l'Enfant-Jésus, (Marie-Cécile Gagnon, of St. Joseph d'Alma, and Mère Sainte Marie-Madeleine, (Germaine Lecours), of Montmagny, both general advisers, for the following purposes:

To form a federation of the monasteries of the "Chanoines Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de St-Augustin" established in Canada in order to cope with isolation difficulties and to mutually help one another fraternally and effectively, under the name of "La Fédération des Monastères des Chanoines Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$500,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11870-58)

Lafort Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1958, constituant en corporation: Jean Lalonde, radiodiffuseur, de St-Jérôme, Jacques-A. Fortin, ajusteur d'assurance, de Ville Mont-Royal, et Annette Daignault, secrétaire, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de placements, sous le nom de "Lafort Inc.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11804-58)

**L'Association des Marchands
de St-Sauveur Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Paul Bouchard, Gaston Tremblay et Roger Proulx, tous marchands, de Québec, pour les objets suivants:

Grouper les hommes d'affaires, propriétaires, marchands, industriels, commerçants, professionnels, agents, faisant affaires dans le quartier échevinal de St-Sauveur seulement, en la cité de Québec, pour coopérer au développement industriel, commercial ou économique et au bien-être général de la population, sous le nom de "L'Association des Marchands de St-Sauveur Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$1,000,000.

Le siège social de la corporation sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11557-58)

Laval Reinforcing Steel Incorporated

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1958, constituant en corporation: Gontran Rouleau, avocat, de Hauterive, Jean Tremblay, comptable, et Marthe Paquet, secrétaire, fille majeure, de Baie-Comeau, pour les objets suivants:

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$500,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11870-58)

Lafort Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May 1958, incorporating: Jean Lalonde, broadcaster, of St. Jérôme, Jacques-A. Fortin, insurance adjuster, of the town of Mount Royal, and Annette Daignault, secretary, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Lafort Inc.", with a total capital of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11804-58)

**L'Association des Marchands
de St-Sauveur Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Paul Bouchard, Gaston Tremblay and Roger Proulx, all merchants, of Quebec, for the following purposes:

To group together the business men, proprietors, merchants, industrialists, dealers, professionals, agents, carrying on business in the Municipal Ward of St. Sauveur only, in the city of Quebec, in order to cooperate in the industrial, commercial or economical development and general welfare of the population, under the name of "L'Association des Marchands de St-Sauveur Inc."

The amount to which the value of the immovable property which the corporation may hold is to be limited, is \$1,000,000.

The head office of the corporation will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11557-58)

Laval Reinforcing Steel Incorporated

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1958, incorporating: Gontran Rouleau, advocate, of Hauterive, Jean Tremblay, accountant, and Marthe Paquet, secretary, spinster, of full age, of Baie-Comeau, for the following purposes:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "Laval Reinforcing Steel Incorporated", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1845, avenue Bédard, Saint-Elzéar, comté de Laval, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11786-58)

L. B. Gagnon & Cie Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1958, constituant en corporation: Robert Gagnon, commerçant, Dame Rita Bélanger Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Robert Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Maurice Gagnon, commerçant, et Dame Gabrielle Crevier Gagnon, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Maurice Gagnon, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous de Chicoutimi, pour les objets suivants:

Faire affaires comme boulangers, bouchers, épiciers, restaurateurs et quincailliers, sous le nom de "L. B. Gagnon & Cie Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 10,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Chicoutimi, district judiciaire de Chicoutimi.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11793-58)

Le Manoir Colton Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1958, constituant en corporation: David Litner, Seymour Machlovitch, avocats, et Doreen Gordon, secrétaire, épouse séparée de biens d'Eugene Gordon, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de portefeuille et placements, sous le nom de "Le Manoir Colton Ltée", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11945-58)

**Les Entreprises Confort
Comfort Enterprises Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

To carry on as builders and general building contractors, under the name of "Laval Reinforcing Steel Incorporated", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1845 Bédard Avenue, Saint-Elzéar, county of Laval, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11786-58)

L. B. Gagnon & Cie Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1958, incorporating: Robert Gagnon, dealer, Dame Rita Bélanger Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Robert Gagnon, and duly authorized by him for the purposes therein, Maurice Gagnon, dealer, and Dame Gabrielle Crevier Gagnon, housewife, wife contractually separate as to property of the said Maurice Gagnon, and duly authorized by him for the purposes therein, all of Chicoutimi, for the following purposes:

To carry on business as bakers, butchers, grocers, restaurateurs and hardwaremen, under the name of "L. B. Gagnon & Cie Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 10,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Chicoutimi, judicial district of Chicoutimi.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11793-58)

Le Manoir Colton Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1958, incorporating: David Litner, Seymour Machlovitch, advocates, and Doreen Gordon, secretary, wife separate as to property of Eugene Gordon, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a holding and investment corporation, under the name of "Le Manoir Colton Ltée", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11945-58)

**Les Entreprises Confort
Comfort Enterprises Inc.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day

du quatre juin 1958, constituant en corporation: Ernest William Mockridge, gérant, de St-Lambert, John Lawrence McCrory, clerc, et Guy Ambrose Miller, comptable, de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme ferblantiers et entrepreneurs en système de chauffage, ventilation, climatisation et/ou réfrigération, sous le nom de "Les Entreprises Confort — Comfort Enterprises Inc.", avec un capital divisé en 2,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 200 actions ordinaires sans valeur nominale ou au pair, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations se chiffrera à \$3,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

of June, 1958, incorporating: Ernest William Mockridge, manager, of St. Lambert, John Lawrence McCrory, clerk, and Guy Ambrose Miller, accountant, of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as tinsmiths, heating, ventilation, air-conditioning and/or cooling contractors, under the name of "Les Entreprises Confort — Comfort Enterprises Inc.", with a capital stock divided into 2,000 preferred shares of a par value of \$10 each and 200 common shares without nominal or par value, and the amount with which the company shall commence its operations will be in the amount to \$3,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11599-58)

Les Placements Jolicoeur Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1958, constituant en corporation: Mme Hector Jolicoeur, rentière, veuve, Maurice Jolicoeur, administrateur, tous deux d'Outremont, Georges Jolicoeur, Charles-Édouard Jolicoeur, tous deux administrateurs, de ville Mont-Royal, Marie-Rose Jolicoeur, ménagère, épouse séparée de biens de Jean-Claude Bleau, de St-Michel, Fernande Jolicoeur, ménagère, veuve, et Marie-Ange Jolicoeur, ménagère, épouse séparée de biens de Germaine Lemire, tous deux de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme compagnie de placements et de portefeuille ("holding"), sous le nom de "Les Placements Jolicoeur Inc.", avec un capital total de \$300,000, divisé en 50 actions communes d'une valeur au pair de \$100 chacune, 2,900 actions privilégiées classe "A" d'une valeur au pair de \$100 chacune et en 5,000 actions privilégiées classe "B" d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 155, chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11599-58)

Les Placements Jolicoeur Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May 1958, incorporating: Mrs. Hector Jolicoeur, annuitant, widow, Maurice Jolicoeur, executive, both of Outremont, Georges Jolicoeur, Charles Édouard Jolicoeur, both executives, of the town of Mount Royal, Marie-Rose Jolicoeur, housewife, wife separate as to property of Jean Claude Bleau, of St. Michel, Fernande Jolicoeur, housewife, widow, and Marie-Ange Jolicoeur, housewife, wife separate as to property of Germain Lemire, both of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as an investment and holding company, under the name of "Les Placements Jolicoeur Inc.", with a total capital of \$300,000, divided into 50 common shares of a par value of \$100 each, 2,900 preferred shares Class "A" of a par value of \$100 each and 5,000 preferred shares Class "B" of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at 155 St. Catherine Hill Road, Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11360-58)

L'Imprimerie de la Rive-Sud Limitée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Henri-Paul Ricard, agronome, Jeannette Guindon, Ricard, ménagère, épouse séparée de biens dudit Henri-Paul Ricard, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, Jean Ricard, typographe, et Lise Ricard, sténographe, célibataire, tous de Nicolet, pour les objets suivants:

Faire affaires comme imprimeurs, libraires, publicistes, papetiers et commerçants d'articles et ameublements de bureau, sous le nom de "L'Imprimerie de la Rive-Sud Limitée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 1,000 actions communes de \$50 chacune et en 1,000 actions privilégiées de \$50 chacune.

(A.G. 11360-58)

L'Imprimerie de la Rive-Sud Limitée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Henri-Paul Ricard, agronomist, Jeannette Guindon Ricard, housewife, wife separate as to property of the said Henri-Paul Ricard, and duly authorized by him for the purposes therein, Jean Ricard, typographer, and Lise Ricard, stenographer, unmarried, all of Nicolet, for the following purposes:

To carry on business as printers, book-sellers, publicistes, stationers and dealers in office furniture and supplies, under the name of "L'Imprimerie de la Rive-Sud Limitée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 1,000 common shares of \$50 each and 1,000 preferred shares of \$50 each.

Le siège social de la compagnie sera à Nicolet, district judiciaire de Nicolet.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

The head office of the company will be at Nicolet, judicial district of Nicolet.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11581-58)

L'Oeuvre des Loisirs de St-Timothée

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Marcel Charpentier, voyageur de commerce, Jean-Marie Bourbonnais, mécanicien, Adélard Mathieu, opérateur, Marcel Daoust, dessinateur, et Jean-Aimé Byette, commerçant, tous de St-Timothée, pour les objets suivants:

Développer les loisirs dans la paroisse de St-Timothée, comté de Beauharnois, sous le nom de "L'Oeuvre des Loisirs de St-Timothée".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$100,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Timothée, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11581-58)

L'Oeuvre des Loisirs de St-Timothée

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Marcel Charpentier, commercial traveller, Jean-Marie Bourbonnais, mechanic, Adélard Mathieu, operator, Marcel Daoust, draughtsman, and Jean-Aimé Byette, dealer, all of St. Timothée, for the following purposes:

To further recreational activities in the parish of St. Timothée, county of Beauharnois, under the name of "L'Oeuvre des Loisirs de St. Timothée".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$100,000.

The head office of the corporation will be at Saint Timothée, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 10811-58)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Sainte-Martine

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Jean-Jacques Jasmin, régisseur, Gérard Primeau, comptable, Maurice Déry, vendeur, Florent Laberge, entrepreneur, et Ronaldo Bélanger, médecin, tous de Ste-Martine, pour les objets suivants:

Développer les loisirs de la paroisse de Ste-Martine, favoriser la formation religieuse, morale, sociale, athlétique et sportive de la population de Sainte-Martine, sous le nom de "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Sainte-Martine".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$50,000.

Le siège social de la corporation sera à Sainte-Martine, comté de Châteauguay, district judiciaire de Beauharnois.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 10811-58)

L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Sainte-Martine

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1958, incorporating without share capital: Jean-Jacques Jasmin, stage-manager, Gérard Primeau, accountant, Maurice Déry, salesman, Florent Laberge, contractor, and Ronaldo Bélanger, physician, all of Ste. Martine, for the following purposes:

Further the recreational activities of the parish of Ste. Martine, encourage the religious, moral, social, athletic and sporting formation of the population of Sainte Martine, under the name of "L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Sainte-Martine".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$50,000.

The head office of the company will be at Sainte Martine, county of Châteauguay, judicial district of Beauharnois.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11373-58)

L'Organisation des Loisirs de St-Ignace de Loyola

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt et un mai 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Henri-Louis Barthe,

(A.G. 11373-58)

L'Organisation des Loisirs de St-Ignace de Loyola

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May 1958, incorporating without share capital: Henri-Louis Barthe, Aurèle Valois,

Aurèle Valois, plombiers, Léo Chevalier, Wellie Bergeron, Ignace Guévremont, journaliers, Jean Guévremont, charpentier, Bertrand Cournoyer, contremaître, Paul-Auguste Chevalier, soudeur, et Wilfrid Richard, secrétaire, tous de St-Ignace-de-Loyola, pour les objets suivants:

Établir et diriger un centre de loisirs, sous le nom de "L'Organisation des Loisirs de St-Ignace de Loyola".

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$75,000.

Le siège social de la corporation sera à Saint-Ignace-de-Loyola, district judiciaire de Joliette.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

plumbers, Léo Chevalier, Wellie Bergeron, Ignace Guévremont, hournyman, Jean Guévremont, carpenter, Bertrand Cournoyer, foreman, Paul August Chevalier, welder, and Wilfrid Richard, secretary, all of St. Ignace-de-Loyola, for the following purposes:

To establish and manage recreational center, under the name of "L'Organisation des Loisirs de St-Ignace de Loyola".

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$75,000.

The head office of the company will be at Saint Ignace-de-Loyola, judicial district of Joliette.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11937-58)

Lorraine Investment Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1958, constituant en corporation: Simon Steinberg, marchand, de Ville Mont-Royal, Charles Shafter, marchand, et Hyman Steinberg, vendeur, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une corporation de placements, sous le nom de "Lorraine Investment Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 3,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11937-58)

Lorraine Investment Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1958, incorporating: Simon Steinberg, merchant, of the Town of Mount Royal, Charles Shafter, merchant, and Hyman Steinberg, salesman, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of an investment corporation, under the name of "Lorraine Investment Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 3,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11434-58)

Luro Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Rosario Genest, d'Outremont, Jean-Paul Bergeron, de Montréal-ouest, tous deux avocats, et Annette Lafleur, secrétaire, célibataire majeure, de Lachine, pour les objets suivants:

Faire affaires comme entrepreneurs en construction, sous le nom de "Luro Construction Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 300 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à L'Abord-à-Plouffe, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11434-58)

Luro Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Rosario Genest, of Outremont, Jean-Paul Bergeron, of Montreal-West, both advocates, and Annette Lafleur, secretary, spinster of full age, of Lachine, for the following purposes:

To carry on business as building contractors, under the name of "Luro Construction Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 300 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at L'Abord-à-Plouffe, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11710-58)

M & A Floor Covering Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1958, constituant en corporation:

(A.G. 11710-58)

M & A Floor Covering Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June, 1958, incorporating: André Moulin, of

André Moulin, de Pont-Viau, Gaston Olivier, de Montréal, tous deux vendeurs, Denise Lapointe, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Yvon Olivier, de Ste-Dorothée, et Antoinette Brouillette, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Guy Olivier, de St-Elzéar, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce de couvre-planchers, sous le nom de "M & A Floor Covering Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 372, boulevard Crémazie, Apt. 2, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

Pont-Viau, Gaston Olivier, of Montreal, both salesmen, Denise Lapointe, housewife, wife contractually separate as to property of Yvon Olivier, of Ste. Dorothée, and Antoinette Brouillette, housewife, wife contractually separate as to property of Guy Olivier, of St. Elzéar, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in floor coverings, under the name of "M & A Floor Covering Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 372 Crémazie Boulevard, Apt. 2, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11753-58)

Martin Food Service Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Gilbert St-Martin, Roland St-Martin, industriels, et Lillian Tessier, ménagère, épouse commune en biens dudit Gilbert St-Martin, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de produits alimentaires, sous le nom de "Martin Food Service Inc.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 5,000 actions ordinaires de \$10 chacune et en 2,500 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11753-58)

Martin Food Service Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Gilbert St-Martin, Roland St-Martin, industrialists, and Lillian Tessier, housewife, wife common as to property of the said Gilbert St-Martin, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on a business dealing in food products, under the name of "Martin Food Service Inc.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 5,000 common shares of \$10 each and into 2,500 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11987-58)

M.G.A. Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1958, constituant en corporation: Fernand Beauregard, avocat, Marie-Paule Béliveau et Micheline Tabacman, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs et entrepreneurs généraux en construction, sous le nom de "M.G.A. Construction Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 697, avenue Bloomfield, Outremont, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11987-58)

M.G.A. Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1958, incorporating: Fernand Beauregard, advocate, Marie-Paul Béliveau and Micheline Tabacman, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on as builders and building contractors under the name of "M.G.A. Construction Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 697 Bloomfield Avenue, Outremont, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11691-58)

Mmes Salim Jarjour et Alp. Dion Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date

(A.G. 11691-58)

Mmes Salim Jarjour et Alp. Dion Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day

du neuf mai 1958, constituant en corporation: Dame Alexandra Beshro Jarjour, marchande, épouse contractuellement séparée de biens de Salim Jarjour, et dûment autorisée par lui, Dame Germaine Gagnon Dion, marchande, épouse contractuellement séparée de biens de Alphonse Dion, et dûment autorisée par lui, et Gaston Dolbec, employé civil, tous de Québec, pour les objets suivants:

Faire affaires comme fourreurs et teinturiers, sous le nom de "Mmes Salim Jarjour et Alp. Dion Ltée", avec un capital total de \$15,000, divisé en 3,000 actions de \$5 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Québec, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11499-58)

Modern Dry Cleaning Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-et-un mai 1958, constituant en corporation: Catherine B. Poudrier, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens de Roger Poudrier, et agissant, ici avec ses biens propres ou réservés, de Magog, Rosaire Verville, nettoyeur, et Rachel Poudrier Verville, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Rosaire Verville, et dûment autorisée par lui aux fins des présentes, tous deux de Granby, pour les objets suivants:

Exercer un commerce de location d'habits, tabliers, serviettes et lingerie de toutes sortes; faire affaires comme buandiers, nettoyeurs et teinturiers, sous le nom de "Modern Dry Cleaning Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 200 actions communes de \$100 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Magog, district judiciaire de Saint-François.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-et-un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11907-58)

Montor Sales Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Samuel Shriar, avocat, de St-Laurent, Murray B. Spiegel, avocat, de Montréal Ouest, et Maxilien Polak, étudiant en droit, de Montréal, pour les objets suivants:

Manufacturer et faire le commerce de produits, articles et marchandises fabriquées en tout ou en partie de cuir, caoutchouc, métal, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre et sous-produits d'icelui, animaux, minéraux, pierres précieuses, liqueurs douces, livres et revues, travaux artistiques, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer, de la forêt, sous le nom de "Montor Sales Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 200 actions ordinaires de \$10 chacune et 800 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

of May, 1958, incorporating: Dame Alexandra Beshro Jarjour, merchant, wife contractually separate as to property of Salim Jarjour, and duly authorized by him, Dame Germaine Gagnon Dion, merchants, wife contractually separate as to property of Alphonse Dion, and duly authorized by him, and Gaston Dolbec civil servant, all of Quebec, for the following purposes:

To carry on business as furriers and dyers, under the name of "Mmes Salim Jarjour et Alp. Dion Ltée", with a total capital stock of \$15,000, divided into 3,000 shares of \$5 each.

The head office of the company will be at Quebec, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11499-58)

Modern Dry Cleaning Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-first day of May, 1958, incorporating: Catherine B. Poudrier, housewife, wife contractually separate as to property of Roger Poudrier, and acting herein with respect to her own property or reserves, of Magog, Rosaire Verville, cleaner, and Rachel Poudrier Verville, housewife, wife contractually separate as to property of the said Rosaire Verville, and duly authorized by him for the purposes therein, both of Granby, for the following purposes:

To carry on the business of renting suits, aprons, towels and linen of all kinds; carry on business as laundry-men, cleaners and dyers, under the name of "Modern Dry Cleaning Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 200 common shares of \$100 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Magog, judicial district of Saint Francis.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11907-58)

Montor Sales Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Samuel Shriar, advocate, of St. Laurent, Murray Bernard Spiegel, advocate, of Montreal West, and Maxilien Polak, law student, of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in products, articles and merchandise made, in whole or in part, of leather, rubber, metal, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass and by-products, animals, minerals, precious stones, soft drinks, books and periodicals, works of art, chemical and beauty products, land, sea and forest products, under the name of "Montor Sales Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 200 common shares of \$10 each and into 800 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 12029-58)

Morris Atlas Mfg. Co. Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du six juin 1958, constituant en corporation: Jack Rudner, Joseph Mendelson, avocats et Celia Cohen, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et exercer le commerce de vêtements, sous le nom de "Morris Atlas Mfg. Co. Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 371 rue Dowd, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le six juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11906-58)

Mountain Lakes Development Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Oscar Oswin, agent d'immeubles, Seymour Machlovitch, avocat, et Doreen Gordon, secrétaire, épouse séparée de biens d'Eugene Gordon, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction amélioration et développement, sous le nom de "Mountain Lakes Development Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et 3,500 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 10482-58)

National Theatre Equipment Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-six mai 1958, constituant en corporation: Réal Marcoux, avocat, de Dorval, Rita Dufresne et Estelle Thérien, secrétaires, filles majeures, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce en général d'équipement de théâtre, sous le nom de "National Theatre Equipment Co. Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions communes de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-six mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 12029-58)

Morris Atlas Mfg. Co. Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixth day of June, 1958, incorporating: Jack Rudner, Joseph Mendelson, advocates, and Celia Cohen, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing, under the name of "Morris Atlas Mfg. Co. Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 371 Dowd Street, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this sixth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11906-58)

Mountain Lakes Development Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Oscar Oswin, realtor, Seymour Machlovitch, advocate, and Doreen Gordon, secretary, wife separate as to property of Eugene Gordon, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement and development company, under the name of "Mountain Lakes Development Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of a par value of \$10 each and into 3,500 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 10482-58)

National Theatre Equipment Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-sixth day of May, 1958, incorporating: Réal Marcoux, advocate, of Dorval, Rita Dufresne and Estelle Thérien, secretaries, filles majeures, of Montreal, for the following purposes:

To generally deal in theatre equipment, under the name of "National Theatre Equipment Co. Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of \$100 each and 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-sixth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11951-58)

North End Gardens Development Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Moe Ackman, Irwin Gliserman, avocats, Annette Katz et Doreen Weldon, secrétaires, filles majeures, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "North End Gardens Development Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune et 350 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11951-58)

North End Gardens Development Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Moe Ackman, Irwin Gliserman, advocates, Annette Katz and Doreen Weldon, secretaries, spinsters, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "North End Gardens Development Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each and into 350 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11869-58)

Parcol Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1958, constituant en corporation: Gregory Charlap, Max Slapack et Arthur Shulman, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, construction et amélioration, sous le nom de "Parcol Inc.", avec un capital total de \$30,000, divisé en 30 actions ordinaires de \$100 chacune et 270 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11869-58)

Parcol Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1958, incorporating: Gregory Charlap, Max Slapack and Arthur Shulman, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction and improvement company, under the name of "Parcol Inc.", with a total capital stock of \$30,000, divided into 30 common shares of \$100 each and into 270 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11210-58)

Parkway Paving Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Bert McGrath, préposé à l'entretien des lignes téléphoniques, Claude-R. Vallerand, avocat, et Elizabeth McNamee, secrétaire, épouse contractuellement séparée de biens de Joseph Medzwiecki, et dûment autorisée par lui, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Faire affaires comme constructeurs, entrepreneurs généraux en construction, entrepreneurs pour l'enlèvement de la neige et comme jardiniers et paysagistes, sous le nom de "Parkway Paving Ltd.", avec un capital total de \$10,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$10 chacune et en 900 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11210-58)

Parkway Paving Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May 1958, incorporating: Bert McGrath, telephone wire maintenance man, Claude-R. Vallerand, advocate, and Elizabeth McNamee, secretary, wife contractually separate as to property of Joseph Medzwiecki, and duly authorized by him, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on business as builders, general building contractors, snow removal contractors, gardeners and landscapers, under the name of "Parkway Paving Ltd.", with a total capital stock of \$10,000, divided into 100 common shares of a par value of \$10 each and 900 preferred shares of a par value of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11713-58)

Paul Havas Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente et un mai 1958, constituant en corporation: Anne Zifkin, secrétaire fille majeure, Michael Hornstein, agent d'immeubles, et Gabriel Glazer, étudiant en droit, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de terrains, construction et amélioration, sous le nom de "Paul Havas Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à 2440 Chemin Brinton, Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11713-58)

Paul Havas Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirty-first day of May, 1958, incorporating: Anne Zifkin, secretary, spinster of the full age of majority, Michael Hornstein, realtor, and Gabriel Glazer, law student, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a land, construction and improvement company, under the name of "Paul Havas Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each.

The head office of the company will be at 2440 Brinton Road, Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11603-58)

**P. Drouin & Fils, Ltée
P. Drouin & Sons, Ltd.**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt mai 1958, constituant en corporation: J.-Paul Drouin, constructeur, d'Orsainville, Ferdinand Drouin, comptable agréé, de Sillery, et Georges Drouin, machiniste, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer le commerce d'une compagnie de construction, sous le nom de "P. Drouin & Fils, Ltée — P. Drouin & Sons, Ltd.", avec un capital total de \$25,000, divisé en 250 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 93, rue Drouin, Orsainville, district judiciaire de Québec.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11603-58)

**P. Drouin & Fils, Ltée
P. Drouin & Sons, Ltd.**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twentieth day of May, 1958, incorporating: J.-Paul Drouin, builder, of Orsainville, Ferdinand Drouin, chartered accountant, of Sillery, and Georges Drouin, machinist of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a construction company, under the name of "P. Drouin & Fils, Ltée — P. Drouin & Sons, Ltd.", with a total capital stock of \$25,000, divided into 250 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 93 Drouin Street, Orsainville, judicial district of Quebec.

Dated at the office of the Attorney General, this twentieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11918-58)

**Plage Familiale du Comté
de Champlain Inc.**

Avis est donné qu'en vertu de la troisième partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation sans capital-actions: Lionel Boisclair, expéditeur, Philippe Genest, épiciier, et Jules Milette, raboteur, tous du Cap-de-la-Madeleine, pour les objets suivants:

Promouvoir le développement scientifique, artistique, social et sportif des membres de la corporation, sous le nom de "Plage Familiale du Comté de Champlain Inc."

Le montant auquel sont limités les biens immobiliers que la corporation peut posséder, est de \$20,000.

Le siège social de la corporation sera 282a, rue Notre-Dame, Cap-de-la-Madeleine, district judiciaire des Trois-Rivières.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11918-58)

**Plage Familiale du Comté
de Champlain Inc.**

Notice is hereby given that under Part III of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May 1958, to incorporate as a corporation without share capital: Lionel Boisclair, shipper, Philippe Genest, grocer, and Jules Milette, planer, all of Cap-de-la-Madeleine, for the following purposes:

To further the scientific, artistic, social and sporting development of the members of the corporation, under the name of "Plage Familiale du Comté de Champlain Inc."

The amount to which the value of the immoveable property which the corporation may hold is to be limited, is \$20,000.

The head office of the corporation will be at 282a Notre Dame Street, Cap-de-la-Madeleine, judicial district of Trois-Rivières.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11297-58)

P. Segal & Compagny

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Jacob Blanshay, Moses Zalman, fabricants, Bella Segal Zalman, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Moses Zalman et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, et Sarah Segal Blanshay, ménagère, épouse contractuellement séparée de biens dudit Jacob Blanshay, et dûment autorisée par ce dernier aux fins des présentes, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Confectionner et faire le commerce de vêtements et textiles, sous le nom de "P. Segal & Compagny", avec un capital total de \$50,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 300 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(A.G. 11297-58)

P. Segal & Compagny

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Jacob Blanshay, Moses Zalman, manufacturers, Bella Segal Zalman, housewife, wife contractually separate as property of the said Moses Zalman, and duly authorized by him for the purpose of these presents, and Sarah Segal Blanshay, housewife, wife contractually separate as to property of the said Jacob Blanshay, and duly authorized by him for the purpose of these presents, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and deal in clothing and textiles, under the name of "P. Segal & Company", with a total capital stock of \$50,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 300 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11579-58)

Raoul Grenier & Frères Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois mai 1958, constituant en corporation: Raoul Grenier, Donat Grenier, Paul-Émile Grenier et Hervé Grenier, tous épiciers-bouchers, de Thetford-Mines, pour les objets suivants:

Faire affaires comme épiciers-bouchers; sujet aux dispositions de la loi des liqueurs alcooliques, exercer le commerce de bière; exercer le commerce de produits, articles et marchandises faits, en tout ou en partie, de cuir, caoutchouc, métal, métalloïde, bois, papier, nylon, plastique, fourrure, textiles, verre ou tous sous-produits d'iceux, de merceries, minéraux, liqueurs douces, peintures, produits chimiques et de beauté, produits de la terre, de la mer et des forêts, sous le nom de "Raoul Grenier & Frères Ltée", avec un capital total de \$100,000, divisé en 600 actions ordinaires de \$100 chacune et en 400 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera 1095, rue Notre-Dame, sud, Thetford-Mines, district judiciaire de Mégantic.

Daté du bureau du Procureur général, le trois mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11579-58)

Raoul Grenier & Frères Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of May, 1958, incorporating: Raoul Grenier, Donat Grenier, Paul-Émile Grenier and Hervé Grenier, all grocers and butchers, of Thetford-Mines, for the following purposes:

To carry on business as grocers and butchers; subject to the provisions of the Alcoholic Liquor Act, deal in beer; carry on the business of products, articles and goods made up, wholly or partly, of leather, rubber, metal, metalloids, wood, paper, nylon, plastic, fur, textiles, glass or all by-products thereof, small wares, minerals, soft drinks, paintings, chemical and beauty products, products of the earth, sea and forests, under the name of "Raoul Grenier & Frères Ltée", with a total capital stock of \$100,000, divided into 600 common shares of \$100 each and 400 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at 1095 Notre-Dame Street, South, Thetford-Mines, judicial district of Megantic.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11952-58)

Rocket Amusement & Vending Co. Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Irwin Gliserman, Moe Ackman, avocats, et Doreen Weldon, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Fabriquer et en général faire le commerce de machines, machinerie, particulièrement machines de distribution automatique et accessoires, machines et appareils électriques et manuels; exer-

(A.G. 11952-58)

Rocket Amusement & Vending Co. Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Irwin Gliserman, Moe Ackman, advocates, and Doreen Weldon, secretary, spinster, all of Montreal, for the following purposes:

To manufacture and generally deal in machines, machinery, particularly vending machines and accessories, and electrical and manually operated machines and apparatus; to carry on

cer le commerce qui consiste à procurer de la distraction publique, sous le nom de "Rocket Amusement & Vending Co. Ltd.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 1,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 1,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11652-58)

Rosaire Labrecque & Fils Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Rosaire Labrecque, entrepreneur forestier, Wilfrid De Villers, comptable, tous deux de Dix (Station), et Jacques Charbonneau, comptable, de Val-d'Or, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du bois et des produits du bois, sous le nom de "Rosaire Labrecque & Fils Inc.", avec un capital total de \$200,000, divisé en 2,000 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Dix (Station), district judiciaire d'Abitibi.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11931-58)

Rôtisserie Chanteclere Bar-B-Q Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Jacques Laforte, restaurateur, Rollande Sénécal, ménagère, épouse séparée de biens dudit Jacques Laforte, tous deux de St-Vincent-de-Paul, et Jacqueline Laliberté, sténographe, fille majeure, de Montréal, pour les objets suivants:

Exercer les commerces d'hôteliers, restaurateurs, confiseurs et pourvoyeurs, sous le nom de "Rôtisserie Chanteclere Bar-B-Q Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 100 actions ordinaires d'une valeur nominale de \$100 chacune et en 300 actions privilégiées d'une valeur nominale de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Jacques-Cartier, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11973-58)

Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1958, constituant en corporation: John Ralph, de Montréal, Claude Wagner, Robert Stephen Cox O'Brien, tous trois de Montréal, George Wanklyn Hall, de Montréal Ouest, Jérôme Christopher Smyth et Howard Spear

the business of furnishing amusement to the public, under the name of "Rocket Amusement & Vending Co. Ltd.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 1,000 common shares of \$10 each and into 1,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11652-58)

Rosaire Labrecque & Fils Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Rosaire Labrecque, forestry contractor, Wilfrid de Villers, accountant, both of Dix (Station), and Jacques Charbonneau, accountant, of Val d'Or, for the following purposes:

To carry on an industry and business dealing in lumber and by-products of lumber, under the name of "Rosaire Labrecque & Fils Inc.", with a total capital stock of \$200,000, divided into 2,000 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Dix (Station) judicial district of Abitibi.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11931-58)

Rôtisserie Chanteclere Bar-B-Q Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Jacques Laforte, restaurant-keeper, Rollande Sénécal, housewife, wife separate as to property of the said Jacques Laforte, both of St-Vincent-de-Paul, and Jacqueline Laliberté, stenographer, spinster, of Montreal, for the following purposes:

To operate a business as hotel-keepers, restaurant-keepers, confectioners and caterers under the name of "Rôtisserie Chanteclere Bar-B-Q Inc.", with a capital stock of \$40,000, divided into 100 common shares of a nominal value of \$100 each and into 300 preferred shares of a nominal value of \$100 each.

The head office of the company will be at Jacques-Cartier, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11973-58)

Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1958, incorporating: John Ralph Hannan, Claude Wagner, Robert Stephen Cox O'Brien, all three of Montreal, George Wanklyn Hall, of Montreal West, Jerome Christopher Smyth and Howard Spear Simpson, of the town of Mount

Simpson, de Ville Mont-Royal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de marchands généraux, sous le nom de "Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.", avec un capital-actions divisé en 10,000 actions sans valeur nominale ou au pair et le montant du capital-actions avec lequel la compagnie commencera ses activités sera de \$50,000.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11887-58)

Snack-O-Matic Corp.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-huit mai 1958, constituant en corporation: Monroe Abbey, de Westmount, Max Slapack, de la ville Côte St-Luc, Gregory Charlap et Arthur Shulman, de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Exercer le commerce de restaurateurs, sous le nom de "Snack-O-Matic Corp.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions ordinaires de \$10 chacune et 360 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-huit mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11894-58)

Tabor Investment Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1958, constituant en corporation: John J. Wasserman, de Westmount, Harold S. Freeman, Irwing J. Halperin et Daniel Morris, tous trois de Montréal, tous avocats, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, de construction, d'amélioration, de portefeuille et de placements, sous le nom de "Tabor Investment Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 390 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11849-58)

Tassé Gardens Construction Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-trois mai 1958, constituant en corporation: Alfred N. Segall, John L. Liberman, et Daniel Lazare, tous avocats, de Montréal, pour les objets suivants:

Royal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as general merchants, under the name of "Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.", with a capital stock divided into 10,000 shares having no nominal or par value and the amount of capital stock with which the company will commence its operations will be \$50,000.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11887-58)

Snack-O-Matic Corp.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-eighth day of May, 1958, incorporating: Monroe Abbey, of Westmount, Max Slapack, of the town of Côte St. Luc, Gregory Charlap and Arthur Shulman, of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on business as restaurant keepers, under the name of "Snack-O-Matic Corp.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 common shares of \$10 each and into 360 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-eighth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11894-58)

Tabor Investment Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1958, incorporating: John J. Wasserman, of Westmount, Harold S. Freeman, Irwing J. Halperin and Daniel Morris, all three of Montreal, all advocates, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, construction, improvement, holding and investment company, under the name of "Tabor Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$1 each and into 390 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11849-58)

Tassé Gardens Construction Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Québec, bearing date the twenty-third day of May, 1958, incorporating: Alfred N. Segall, John L. Liberman and Daniel Lazare, all advocates, of Montreal, for the following purposes:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles et construction, sous le nom de "Tassé Gardens Construction Inc.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 20,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$1 chacune et 80,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$1 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à St-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-trois mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11225-58)

Thrift Development Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trois juin 1958, constituant en corporation: Yehuda Elberg, administrateur, Benita Smith, secrétaire, fille majeure, et Daniel Kingstone, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, amélioration et développement, sous le nom de "Thrift Development Inc.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 300 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 100 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trois juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11772-58)

Thrift Holdings Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du trente mai 1958, constituant en corporation: Bronia Wolofsky, ménagère, veuve, Benita Smith, secrétaire, fille majeure, et Daniel Kingstone, avocat, tous de Montréal, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie d'immeubles, amélioration, développement et placements, sous le nom de "Thrift Holdings Ltd.", avec un capital total de \$75,000, divisé en 700 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune et 50 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11882-58)

Tino Construction Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du deux juin 1958, constituant en corporation: Hyman Solomon, de Ville Mont-Royal, Perry Meyer, de Montréal, tous deux avocats, Louis

To carry on the business of a real estate and construction company, under the name of "Tassé Gardens Construction Inc.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 20,000 common shares of a par value of \$1 each and into 80,000 preferred shares of a par value of \$1 each.

The head office of the company will be at St. Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-third day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11225-58)

Thrift Development Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of June, 1958, incorporating: Yehuda Elberg, executive, Benita Smith, secretary, spinster, and Daniel Kingstone, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement and development company, under the name of "Thrift Development Inc.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 300 preferred shares of a par value of \$100 each and into 100 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this third day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11772-58)

Thrift Holdings Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the thirtieth day of May, 1958, incorporating: Bronia Wolofsky, housewife, widow, Benita Smith, secretary, spinster, and Daniel Kingstone, advocate, all of Montreal, for the following purposes:

To carry on the business of a real estate, improvement, development and investment company, under the name of "Thrift Holdings Ltd.", with a total capital stock of \$75,000, divided into 700 preferred shares of a par value of \$100 each and into 50 common shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11882-58)

Tino Construction Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the second day of June, 1958, incorporating: Hyman Solomon, of the Town of Mount Royal, Perry Meyer, of Montreal, both advocates, Louis Feigenbaum,

Feigenbaum, avocat et Morris Shuter, comptable, de St-Laurent, pour les objets suivants:

Exercer le commerce comme entrepreneurs généraux, sous le nom de "Tino Construction Ltd.", avec un capital total de \$100,000, divisé en 2,000 actions ordinaires de \$10 chacune et 8,000 actions privilégiées de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le deux juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

(P.G. 11984-58)

Trinity Ladder Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du quatre juin 1958, constituant en corporation: René-Jules Guyot, gérant, Jean Crevier, architecte, tous deux de Montréal, et Yvon St-Mars, artisan, de Verdun, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'articles en bois ou en métal; exercer le commerce d'immeubles, sous le nom de "Trinity Ladder Inc.", avec un capital total de \$20,000, divisé en 2,000 actions de \$10 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11644-58)

Universal Sound System Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Lucien Lachapelle, Bernard Taillefer, avocats, Paul Durocher, technicien en électronique, tous trois de Montréal, Jacques Guérin, avocat, de Vaudreuil, et Cécile Dubuc, secrétaire, célibataire majeure, de Beloeil, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'appareils de radio, de phonographes, de haut-parleurs, d'appareils à enregistrer le son et d'appareils d'intercommunication, sous le nom de "Universal Sound System Limited", avec un capital total de \$40,000, divisé en 400 actions de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11576-58)

Upton Investments Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du cinq juin 1958, constituant en corporation: Suzanne Dumont, secrétaire, célibataire, Marcel Lemonde, avocat, tous deux de St-Hyacinthe, et Louis Ladouceur, avocat, d'Upton, pour les objets suivants:

advocate, and Morris Shuter, accountant, of St. Laurent, for the following purposes:

To carry on business as general contractors, under the name of "Tino Construction Ltd.", with a total capital stock of \$100,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and into 8,000 preferred shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this second day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11984-58)

Trinity Ladder Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fourth day of June, 1958, incorporating: René-Jules Guyot, manager; Jean Crevier, architect, both of Montreal, and Yvon St-Mars, craftsman, of Verdun, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in articles made of wood or metal; deal in real estate, under the name of "Trinity Ladder Inc.", with a total capital stock of \$20,000, divided into 2,000 shares of \$10 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11644-58)

Universal Sound System Limited

Notice is hereby given that under Part I of the 'Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May 1958, incorporating: Lucien Lachapelle, Bernard Taillefer, advocates, Paul Durocher, technician in electronics, all of Montreal, Jacques Guérin, advocate, of Vaudreuil, and Cécile Dubuc, secretary, spinster of full age of majority, of Beloeil, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in radio sets, phonographs, loud speakers, sound recording and intercommunication apparatus, under the name of "Universal Sound System Limited", with a total capital stock of \$40,000, divided into 400 shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11576-58)

Upton Investments Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifth day of June 1958, incorporating: Suzanne Dumont, secretary, spinster, Marcel Lemonde, advocate, both of St. Hyacinthe, and Louis Ladouceur, advocate, of Upton, for the following purposes:

Exercer le commerce d'immeubles; faire affaires comme compagnie de placements et de portefeuille, sous le nom de "Upton Investments Corporation", avec un capital total de \$40,000, divisé en 2,000 actions communes de \$10 chacune et en 200 actions privilégiées de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11909-58)

Viau, Morisset Inc.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-neuf mai 1958, constituant en corporation: Lucille Bertrand, Isabelle Lemay, de Montréal, et Rose-Aimée Poudrette, de Boucherville, toutes trois sténographes, célibataires majeures, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'ameublement et de tissus, sous le nom de "Viau, Morisset Inc.", avec un capital divisé en 400 actions communes sans valeur au pair ou nominale et en 200 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune, et le montant avec lequel la compagnie commencera ses opérations est de \$4,000.

Le siège social de la compagnie sera à Saint-Laurent, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-neuf mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11821-58)

Waconichi Lumber Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-deux mai 1958, constituant en corporation: Alfred Drapeau, industriel, Roger Drapeau, mécanicien, Patrice Drapeau, classificateur lic., et Mme Cécile B. Drapeau, secrétaire, épouse séparée de biens dudit Alfred Drapeau, tous de Ste-Anne-de-la-Pocatière, pour les objets suivants:

Exercer l'industrie et le commerce du papier et des produits du papier; faire affaires comme marchands de bois, sous le nom de "Waconichi Lumber Company Ltd.", avec un capital total de \$40,000, divisé en 500 actions ordinaires de \$10 chacune, 1,000 actions privilégiées "A" de \$5 chacune et en 300 actions privilégiées "B" de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Sainte-Anne-de-la-Pocatière, district judiciaire de Kamouraska.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-deux mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(P.G. 11874-58)

Walmlane Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la

To deal in real estate; carry on the business of an investment and holding company, under the name of "Upton Investment Corporation", with a total capital stock of \$40,000, divided into 2,000 common shares of \$10 each and 200 preferred shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11909-58)

Viau, Morisset Inc.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-ninth day of May, 1958, incorporating: Lucille Bertrand, Isabelle Lemay, of Montreal, and Rose-Aimée Poudrette, of Boucherville, all three stenographers, spinsters and of full age of majority, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in furniture and fabrics, under the name of "Viau, Morisset Inc.", with a capital stock divided into 400 common shares without nominal or par value and 200 preferred shares of a par value of \$100 each, and the amount with which the company shall commence its operations is \$4,000.

The head office of the company will be at Saint-Laurent, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-ninth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11821-58)

Waconichi Lumber Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty-second day of May, 1958, incorporating: Alfred Drapeau, industrialist, Roger Drapeau, mechanic, Patrice Drapeau, lic. classifier, and Mrs. Cécile B. Drapeau, secretary, wife separate as to property of the said Alfred Drapeau, all of Ste. Anne-de-la-Pocatière, for the following purposes:

To carry on the business of and deal in paper and the products thereof; carry on business as lumber merchants, under the name of "Waconichi Lumber Company Ltd.", with a total capital stock of \$40,000, divided into 500 common shares of \$10 each, 1,000 preferred shares class "A" of \$5 each and 300 preferred class "B" shares of \$100 each.

The head office of the company will be at Sainte Anne-de-la-Pocatière, judicial district of Kamouraska.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-second day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(A.G. 11874-58)

Walmlane Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

province de Québec des lettres patentes, en date du vingt-sept mai 1958, constituant en corporation: Julius Rosenblum, avocat, Colombe Paré, sténographe, fille majeure, tous deux de Montréal et David Kranklin, étudiant, de Westmount, pour les objets suivants:

Transiger les affaires d'une compagnie de placements, sous le nom de "Walmlane Limited", avec un capital total de \$200,000, divisé en 1,000 actions ordinaires d'une valeur au pair de \$100 chacune et 1,000 actions privilégiées d'une valeur au pair de \$100 chacune.

Le siège social de la compagnie sera à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Daté du bureau du Procureur général, le vingt-sept mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132 P. FRENETTE.

Province of Quebec, bearing date the twenty-seventh day of May, 1958, incorporating: Julius Rosenblum, advocate, Colombe Paré, stenographer, spinster, both of Montreal, and David Franklin, student, of Westmount, for the following purposes:

To carry on the business of an investment company, under the name of "Walmlane Limited", with a total capital stock of \$200,000, divided into 1,000 common shares of a par value of \$100 each and into 1,000 preferred shares of a par value of \$100 each.

The head office of the company will be at Montreal, judicial district of Montreal.

Dated at the office of the Attorney General, this twenty-seventh day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132-o Acting Deputy Attorney General.

Lettres patentes supplémentaires

Supplementary Letters Patent

(P.G. 11617-58)

Crémèrie St-Jérôme Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix juin 1958, à la compagnie "Crémèrie St-Jérôme Ltée", augmentant son capital de \$75,000 à \$175,000, le capital-actions additionnel étant divisé en 500 actions ordinaires de \$100 chacune et en 500 actions privilégiées de \$100 chacune.

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11617-58)

Crémèrie St-Jérôme Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters-patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June tenth, 1958, to the company "Crémèrie St-Jérôme Ltée", increasing its capital stock from \$75,000 to \$175,000, the additional capital stock divided into 500 common shares of \$100 each and into 500 preferred shares of \$100 each.

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 12006-58)

Ferguson's Garden Center Limited

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq juin 1958, à la compagnie "Montreal Floral and Nurseries Limited — Fleuristes et Pépiniéristes Montréal Limitée", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 30 novembre 1945, changeant son nom en celui de "Ferguson's Garden Center Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 12006-58)

Ferguson's Garden Center Limited

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fifth day of June 1958, to the company "Montreal Floral and Nurseries Limited — Fleuristes et Pépiniéristes Montréal Limitée", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated November 30, 1945, changing its name to that of "Ferguson's Garden Center Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11928-58)

La Construction du Golfe Ltée

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du cinq juin 1958, à la compagnie "La Construction du Golfe Ltée", étendant ses pouvoirs.

Daté du bureau du Procureur général, le cinq juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11928-58)

La Construction du Golfe Ltée

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June fifth, 1958, to the company "La Construction du Golfe Ltée", extending its powers.

Dated at the office of the Attorney General, this fifth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11980-58)

**Les Agences Richelieu Assurances Limitée
Richelieu Assurance Agencies Limited**

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente et un mai 1958, à la compagnie "Richelieu Assurances Limitée", constituée en corporation, sous le nom originaire de "Valence et Roger Assurances Limitée", en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 28 septembre 1956, et par lettres patentes supplémentaires du 14 novembre 1957, changeant ledit nom originaire en celui ci-haut mentionné de "Richelieu Assurances Limitée", changeant de nouveau son nom en celui de "Les Agences Richelieu Assurances Limitée — Richelieu Assurance Agencies Limited".

Daté du bureau du Procureur général, le trente et un mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11980-58)

**Les Agences Richelieu Assurances Limitée
Richelieu Assurance Agencies Limited**

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirty-first day of May, 1958, to the company "Richelieu Assurances Limitée", constituted as a corporation, under the original name of "Valence et Roger Assurances Limitée", under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated September 28, 1956, and by supplementary letters patent dated November 14, 1957, changing the said original name into that mentioned hereinabove of "Richelieu Assurances Limitée", changing its name once again to that of "Les Agences Richelieu Assurances Limitée — Richelieu Assurance Agencies Limited".

Dated at the office of the Attorney General, this thirty-first day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11864-58)

Lifto Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du dix juin 1958, à la compagnie "Martin Casa Club Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 2 mai 1936, changeant son nom en celui de "Lifto Company Inc."

Daté du bureau du Procureur général, le dix juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11864-58)

Lifto Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated June tenth, 1958, to the company "Martin Casa Club Inc.", incorporated under the said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent of May 2, 1936, changing its name into that of "Lifto Company Inc."

Dated at the office of the Attorney General, this tenth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11986-58)

National Metal & Smelting Corporation

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du quatre juin 1958, à la compagnie "National Metal & Smelters Inc.", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 21 décembre 1956, changeant son nom en celui de "National Metal & Smelting Corporation".

Daté du bureau du Procureur général, le quatre juin 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

(A.G. 11986-58)

National Metal & Smelting Corporation

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the fourth day of June, 1958, to the company "National Metal & Smelters Inc.", constituted as a corporation under said Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated December 21, 1956, changing its name to that of "National Metal & Smelting Corporation".

Dated at the office of the Attorney General, this fourth day of June, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

(P.G. 11666-58)

Storey & Company Ltd.

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le Lieutenant-gouverneur de la province de Québec des lettres patentes supplémentaires, en date du trente mai 1958, à la compagnie "John Tweddle Limited", constituée en corporation en vertu de ladite première partie de la Loi des compagnies de Québec, par lettres patentes du 13 juin 1922, et par lettres patentes supplémentaires en date du 4 mai 1951,

(A.G. 11666-58)

Storey & Company Ltd.

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated the thirtieth day of May, 1958, to the company "John Tweddle Limited", constituted as a corporation under Part I of the Quebec Companies' Act, by letters patent dated June 13, 1922, and by supplementary letters patent dated May 4, 1951, changing its name to that of "Storey &

changeant son nom en celui de "Storey & Company Ltd."

Daté du bureau du Procureur général, le trente mai 1958.

L'Assistant-procureur général suppléant,
48132-o P. FRENETTE.

Dated at the office of the Attorney General, this thirtieth day of May, 1958.

P. FRENETTE,
48132 Acting Deputy Attorney General.

Arrêté en Conseil

Order in Council

ARRÊTÉ EN CONSEIL
CHAMBRE DU CONSEIL EXÉCUTIF

ORDER IN COUNCIL
EXECUTIVE COUNCIL CHAMBER

Numéro 715

Number 715

Québec, le 2 juillet 1958.

Quebec, July 2, 1958.

Présent: Le Lieutenant-Gouverneur en Conseil.

Present: The Lieutenant-Governor in Council.

CONCERNANT certains actes administratifs du département des Affaires municipales.

RESPECTING certain administrative agreements of the Department of Municipal Affairs.

IL EST ORDONNÉ, sur la proposition de l'honorable ministre des Affaires municipales, ce qui suit:

IT IS ORDAINED, upon the recommendation of the Honourable the Minister of Municipal Affairs, as follows:

Preuve photographique de certains documents

Photographic Proof of Certain Documents

16° Conformément et sous l'autorité de l'article 6 du Statut 5-6 Elizabeth II, chapitre 67, la Loi concernant la preuve photographique de certains documents est déclarée applicable à la ville d'Anjou, à la suite d'une demande contenue à la résolution adoptée par le conseil de ladite ville le 2 juin 1958;

16. In conformity and under the authority of section 6 of Statute 5-6 Elizabeth II, chapter 67, the Act respecting photographic proof of certain documents is declared applicable to the town of Anjou, following a request contained in the resolution adopted by the Council of the said city on June 2, 1958.

(Signé): C. LARICHELIERE,

(Signed): C. LARICHELIERE,

48150-o Greffier suppléant du Conseil Exécutif.

48150 Acting Clerk of the Executive Council.

Avis divers

Miscellaneous Notices

VAL ROYAL BAPTIST CHURCH

VAL ROYAL BAPTIST CHURCH

"Avis est, par les présentes, donné que "Val Royal Baptist Church", une congrégation baptiste ayant son lieu de culte à 11905 rue Grenet, cité de Montréal, s'adressera au Lieutenant-gouverneur en conseil pour lui demander sa constitution en corporation sous le nom de "Val Royal Baptist Church" conformément aux dispositions du chapitre 311 S.R.Q. 1941."

"Notice is hereby given that "Val Royal Baptist Church", a Baptist Congregation having its place of worship at 11905 Grenet Street, city of Montreal, shall apply to the Lieutenant-Governor in Council for Incorporation under the name of "Val Royal Baptist Church" in conformity with the provisions of Chapter 311 R. S. Q. 1941."

Westmount, Qué. 23 juin 1958.

Westmount, Que., June 23rd, 1958.

Les Requérents,
HUTCHESON, JOHNSTON,
LAFERTÉ & TODD.

HUTCHESON, JOHNSTON,
LAFERTÉ & TODD,
Petitioners.

48084-26-5

48084-26-5-o

Avis est par les présentes donné que "Léonidas Dion & Fils Ltée — Léonidas Dion & Sons Ltd.", une compagnie incorporée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son bureau-chef à Thetford-Mines, a, le douzième jour de juin 1958, adopté un règlement pourvoyant à la distribution de son actif proportionnellement entre ses actionnaires;

Notice is hereby given that "Léonidas Dion & Fils Ltée — Léonidas Dion & Sons Ltd.", a company incorporated under the Quebec Companies' Act and having its head office at Thetford-Mines has, on the twelfth day of June, 1958, adopted a by-law providing for pro rata distribution of its assets among its shareholders.

Avis est également donné que cette compagnie s'adressera subséquemment au Procureur-Général de la province de Québec aux fins d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Notice is also given that said company shall subsequently apply to the Attorney-General of the Province of Quebec in order to obtain leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Donné à Thetford-Mines, ce vingt-septième jour de juin 1958.

Given at Thetford-Mines, this twenty-seventh day of June, 1958.

Le Secrétaire,

GEORGES GUY POIRIER,

48134-o

GEORGES GUY POIRIER.

48134

Secretary.

'Avis est par les présentes donné que l'honorable Secrétaire de la province a dûment reçu le troisième original de la déclaration de fondation du syndicat coopératif "Syndicat Coopératif Agricole de Petit Saguenay", en date du 16 juin 1958, dont le siège social est situé à Petit-Saguenay, comté de Chicoutimi, et que ce document a été déposé dans les archives du Secrétariat de la province.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le vingt-cinq juin 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
48144-o JEAN BRUCHÉSI.

(P.G. 3611-42)

LANROL MOTORS LIMITED

Règlement Spécial "B"

augmentant le nombre des directeurs de trois à quatre

"Les affaires de la compagnie seront administrées par un bureau de direction de quatre (4) membres.

Je certifie, par les présentes, que le précédent règlement spécial "B" remplaçant le règlement spécial "A", de plus amendement le paragraphe 3 du règlement N° 1 des règlements généraux de la compagnie, a été décrété par les directeurs à une assemblée régulière tenue le 15 février 1958 à 10.00 hrs a.m. et confirmé et sanctionné par tous les actionnaires à une assemblée générale spéciale tenue à 11.00 a.m. le même jour.

De plus, je certifie qu'à l'assemblée des directeurs, tous les directeurs étaient présents, et qu'à l'assemblée générale spéciale tous les actionnaires étaient présents.

Montréal, Québec, 9 juin 1958.

(Seau) Le Secrétaire,
48151 H. W. CAPES.

Notice is hereby given that the Honourable the Provincial Secretary has duly received the third copy of the original of the declaration of foundation of the cooperative syndicate "Syndicat Coopératif Agricole de Petit Saguenay", under date June 16, 1958, whereof the head office is at Petit-Saguenay, county of Chicoutimi, and that the said document has been filed in the archives of the Department of the Provincial Secretary.

Given at the office of the Provincial Secretary, this twenty-fifth day of June, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
48144 Under Secretary of the Province.

(A.G. 3611-42)

LANROL MOTORS LIMITED

Special By-Law "B"

increasing the number of Directors from three to four

"The affairs of the Company shall be managed by a Board of four (4) directors."

I hereby certify that the above Special By-law "B" replacing Special By-law "A" and further amending paragraph 3 of By-law No. 1 of the general by-laws of the company was enacted by the directors at a regular meeting held on February 15th 1958 at 10.00 a.m. and was confirmed and sanctioned by all the shareholders at a special general meeting held at 11.00 a.m. the same day.

I further certify that at the meeting of directors, all the directors were present, and at the special general meeting all the shareholders were present.

Montréal, Québec, June 9, 1958.

(Seal) H. W. CAPES,
48151-o Secretary.

Avis est donné au public, conformément à l'article 38, section 6, de la Loi du régime des eaux courantes, que "Donohue Brothers Limited", de Québec, comté de Québec, se propose d'exécuter le travail suivant:

La construction d'un barrage permanent aux eaux mortes des Érables, sur la concession forestière de la Rivière Malbaie n° 2-A, à environ vingt-cinq milles en amont de l'embouchure de la rivière Malbaie.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature des travaux et le terrain qui sera affecté par ces travaux, a été transmise au ministre des Ressources Hydrauliques, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la première division d'enregistrement de Charlevoix, à La Malbaie.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le Lieutenant-Gouverneur en Conseil le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

DONOHUE BROTHERS LIMITED,
Par le Vice-président et Secrétaire,
48163-28-4-o A. E. BEAUVAIS, C.A.

Public notice is hereby given, in accordance with article 38, section 6, of the Water Course Act, that "Donohue Brothers Limited", of the city of Québec, in the county of Québec, intends to execute the following work:

The construction of a driving dam at the dead water of Les Érables, in timber limit Malbaie River No. 2-A, at about twenty-five miles above the mouth of La Malbaie River.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the first Registration Division of Charlevoix at La Malbaie, Que.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor on or after the day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

DONOHUE BROTHERS LIMITED,
Per A. E. BEAUVAIS, C.A.,
48163-28-4-o Vice-President and Secretary.

Avis est donné au public, conformément à l'article 38, section 6, de la Loi du régime des eaux courantes, que "Donohue Brothers Limited", de Québec, comté de Québec, se propose de demander:

Public notice is hereby given, in accordance with article 38, section 6, of the Water Course Act, that "Donohue Brothers Limited", of the city of Québec, in the county of Québec, intends to ask:

L'approbation d'un barrage construit au mois d'août 1957 au lac du Coq sur la rivière Barley, tributaire de la rivière Malbaie, sur la tenure libre de Barley, comté de Charlevoix.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant l'emplacement choisi pour la construction de ces ouvrages et le terrain affecté, a été transmise au ministre des Ressources Hydrauliques et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau de la deuxième division d'enregistrement de Charlevoix, à la Baie St-Paul.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération le ou après le jour suivant la date de la dernière publication du présent avis dans la *Gazette officielle de Québec*.

DONOHUE BROTHERS LIMITED,
Par le Vice-président et Secrétaire,
48164-28-4-o A. E. BEAUVAIS, C.A.

The approval of a dam built in the month of August, 1957 at Lake du Coq on the Barley River, tributary of the Malbaie River, on Barley freehold, in the county of Charlevoix.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work has been forwarded to the Minister of Hydraulic Resources, and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the second Registration Division of Charlevoix at Baie St. Paul, Que.

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

DONOHUE BROTHERS LIMITED,
Per A. E. BEAUVAIS, C.A.,
48164-28-4-o Vice-President and Secretary.

AVIS

(Loi des syndicats professionnels)

La formation d'une société, sous le nom de "Bristol Aero Engines Staff Association", pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de ses membres, a été autorisée par le Secrétaire de la province, le sept juillet 1958.

Le siège social du syndicat professionnel précité est situé à Montréal, district judiciaire de Montréal.

Le Sous-secrétaire de la province,
48170-o JEAN BRUCHÉSI.

NOTICE

(Professional Syndicates' Act)

The formation of an association under the name of "Bristol Aero Engines Staff Association", for the study, defence and promotion of the economic, social and moral interests of its members, has been authorized by the Provincial Secretary, on July seventh, 1958.

The principal place of business of the said professional syndicate is at Montreal, judicial district of Montreal.

48170 JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Chartes — Abandon de

EASTMAIN MINING & EXPLORATION
COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

Avi est par les présentes donné que "Eastmain Mining & Exploration Company Limited" (No Personal Liability), une corporation constituée en vertu de la loi des Compagnies Minières de Québec et ayant son siège social dans la cité de Québec, s'adressera au Procureur Général de la Province de Québec pour obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des Compagnies de Québec.

Daté à Québec, ce 30ème jour de juin 1958.
Par Le Secrétaire,
48136 GILLES DE BILLY.

Prenez avis que "La Compagnie Paber Limitée" corporation constituée en vertu de la Loi des compagnies de Québec et ayant son siège social à Montréal, district de Montréal, s'adressera au Procureur Général de la province de Québec afin d'obtenir la permission d'abandonner sa charte en vertu des dispositions de la loi des compagnies de Québec.

Daté à Montréal, ce 18 avril 1958.
LA COMPAGNIE PABER LIMITÉE
Par le Secrétaire,
48137-o PAUL NOISEUX.

Charters — Surrender of

EASTMAIN MINING & EXPLORATION
COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that "Eastmain Mining & Exploration Company Limited" (No Personal Liability), a corporation organized under the Quebec Mining Companies' Act and having its head office at the city of Quebec, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec for leave to surrender its charter under the provisions of Quebec Companies' Act.

Dated at Quebec, this 30th day of June, 1958.
GILLES DE BILLY,
48136-o Secretary.

Take notice that "La Compagnie Paber Limitée" incorporated under the Quebec Companies' Act, having its head office in Montreal, district of Montreal, will apply to the Attorney General of the Province of Quebec in order to obtain leave to surrender its charter pursuant to the provisions of the Quebec Companies' Act.

Dated at Montreal, this April 18, 1958.
LA COMPAGNIE PABER LIMITÉE
Per PAUL NOISEUX,
48137 Secretary.

PROVINCIAL INVESTMENT & LAND
COMPANY, LIMITED

Prenez avis que "Provincial Investment & Land Company, Limited" demandera au Procureur Général de la Province la permission d'abandonner sa Charte.

Québec, ce 10ème jour de juillet, 1958.
(Sceau) Le Secrétaire,
48152-o RENAULT ST-LAURENT.

Avis est par les présentes donné que la Compagnie "Philippe Toilet Service Inc." incorporée en date du 10 octobre, 1953, s'adressera au lieutenant-gouverneur en conseil, de la Province de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, en vertu de la section 26 de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, ce 8 juillet, 1958.
Le Procureur,
48165-o JOSEPH HELAL, C.R.

CANADIAN WELBIT Co.

Avis de requête pour abandon de sa charte

Avis est, par les présentes, donné que "Canadian Welbit Co.", ayant son siège social en la cité de Montréal, demandera la permission d'abandonner sa charte conformément à la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 18 juin 1958.
CANADIAN WELBIT Co.,
Par: Le Secrétaire,
(S) F. EPSTEIN.

Orenstein & Ruby
637 ouest, rue Craig,
Montréal.
48166-o Procureur de la demanderesse.

KENT AVENUE INVESTMENT CORP.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Kent Avenue Investment Corp.", constituée en corporation par lettres patentes de la province de Québec en date du 16 mai 1955, demandera la permission d'abandonner sa charte, en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec.

Montréal, 8 juillet 1958.
Le Secrétaire,
48167 MYER MALCOFF.

PROVINCIAL INVESTMENT & LAND
COMPANY, LIMITED

Take notice that the "Provincial Investment & Land Company, Limited" will apply to the Attorney General of the Province for leave to surrender its Charter.

Quebec, this 10th, day of July 1958.
(Seal) RENAULT ST-LAURENT,
48152 Secretary.

Notice is hereby given that the company "Philippe Toilet Service Inc." incorporated October 10th, 1953, will apply to the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, for leave to surrender its charter, in virtue of section 26 of the Quebec Companies' Act.

Montreal, July 8th, 1958.
JOSEPH HELAL, Q.C.,
48165-o Attorney.

CANADIAN WELBIT Co.

Notice of petition for leave to surrender its charter

Notice is hereby given that "Canadian Welbit Co.", having its head office in the city of Montreal, will apply for leave to surrender its charter in accordance with the Quebec Companies' Act.

Montreal, June 18th, 1958.
CANADIAN WELBIT Co.,
Per: (S) F. EPSTEIN,
Secretary.

Orenstein & Ruby
637 Craig St., West,
Montréal.
48166 Attorneys for petitioner.

KENT AVENUE INVESTMENT CORP.

Notice is hereby given that "Kent Avenue Investment Corp.", incorporated by letters patent of the Province of Quebec dated May 16th, 1955, will make application for leave to surrender its charter under the provisions of the Quebec Companies' Act.

Montreal, 8th July, 1958.
MYER MALCOFF,
48167-o Secretary.

Département des Affaires Municipales

Le soussigné donne avis que, tel que demandé par une résolution adoptée le 2 juin 1958 par le conseil municipal de la paroisse de Sainte-Geneviève de Berthier, comté de Berthier, et conformément aux dispositions de l'article 130 du Code municipal, il a décrété, en date du 2 juillet 1958 que les publications de tous les avis publics, règlements, résolutions ou ordres de la corporation de la paroisse de Sainte-Geneviève de Berthier, sauf celles requises dans la *Gazette officielle de Québec*, se feront, à l'avenir, dans la langue française seulement.

Le présent avis est publié en vertu de l'article 131 du Code municipal (10 George VI, chapitre 55, section 2).

Québec, le 2 juillet 1958.
Le Ministre des Affaires municipales,
48135-o PAUL DOZOIS.

Department of Municipal Affairs

The undersigned gives notice that, as requested by a resolution adopted June 2, 1958, by the Municipal Council of the parish of Sainte-Geneviève de Berthier, county of Berthier, and pursuant to the provisions of article 130 of the Municipal Code, he has enacted under date of July 2, 1958, that publication of all public notices, regulations, resolution or orders of the corporation of the parish of Sainte-Geneviève de Berthier, save those required for the *Quebec Official Gazette*, shall be made hereafter in the French language only.

This notice is published in accordance with article 131 of the Municipal Code (10 George VI, chapter 55, section 2).

Quebec, July 2, 1958.
PAUL DOZOIS,
48135 Minister of Municipal Affairs.

Avis est par les présentes donné que, par l'arrêté en conseil N° 715 du 2 juillet 1958 et conformément aux dispositions de l'article 43 de la Loi des cités et villes (S.R.Q., 1941, chapitre 233), il a plu au Lieutenant-gouverneur en conseil d'approuver le règlement N° 393 du conseil de la cité de Sillery et de décréter que, à compter de la date de la publication du présent avis, le territoire mentionné audit règlement et décrit ci-dessous est détaché de la cité de Sainte-Foy et annexé à la cité de Sillery.

Ce territoire est le suivant:

Un territoire faisant actuellement partie de la cité de Ste-Foy, comprenant en référence au cadastre officiel de la paroisse de Ste-Foye, les lots de subdivision de 320-A-2 à 320-A-20 inclusivement ainsi qu'une partie du lot 379 (emprise du chemin de fer Canadien National) et dont les limites se décrivent comme suit, à savoir: partant du sommet de l'angle Nord du lot de subdivision 320-A-19; de là, successivement, la ligne Nord-Est des lots de subdivision 320-A-19 et 320-A-20; une ligne traversant le lot 379 (emprise du chemin de fer Canadien National) jusqu'au coin Nord du lot de subdivision 320-A-2; le côté Sud d'un chemin limitant vers le Nord le lot de subdivision 320-A-2 jusqu'à la cime du cap; la cime du cap en allant vers le Sud-Ouest et limitant vers le Sud-Est les lots de subdivision 320-A-2, 320-A-3, 320-A-4, 320-A-5, 320-A-6, 320-A-7 et 320-A-8; la ligne Sud-Ouest du lot de subdivision 320-A-8 et son prolongement à travers le lot 379 (emprise du chemin de fer Canadien National); la ligne Sud-Ouest du lot de subdivision 320-A-9; la ligne Sud-Est et la ligne Nord-Est du lot de subdivision 320-A-1 le séparant des lots de subdivision 320-A-9, 320-A-10 et 320-A-11; et enfin une ligne brisée séparant les lots de subdivision 320-A-11, 320-A-12, 320-A-13, 320-A-14, 320-A-15, 320-A-16, 320-A-17, 320-A-18 et 320-A-19 d'un côté des lots de subdivision 320-51, 320-28, 320-6 de l'autre côté, jusqu'au point de départ.

Le Ministre des Affaires municipales,
48147-o PAUL DOZOIS.

Notice is hereby given that by Order in Council No. 715 of July 2, 1958 and pursuant to the provisions of section 43, of the Cities and Towns Act (R.S.Q., 1941, chapter 233), the Lieutenant-Governor in Council has been pleased to approve by-law No. 393 of the Council of the city of Sillery and to enact that, from and after the date of the publication of the present notice, the territory mentioned in the said by-law and described herebelow is detached from the city of Sainte-Foy and annexed to the city of Sillery.

This territory is the following:

A territory presently forming part of the city of Ste-Foy, comprising with reference to the official cadaster of the parish of Ste-Foye, subdivision lots of 320-A-2 to 320-A-20 inclusively as well as a part of lot 379 (Railway right of way of the Canadian National) the limits of which are described as follows, to wit: starting from the summit of the North angle of subdivision lot 320-A-19; thence, successively, the Northeast line of the subdivision lots 320-A-19 and 320-A-20; a line crossing lot 379 (Railway right of way of the Canadian National) as far as the North corner of subdivision lot 320-A-2; the South side of one road limiting on the North subdivision lot 320-A-2 as far as the summit of the cape; the summit of the cape going towards the Southwest and limiting on the Southeast subdivision lots of 320-A-2, 320-A-3, 320-A-4, 320-A-5, 320-A-6, 320-A-7 and 320-A-8; the Southwest line of the subdivision lot 320-A-8 and its prolongation across lot 379 (Railway right of way of the Canadian National); the Southwest line of subdivision lot 320-A-9; the Southeast line and the Northeast line of subdivision lot 320-A-1 separating it from subdivision lots 320-A-9, 320-A-10 and 320-A-11; and finally a broken line separating subdivision lots 320-A-11, 320-A-12, 320-A-13, 320-A-14, 320-A-15, 320-A-16, 320-A-17, 320-A-18 and 320-A-19 on one side of subdivision lots 320-51, 320-28, 320-6 from the other side of the starting point.

PAUL DOZOIS,
48147 Minister of Municipal Affairs.

Département des Terres et Forêts

Department of Lands and Forests

AVIS

Cadastre officiel du canton de Clyde, division d'enregistrement de Labelle.

Avis est par la présente donné que les lots 27-A et 27-B du Rang V sont corrigés et les lots 95 à 212 du Rang F sont ajoutés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 2 juillet 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48133-o AVILA BÉDARD.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Jérôme de Matane (municipalité de ville de Matane), division d'enregistrement de Matane.

Avis est par la présente donné que le lot 71-3-17 est annulé en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Québec, le 21 juin 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
48133-o AVILA BÉDARD.

NOTICE

Official cadastre of the township of Clyde, registration division of Labelle.

Notice is hereby given that lots 27-A and 27-B, Range V are corrected and lots 95 to 212, Range F are added in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, July 2, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
48133-o Deputy Minister.

Official cadastre of the parish of St. Jérôme de Matane (municipality of town of Matane), registration division of Matane.

Notice is hereby given that lot 71-3-17 has been cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Quebec, June 21, 1958.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
48133-o Deputy Minister.

Cadastre officiel de la paroisse de St-Félix du Cap-Rouge, division d'enregistrement de Québec.

Official cadastre of the parish of St-Félix du Cap-Rouge, registration division of Quebec.

Avis est par la présente donné que les lots 47-1-166, 47-1-169 et 47-1-170 sont annulés en vertu de l'article 2174A du Code civil.

Notice is hereby given that lots 47-1-166, 47-1-169 and 47-1-170 are cancelled in virtue of article 2174A of the Civil Code.

Québec, le 27 juin 1958.

Quebec, June 27, 1958.

Le Département des Terres et Forêts,
Service du Cadastre,
Le Sous-ministre,
AVILA BÉDARD.

Department of Lands and Forests,
Cadastral Branch,
AVILA BÉDARD,
Deputy Minister.

48133-o

48133-o

Département du Travail

Department of Labour

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, Ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention collective (S.R.Q. 1941, chapitre 163 et amendements), que des parties contractantes à la convention collective de travail relative aux barbiers, coiffeurs pour hommes et coiffeuses pour dames dans les villes de Rouyn et Noranda et le canton de Rouyn, rendue obligatoire par le décret numéro 1009 du 26 septembre 1956, lui ont présenté une requête à l'effet de soumettre à l'appréciation et à la décision du Lieutenant-Gouverneur en Conseil les modifications suivantes audit décret:

The Honourable Antonio Barrette, the Minister of Labour, hereby gives notice pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act (R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that contracting parties to the collective labour agreement relating to the barbering and hairdressing trades in the towns of Rouyn and Noranda and the township of Rouyn, rendered obligatory by the decree number 1009 of September 26, 1956, have petitioned him to submit to the consideration and decision of the Lieutenant-Governor in Council the following amendments to the said decree:

1° L'alinéa suivant sera ajouté à l'article 10:

1. The following sub-paragraph will be added to article 10:

"Avant la fin de sa période d'apprentissage, l'apprenti doit également suivre un cours d'hygiène enseigné par un médecin ou pris par correspondance, selon le Manuel édité par l'Office des cours par correspondance pour les Écoles de l'Enseignement spécialisé du Ministère du Bien-Être social et de la Jeunesse, subir avec succès l'examen requis et obtenir le certificat approprié."

"Before completing his apprenticeship period, apprentices shall also follow an hygiene course taught by a doctor or through correspondance, based on the text-book published by the Correspondance Courses Office for Specialized Training Schools of the Youth and Welfare Department, sit for and pass the required examination and be certificated."

2° L'article 118 sera remplacé par le suivant:

2. Article 118 will be replaced by the following:

"118. *Durée régulière*: La semaine régulière de travail du coiffeur pour dames est de quarante-quatre heures et demie (44½) réparties comme suit:

"118. *Regular duration of work*: The standard work week of ladies' hairdressers shall be forty-four hours and one half (44½), distributed as follows:

Le lundi, fermé toute la journée;
Les mardi, mercredi, vendredi et samedi: de 8.30 a.m. à 6.00 p.m.;

Monday: closed all the day;
Thursday, Wednesday, Friday and Saturday: 8.30 a.m. to 6.00 p.m.;

Le jeudi, la veille des fêtes chômées ainsi que les trois jours ouvrables avant Noël: de 8.30 a.m. à 9.00 p.m."

Thursday, holiday eves and the three working days before Christmas: 8.30 a.m. to 9.00 p.m."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoire ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec*.

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette*.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la *Gazette officielle de Québec*, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.

Ministère du Travail,
Québec, le 12 juillet 1958. 48148-o

Department of Labour,
Quebec, July 12, 1958. 48148-o

AVIS DE MODIFICATION

NOTICE OF AMENDMENT

L'honorable Antonio Barrette, ministre du Travail, donne avis par les présentes, conformément aux dispositions de la Loi de la convention

The Honourable Antonio Barrette, minister of Labour, hereby gives notice, pursuant to the provisions of the Collective Agreement Act

collective (S.R.Q., 1941, chapitre 163 et amendements), que les parties contractantes à la convention collective de travail relative aux métiers de plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigérateur et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante dans la région des Trois-Rivières, rendue obligatoire par le décret numéro 338 du 11 mars 1948 et amendements, lui ont présenté une requête à l'effet de modifier ledit décret de la façon suivante:

1° L'article III sera remplacé par le suivant:
"III. *Taux de salaires minima*: a) Les taux de salaires minima suivants doivent être payés pour chacun des métiers ci-après:

Plombier, poseur d'appareils de chauffage et accessoires, d'appareils de réfrigération et gicleurs, soudeur à l'oxygène et à l'électricité, ferblantier-couvreur, mécanicien en isolement d'amiante, couvreur de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

	Salaires horaires
Entrepreneur (services personnels).....	\$3.00
Compagnon senior.....	1.75
Compagnon junior.....	1.50

Un employeur ne peut rémunérer au taux prévu pour un compagnon junior plus d'un (1) salarié par cinq (5) salariés rémunérés au taux de compagnon senior ou par fraction de ce nombre.

Apprentis:

Première année.....	\$0.70
Deuxième année.....	0.85
Troisième année.....	0.95
Quatrième année.....	1.05
Journalier.....	1.10

Aucun employeur ne peut employer plus d'un apprenti pour chaque compagnon à son emploi. Couverture de gravier, de papier avec goudron et couverture d'asphalte:

Compagnon possédant un certificat de compétence.....	\$1.75
Journalier travaillant pour les couvreurs en gravier, en papier avec goudron ou en asphalte.....	1.45

Aucun employeur ne peut employer plus de cinq (5) journaliers ou fraction de cinq (5) par homme qualifié.

b) D'accord avec l'article 13 de la Loi, rien n'empêche un ou plusieurs employeurs ou une association d'employeurs d'établir ou de maintenir, par accords individuels ou collectifs, des conditions de salaires comportant des compensations ou avantages plus étendus que ceux fixés par le présent décret, tels accords gardent leur plein effet nonobstant les dispositions du présent article.

c) Les salariés doivent être payés chaque semaine."

2° L'article XI sera remplacé par le suivant:
"XI. *Durée du décret*: Le présent décret est valable à compter du jour de sa publication dans la *Gazette officielle de Québec* et demeure en vigueur jusqu'au 31 décembre 1959. Il se renouvelle automatiquement d'année en année, par la suite, à moins que l'une des parties contractantes ne donne à l'autre partie un avis écrit à ce contraire, dans un délai qui ne doit pas être de plus de soixante (60) ni de moins de trente (30) jours avant le premier janvier de chaque année.

Un tel avis doit également être adressé au ministre du Travail."

(R.S.Q. 1941, chapter 163 and amendments), that the contracting parties to the collective labour agreement relating to the plumbing, steamfitting, refrigeration, sprinkler fitting, welding, tinsmithing-roofing and asbestos insulation trades in the district of Three Rivers have submitted to him a petition to amend the decree number 338 of March 11th, 1948. It is requested:

1. Article III will be replaced by the following:

"III. *Minimum rates of wages*: a) The following minimum rates of wages shall be paid for each of the trades mentioned hereinafter:

Plumbers, steamfitters and accessories, refrigeration mechanics, sprinklers fitters, oxygen and electricity welders, tinsmith-roofers, asbestos insulation mechanics and gravel, tarred paper and asphalt roofers:

	Hourly rates
Contractor (personal services).....	\$3.00
Senior-journeyman.....	1.75
Junior-journeyman.....	1.50

An employer shall not pay at the rate fixed for a junior journeyman more than one (1) employee to each five (5) others paid the rate of senior journeyman or fraction thereof.

Apprentices:

First year.....	\$0.70
Second year.....	0.85
Third year.....	0.95
Fourth year.....	1.05
Common workers.....	1.10

No employer may employ more than one (1) apprentice to each journeyman is his employment. Gravel, tarred paper and asphalt roofing:

Certificated journeyman.....	\$1.75
Labourer working for gravel, tarred paper and asphalt roofers.....	1.45

No employer may hire more than five (5) labourers or fraction thereof to each qualified employee.

b) Pursuant to section 13 of the Act, any employer or association of employers may establish or maintain, through private or collective agreements, working conditions with more extended compensations or benefits than those provided for in the present decree, such agreements remaining in full effect notwithstanding the provisions of the present section.

c) The employees shall be paid every week."

2. Article XI will be replaced by the following:

"XI. *Duration of the decree*: The present decree comes into force on the date of its publication in the *Quebec Official Gazette* and remains in effect until December 31, 1959. It then renews itself automatically from year to year unless one of the contracting parties notifies the other party, in writing, to the contrary within a period of not more than sixty (60) days, nor less than thirty (30) days, before the 1st of January of each year.

Such a notice must also be filed with the Minister of Labour."

La publication du présent avis ne rend pas obligatoire les dispositions qui y sont contenues. Seul un arrêté ministériel peut rendre obligatoires ces dispositions, avec ou sans amendement. L'arrêté ministériel entre en vigueur à la date de sa publication dans la Gazette officielle de Québec.

Durant les trente jours à compter de la date de publication de cet avis dans la Gazette officielle de Québec, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés pourront désirer formuler.

Le Sous-ministre du Travail,
GÉRARD TREMBLAY.
Ministère du Travail,
Québec, le 12 juillet 1958. 48148-o

The publication of the present notice does not render obligatory the provisions contained therein. Such provisions, with or without amendments, can only be rendered obligatory by an Order-in-Council which comes into force on the date of its publication in the Quebec Official Gazette.

During the thirty days following the date of publication of this notice in the Quebec Official Gazette, the Honourable Minister of Labour will consider the objections which the interested parties may wish to set forth.

GÉRARD TREMBLAY,
Deputy-Minister of Labour.
Department of Labour,
Quebec, July 12, 1958. 48148-o

Député élu

Member Elected

BUREAU DU PRÉSIDENT GÉNÉRAL
DES ÉLECTIONS

OFFICE OF THE CHIEF RETURNING-
OFFICER

Je donne avis par les présentes que monsieur Joseph-Rosaire-Benoît Gaboury, commerçant, Mont-Joli, a été élu député du collège électoral de Matane, à l'Assemblée législative de Québec, en remplacement de l'honorable monsieur Onésime Gagnon, démissionnaire.

Québec, le 10 juillet 1958.
Le Président général des élections,
FRANÇOIS DROUIN, C.R. 48132-o

Notice is hereby given that Mr. Joseph-Rosaire-Benoît Gaboury, trader, Mont-Joli, has been returned to represent the electoral division of Matane, in the Legislative Assembly of Quebec, in the place of the Honourable Mr. Onésime Gagnon, resigner.

Québec, July 10th, 1958.
FRANÇOIS DROUIN, Q.C.,
Chief Returning-Officer. 48132-o

Examen du Barreau — Bar Examination

BARREAU DU SAGUENAY — BAR OF SAGUENAY

CANDIDAT POUR L'ADMISSION À L'ÉTUDE DU DROIT
CANDIDATE FOR THE ADMISSION TO THE STUDY OF LAW

Nom Name	Prénom Surname	Age	Résidence Residence
Racine.....	Grégoire.....	36	Sanatorium de Roberval.

Chicoutimi, 7 juillet 1958 — Chicoutimi, July 7, 1958.

48149-o

Le Secrétaire du Barreau du Saguenay,
CLAUDE RUELLAND,
Secretary of Saguenay Bar.

Liquidation avis de:

Winding up Notices:

(P.G. 1423-45)

Avis est donné que, lors d'une assemblée générale spéciale des actionnaires de la compagnie "Lamont Alloy Foundry Limited", tenue le 7 janvier 1958, il a été résolu que les affaires de ladite compagnie soient liquidées volontairement, et que celle-ci soit dissoute, conformément aux dispositions de la Loi de la liquidation volontaire des compagnies à fonds social, et que MM. Jean-Paul Denis et Jean-Paul Rouleau, comptables agréés, ont été nommés liquidateurs.

Donné au bureau du Secrétaire de la province, le sept juillet 1958.

Le Sous-secrétaire de la province,
JEAN BRUCHÉSI. 48153-o

(A.G. 1423-45)

Notice is given that, at a special general meeting of shareholders of the company "Lamont Alloy Foundry Limited", held January 7, 1958, it has been resolved that the affairs of the said company shall be voluntarily wound-up, and that the latter be dissolved pursuant to the provisions of the Winding-up Act, and that Messrs Jean-Paul Denis and Jean-Paul Rouleau, chartered accountants, have been appointed liquidators.

Given at the office of the Provincial Secretary, the seventh day of July, 1958.

JEAN BRUCHÉSI,
Under Secretary of the Province.

Office des Marchés Agricoles
du Québec

Quebec Agricultural Marketing
Board

AVIS

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des Marchés Agricoles du Québec (4-5 Elizabeth II, chapitre 37, telle qu'amendée par 6-7 Elizabeth II, chapitre 26), l'Office des Marchés Agricoles du Québec a sanctionné et déclaré en vigueur le plan conjoint suivant, dûment approuvé par au moins 75% en nombre et valeur des producteurs intéressés.

Le plan conjoint sera désigné comme: "Le Plan Conjoint des Producteurs de Bois de Pulpe de Rimouski-Matapédia".

L'office des producteurs établi à la suite de la sanction du plan sera désigné comme: "L'Office des Producteurs de Bois de Pulpe de Rimouski-Matapédia" et aura sa principale place d'affaires à 119, rue St-Jean-Baptiste, Rimouski, comté de Rimouski.

Cet office de producteurs sera formé de sept membres, tous producteurs de bois de pulpe aux compagnies forestières ou autres acheteurs faisant affaires dans la région de Rimouski-Matapédia, dont un président, un vice-président et un trésorier.

Les membres provisoires de l'office chargé d'appliquer le plan seront MM.

NOTICE

Notice is hereby given that in conformity with the Quebec Agricultural Marketing Act (4-5 Elizabeth II, chapter 37, as amended by 6-7 Elizabeth II, chapter 26), the Quebec Agricultural Marketing Board sanctions and declares in force, the following marketing plan duly approved by at least 75% in number and value of all the producers concerned.

The plan is designated as: "The Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Plan".

The producers' board established following the approval of the plan is designated as the: "Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Board", and its head office shall be located at 119 St. Jean Baptiste Street, Rimouski, Rimouski county.

The producers' board shall consist of seven members, all *bona fide* producers-suppliers of pulpwood to forestry companies or other buyers of the Province of Quebec, doing business in the Rimouski-Matapédia Region, one of whom shall be President, one Vice-President, another Treasurer.

The provisional members of the board entrusted with the application of the plan shall be:

Nom Name	Occupation Function	Adresse Address
Louis Viel.....	Producteur de bois de pulpe — Pulpwood Producer.	Causapsal, Co. Matapédia.
Léonard Otis.....	Producteur de bois de pulpe — Pulpwood Producer.	St-Damase, Co. Matapédia.
André-Albert Caron.....	Producteur de bois de pulpe — Pulpwood Producer.	St-Gabriel, Co. Rimouski.
Arthur Dubé.....	Producteur de bois de pulpe — Pulpwood Producer.	St-Octave de Métis, Co. Matane.
Adélar Lapointe.....	Producteur de bois de pulpe — Pulpwood Producer.	St-Léon-le-Grand, Co. Matapédia
Roland Belzile.....	Producteur de bois de pulpe — Pulpwood Producer.	L'Ascension, Co. Bonaventure.
Dominique Caron.....	Producteur de bois de pulpe — Pulpwood Producer.	Val Brillant, Co. Matapédia.

Les membres provisoires resteront en fonction jusqu'à la prochaine assemblée annuelle des producteurs régis par le plan, à la date qui sera fixée par l'office des producteurs.

Les membres subséquents de l'office des producteurs seront élus à l'assemblée générale annuelle de tous les producteurs régis par le plan conjoint, à raison de quatre pour le comté de Matapédia, un pour la partie du comté de Matane, un pour la partie du comté de Bonaventure et un dernier pour la partie de Rimouski.

Tout membre de l'office des producteurs qui cesse d'être un producteur régi par le plan, devra être remplacé par les autres membres de l'office des producteurs.

Les agents de négociation et de vente seront: "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois de Rimouski" ou ses délégués.

Le plan conjoint dont l'application, l'administration et la conduite sont confiées à l'office des

The provisional members shall remain in office till the next annual meeting of the producers bound by the plan, the date of which shall be fixed by the producers' board.

The subsequent members of the producers' board shall be elected at the annual meeting of all the producers bound by the plan, at the rate of four for Matapédia County, one for the parishes included in Matane county, one for those included in Bonaventure county and one for those included in Rimouski county.

Any member of the producers' board who ceases to be a producer bound by the plan shall be replaced by a *bona fide* producer chosen by the other members of the board.

The negotiating and selling agents of the producers' board shall be: "Le Syndicat Spécialisé des Producteurs de Bois de Rimouski" ou ses délégués.

The administration and direction of the plan which is entrusted to the Rimouski-Matapédia

producteurs de bois de pulpe de Rimouski-Matapédia régira tous les cultivateurs et les propriétaires de lots à bois, producteurs de cinq cordes ou plus de bois de pulpe de la région Rimouski-Matapédia, fournisseurs aux compagnies forestières de la province de Québec et tous autres acheteurs faisant affaires dans ladite région.

Aux fins des présentes, la Région de Rimouski-Matapédia comprend les paroisses de:

Albertville,
St-Alexandre des Lacs,
Amqui,
CausapscaI,
St-Cléophas,
St-Damase,
Ste-Florence,
Ste-Irène,
Ste-Jeanne d'Arc
Lac au Saumon,
La Rédemption,
St-Léon le Grand,
St-Moïse,
St-Marguerite Marie,
St-Noël,
Padoue,
Val Brillant,
Ste-Paula,
Sayabec,
St-Tharcisius,
St-Vianney,
Routhierville,
St-Alexis de Matapédia,
St-André de Restigouche,
St-François d'Assise,
L'Ascension,
Matapédia,
Ste-Angèle,
Ste-Flavie,
St-Joseph de Lepage,
Mont-Joli,
St-Octave de Métis,
Price,
St-Charles Garnier,
St-Donat,
St-Gabriel,
Les Hauteurs,
St-Luce, Luceville,

Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Matapédia
Cté Bonaventure
Cté Bonaventure
Cté Bonaventure
Cté Bonaventure
Cté Bonaventure
Cté Bonaventure
Cté Bonaventure
Cté Matane
Cté Matane
Cté Matane
Cté Matane
Cté Matane
Cté Matane
Cté Rimouski
Cté Rimouski
Cté Rimouski
Cté Rimouski
Cté Rimouski

Pulpwood Producers' Board shall bind all farmers and owners of woodlots, producers of five cords or more of pulpwood in the Rimouski-Matapédia region, and suppliers to forestry companies or other buyers of the Province of Québec doing business in the said region.

For the purpose and extent of the present plan, the Rimouski-Matapédia region shall include the following parishes:

Albertville,
St. Alexandre des Lacs,
Amqui,
CausapscaI,
St. Cléophas,
St. Damase,
St. Florence,
St. Irène,
St. Jeanne d'Arc,
Lac au Saumon,
La Rédemption,
St. Léon le Grand
St. Moïse,
St. Marguerite Marie,
St. Noël,
Padoue,
Val Brillant,
St. Paula,
Sayabec,
St. Tharcisius,
St. Vianney,
Routhierville,
St. Alexis de Matapédia,
St. André de Restigouche,
St. François d'Assise,
L'Ascension,
Matapédia,
St. Angèle,
St. Flavie,
St. Joseph de Lepage,
Mont-Joli,
St. Octave de Métis,
Price,
St. Charles Garnier,
St. Donat,
St. Gabriel,
Les Hauteurs,
St. Luce, Luceville,

Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Matapédia
Co. Bonaventure
Co. Bonaventure
Co. Bonaventure
Co. Bonaventure
Co. Bonaventure
Co. Bonaventure
Co. Bonaventure
Co. Matane
Co. Matane
Co. Matane
Co. Matane
Co. Matane
Co. Matane
Co. Matane
Co. Rimouski
Co. Rimouski
Co. Rimouski
Co. Rimouski
Co. Rimouski

Les obligations, pouvoirs et attributions de l'Office des producteurs de bois de pulpe de Rimouski-Matapédia sont ceux que la Loi des Marchés Agricoles du Québec détermine et, plus spécifiquement mais non restrictivement les suivants:

Obligations:

a) Rendre compte annuellement aux producteurs régis par le plan, de la gestion et de l'administration de l'Office, y compris la présentation d'un état financier détaillé;

b) Fournir à l'Office des Marchés Agricoles du Québec, tels renseignements et pièces que celui-ci peut exiger;

c) Appliquer, administrer, conduire et surveiller avec efficacité et prévoyance le plan conjoint sanctionné par les présentes;

d) Surveiller, coordonner et améliorer la mise en marché du bois de pulpe en tenant compte des intérêts légitimes de tous ceux qui y sont engagés: producteurs, commerçants, manufacturiers et consommateurs;

e) Orienter la production en accord avec l'accroissement annuel des boisés de ferme et les besoins du marché, profiter des débouchés existants et assurer la mise en marché des produits de qualité.

The obligations, powers and attributions of the Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Board shall be those determined by the Quebec Agricultural Marketing Act, and more specifically, but not restrictively, as follows:

Obligations:

a) Render an annual account to the producers bound by the plan of the administration and management of the producers' board, together with a detailed financial statement;

b) Furnish to the Quebec Agricultural Marketing Board such information and documents which it may request;

c) Apply, administer, manage, supervise efficiently and providently the herein sanctioned plan;

d) Supervise, co-ordinate, and improve the marketing of pulpwood with due regard to the legitimate interests of producers, processors, traders and consumers;

e) Orient production in accordance with the annual growth-increase of farm woodlots and the needs of the market, make profitable use of existing marketing outlets and insure the marketing of quality products.

Pouvoirs et attributions:

Négocier avec les compagnies forestières ou autres acheteurs de bois de pulpe et toutes autres parties accréditées par l'Office des Marchés Agricoles du Québec, en vertu de l'article 25 de la Loi des Marchés Agricoles du Québec.

Powers and attributions:

Negotiate with forestry companies and other buyers of pulpwood, as well as with other parties duly accredited by the Quebec Agricultural Marketing Board under article 25 of the Quebec Agricultural Marketing Act.

Généralement:

La mise en marché et la vente du bois de pulpe aux compagnies forestières ou autres acheteurs de la province de Québec faisant affaires dans la région de Rimouski-Matapédia et provenant des boisés de ferme ou lots à bois des producteurs soumis au plan conjoint.

Generally:

The marketing and sale of pulpwood from woodlots of the producers bound by the plan to forestry companies and other buyers in the Province of Quebec doing business in the Rimouski-Matapedia region.

Et particulièrement:

a) Les conditions d'admission et de renvoi des producteurs-fournisseurs de bois de pulpe aux compagnies forestières ou autres acheteurs;

b) Les conditions, modalités et prix du transport du bois de pulpe aux manufactures de pâte à papier ou aux postes de réception de ces derniers ou d'autres acheteurs;

c) L'appréciation de la qualité et de la quantité des produits du bois de pulpe mis au marché selon le plan conjoint par les représentants attirés et compétents de l'Office des Producteurs de Bois de Pulpe de Rimouski-Matapédia;

d) Les normes de qualité d'inspection et de mesurage du bois de pulpe;

e) Le prix de vente et les conditions de paiement;

f) Les modes de retenue par l'acheteur, des prélèvements nécessaires pour financer le plan et leur remise à l'office des producteurs;

g) La durée des contrats et du plan conjoint et les conditions de renouvellement ainsi que celles permettant la réouverture des négociations;

h) Négocier les sources d'approvisionnement en bois de pulpe desdites compagnies ou autres acheteurs;

i) La protection aux producteurs, leurs officiers ou représentants contre les représailles qui pourraient être exercées à leur endroit pour toutes activités ayant trait à la présentation, l'adoption, l'application du plan conjoint;

j) Former un comité de coopération pour tenter de régler les différends qui pourront survenir entre les parties dans le cours de l'exécution des conventions souscrites selon le plan conjoint sanctionné par les présentes;

k) Former, faute d'accord entre les parties, tant à l'occasion de la signature d'une convention que de son exécution, un tribunal d'arbitrage pour entendre les parties et adjuger finalement et obligatoirement sur les différends qui lui seront soumis. Ce tribunal pourra être l'Office des Marchés Agricoles du Québec;

l) Autoriser et recevoir, à même les montants payables à chaque producteur de bois de pulpe régi par le plan, un prélevé de trente-cinq sous (\$0.35) par corde de bois de pulpe mesurant 4 x 8 x 4 vendue aux acheteurs. Les prélèvements ainsi remis à l'office des producteurs de bois de Rimouski-Matapédia devront servir à défrayer les dépenses d'une administration efficace et prévoyante du plan conjoint dans lesquelles seront comprises les dépenses nécessaires ou utiles d'organisation, de publicité, de publication, de présentation, d'approbation du plan, de sa mise en œuvre, des mesurages et vérifications qu'elle pourra amener;

m) Les surplus accumulés au cours d'une année des prélèvements faits aux producteurs de bois de pulpe seront distribués à la fin de l'année à ces mêmes producteurs selon le nombre de cordes de bois de pulpe qu'ils auront vendues par l'entremise du plan conjoint;

And particularly:

a) The conditions of acceptance and dismissal of producers or suppliers of pulpwood to the forestry companies and other buyers;

b) The conditions, modalities and prices of transportation of pulpwood to the pulp and paper mills and their receiving stations or those of other buyers;

c) The appreciation of the quality and quantity of the pulpwood marketed through the plan by the duly accredited and competent representatives of the "Rimouski-Matapedia Pulpwood Producers' Board";

d) The norms of quality inspection and measurement of the pulpwood;

e) The price of sale and conditions of payment;

f) The modes of deduction by the buyers of the levies necessary for the financing of the plan and their remittance to the producers' board;

g) The duration of the agreements and of the plan, as well as their conditions of renewal and reopening of negotiations;

h) Negotiate the sources of supply of pulpwood with the companies and other buyers;

i) The protection for producers, their officers or representatives against reprisals which may be exercised against them for their activities in presentation, adoption, or application of the joint plan;

j) The formation of a co-operation committee to strive to settle the grievances which might arise between the parties in the course of the execution of contracts signed by them in accordance with the herein sanctioned plan;

k) Failing agreement with the buyers either in the negotiation or execution of a convention, appoint a board of arbitration to hear the parties and render a binding decision on any or all conflicts submitted to it. This board may be the Quebec Agricultural Marketing Board;

l) Authorize and receive, from the sums payable to each pulpwood producer bound by the plan, a levy of thirty-five cents (\$0.35) per cord of pulpwood measuring 4 x 8 x 4 sold to the buyers. The levies thus remitted to the "Rimouski-Matapedia Pulpwood Producers' Board" shall serve to defray the normal expenditures of an efficient and provident administration of the plan, including the necessary or useful expenditures incurred for the purposes of organization, publicity, publication, presentation, approval of the plan, its application and measurements or verifications it may require;

m) The surplus of pulpwood producers' levies received in the course of a year shall be distributed at the end of each year to these producers, in accordance with the number of cords of pulpwood which were sold by them through the plan;

n) Exiger des acheteurs de bois qu'une garantie de responsabilité ou une preuve de solvabilité financière soit fournie;

o) Tels autres pouvoirs que l'Office des Marchés Agricoles du Québec pourra, sur demande, juger utiles ou opportuns d'accorder à l'office des producteurs.

L'organisme de surveillance et de contrôle pour l'exécution du plan conjoint défini dans le présent avis, est: "L'Office des Producteurs de Bois de Pulpe de Rimouski-Matapédia" qui est investi de la personnalité civile et corporative, avec tous les pouvoirs et attributions qui s'y rattachent.

Le présent plan conjoint entre en vigueur dès la présente publication et il devient dès lors exécutoire et lie tous les producteurs et tous les acheteurs des produits agricoles visés par le plan et provenant du territoire auquel il s'applique.

Les acheteurs ou leurs représentants ou agents attitrés sont tenus de négocier avec l'office des producteurs ou avec son ou ses agents de négociation, pour la fixation d'un prix minimum de vente des produits agricoles auxquels le plan s'applique et pour l'exécution de toute autre condition ou disposition de ce plan.

Montréal, 8 juillet 1958.

Le Président,
(Juge) GEORGES-H. HÉON.
Le Secrétaire,
LÉONARD ROY.

48168-o

n) Request from the commercial buyers of pulpwood a guarantee of their financial responsibility;

o) Such other powers as the Quebec Agricultural Marketing Board may, on demand, deem useful or opportune to grant to the producers' board.

The body constituted to supervise and control the carrying out of the plan defined in the present notice is the "Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Board" which is vested with civil and corporate authority and all the powers and prerogatives relating thereto.

The present plan comes into force as from the present notice, and is thereupon executory and binding upon all the producers and buyers of the farm products enumerated in the plan and within the territory to which it applies.

The purchasers or their accredited representatives or agents shall be bound to negotiate with the producers' board or its negotiating agents, for the fixing of a minimum selling price for the farm products to which the plan is applicable and for the carrying out of any other condition or provision of such plan.

Montreal, July 8th., 1958.

(Judge) GEORGES-H. HÉON,
Chairman.
LÉONARD ROY,
Secretary.

48168-o

Ministère des Finances
Assurances

Department of Finance
Insurance

AVIS D'ANNULATION D'ENREGISTREMENT

NOTICE OF CANCELLATION OF REGISTRATION

Attendu que "St. Paul Mercury Insurance Company", dont le siège social est situé à St. Paul, Minnesota, États-Unis d'Amérique, a réassuré toutes ses affaires dans la province de Québec auprès de "St. Paul Fire and Marine Insurance Company", dont le siège social est situé à St. Paul, Minnesota, États-Unis d'Amérique, en vertu d'un contrat de réassurance intervenu entre ces deux compagnies le 12 juin 1958, et qui prendra effet le 1er juillet 1958;

Attendu que "St. Paul Mercury Insurance Company" s'est conformée aux autres dispositions de l'article 103 de la Loi des assurances;

En conséquence, avis est par les présentes donné que l'enregistrement de "St. Paul Mercury Insurance Company" sera annulé à compter du 1er juillet 1958.

Donné au bureau du Service des assurances, Ministère des finances, le 30 juin 1958.

Pour le Ministre des finances
de la province,
GEORGES LAFRANCE,
Surintendant des assurances.

48120-27-2-o

Whereas "St. Paul Mercury Insurance Company", whose head office is situate in St. Paul, Minnesota, United States of America, has reinsured all its business in the Province of Quebec with "St. Paul Fire and Marine Insurance Company", whose head office is situate in St. Paul, Minnesota, United States of America, according to a reinsurance agreement entered into by these two companies on the 12th of June 1958, and which will take effect on the 1st of July 1958;

Whereas "St. Paul Mercury Insurance Company" has otherwise complied with the provisions of section 103 of the Quebec Insurance Act;

Consequently, notice is hereby given that the registration of "St. Paul Mercury Insurance Company" will be cancelled as from the 1st of July 1958.

Given at the office of the Insurance Branch, Department of Finance, the 30th of June 1958.

For the Minister of Finance
of the Province,
GEORGES LAFRANCE,
Superintendent of Insurance.

48120-27-2-o

Sièges sociaux

Head Offices

Canada — Province de Québec

Canada — Province of Quebec

District de Montréal

District of Montreal

DE LUXE ELECTRIC & OIL BURNER CO. LTD

DE LUXE ELECTRIC & OIL BURNER CO. LTD

Avis est donné que la compagnie "De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 31

Notice is hereby given that the company "De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd" incorporated by letters patent dated May 31, 1958,

mai 1958, ayant son bureau principal dans la cité de Longueuil a établi son bureau au numéro 269 de la rue St-Jean.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Longueuil ce 10ième jour de juin 1958.

Le Président,
48138-o ROGER PERRAULT.

Avis est donné que la compagnie "Parkway Paving Ltd", constituée en corporation par l'émission de lettres patentes, sous l'empire de la première partie de la Loi des Compagnies de Québec, en date du 29 mai 1958, a établi son bureau principal dans la cité de Montréal, au numéro 5855 de la rue Hutchison et qu'à compter d'aujourd'hui, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 19ième jour de juin 1958.

Le Procureur,
48139-o CLAUDE R. VALLERAND.

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Viau, Morisset Inc.", constituée en corporation par lettres patentes le 29 mai 1958, a établi son bureau et siège social à 760 Boulevard Décarie, cité de St-Laurent, district de Montréal, province de Québec.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à St-Laurent, ce 2 juin 1958.

VIAU, MOROSSET INC.,
Par le Président,
48140-o BERNARD MORISSET.

Canada — Province de Québec
District de Montréal

Dans l'affaire de: "Quebec Industrial Leaseholds Limited".

Avis de situation du siège social

Avis est, par les présentes, donné que la compagnie "Quebec Industrial Leaseholds Limited", constituée en corporation en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, le 5e jour de mars 1958, et ayant son siège social en la cité de Montréal, en ladite province, a établi son bureau à 1010 ouest, rue Ste-Catherine, en ladite cité.

A compter de la date de cet avis, ledit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté en la cité de Montréal, ce 14e jour de mars 1958.

Le Secrétaire,
48145 MELVIN ROTHMAN.

Province de Québec — District de Montréal

Avis est donné que l'association "L'Accord" constituée en corporation par lettres patentes en date du 26e jour de novembre 1957 a établi son bureau au numéro 7 ouest, Prince Arthur à Montréal.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce 21 juin 1958.

(Seau)
48146-o La Présidente,
JOCELYNE GUILBAULT.

having its head office at in the city of Longueuil, number 269 St-John Street.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Longueuil this 10th day of June, 1958.
ROGER PERRAULT,
48138 President.

Notice is hereby given that the company "Parkway Paving Ltd" incorporated by the issuance of letters patent under Part I of the Quebec Companies' Act, dated May 29, 1958, has established its head office in the city of Montreal, at number 5855 Hutchison Street, and that as from this date, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this 19th day of June, 1958.
CLAUDE R. VALLERAND,
48139 Attorney.

Notice is hereby given that "Viau, Morisset Inc.", company incorporated by letters patent bearing the date of May the 29th, 1958, has established its office at 760 Decarie Blvd, city of St. Laurent, district of Montreal, Province of Quebec.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at St. Laurent, this 2nd day of June, 1958.

VIAU, MORISSET INC.,
per BERNARD MORISSET,
48140-o President.

Canada — Province of Quebec
District of Montreal

In the Matter of: "Quebec Industrial Leaseholds Limited"

Notice of location of head office

Notice is hereby given that "Quebec Industrial Leaseholds Limited", incorporated under the provisions of Part I of the Quebec Companies' Act on the 5th day of March, 1958, and having its head office in the city of Montreal, in the said Province, has established its office at 1010 St. Catherine Street West, in the said city.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at the city of Montreal, this 14th day of March, 1958.

MELVIN ROTHMAN,
48145-o Secretary.

Province of Quebec — District of Montreal

Notice is hereby given that the association "L'Accord" incorporated by letters patent dated the 26th day of November, 1957, has established its office at number 7 West, Prince Arthur at Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, June 21, 1958.

(Seal)
48146 JOCELYNE GUILBAULT,
President.

(P.G. 11262-58)

IMMEUBLES GIGUÈRE REALTIES INC.

Règlement N° 29

Le bureau principal de la compagnie "Immeubles Giguère Realities Inc." est transporté de 5151 est, rue Bélanger à Montréal, où il était auparavant à 274, rue des Écores, à Pont Viau, district de Montréal.

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Immeubles Giguère Realities Inc." certifie par les présentes que l'extrait de minutes qui précède est un extrait fidèle et véridique de la minute d'assemblée des directeurs tenue le 31 mars 1958 et ratifié par tous les actionnaires présents à une assemblée tenue le même jour.

Et j'ai signé à Montréal, ce 25 avril 1958.

La Secrétaire,

JEANNE D'ARC CÔTÉ GIGUÈRE.

48154-o

(A.G. 11262-58)

IMMEUBLES GIGUÈRE REALTIES INC.

By-law No. 29

The head office of the company "Immeubles Giguère Realities Inc." has been moved to 5151 Bélanger Street, East, at Montreal, where it was previously located at 274 des Écores Street, at Pont Viau, district of Montreal.

I, the undersigned, Secretary of the company "Immeubles Giguère Realities Inc.", hereby certify that the aforesaid excerpt is an accurate and true excerpt from the minutes of the meeting of directors held March 31, 1958 and confirmed by all the shareholders present at a meeting held the same day.

And I have signed at Montreal, this April 25th., 1958.

JEANNE D'ARC CÔTÉ GIGUÈRE,

Secretary.

48154

Avis est donné que "Adolphe Lemay Inc." constituée en corporation par lettres patentes émises en vertu de la Loi des compagnies de Québec, en date du 9 avril 1958, et ayant son principal siège social à Montréal, province de Québec, a établi son bureau à 17 est rue Laurier, Montréal, Qué.

A compter de la date du présent avis, ledit bureau est considéré par la compagnie comme étant son siège social.

Daté à Montréal, ce vingt-deuxième jour d'avril, mil neuf cent cinquante-huit (1958).

Le Président,

AIMÉRIO LEMAY.

48155-o

Notice is hereby given that "Adolphe Lemay Inc." incorporated by letters patent under the Quebec Companies' Act, on the 9th day of April, 1958, and having its head office in the Province of Quebec, at Montreal, has established its office at 17 Laurier Street East, Montreal, Que.

From and after the date of this notice, the said office shall be considered by the company as being the head office of the company.

Dated at Montreal, this twenty-second day of April, 1958.

AIMÉRIO LEMAY,

President.

48155-o

Soumission

Province de Québec

CITÉ DE RIVIÈRE-DU-LOUP
(Comté de Rivière-du-Loup)

Avis public est par les présentes donné que des soumissions cachetées et endossées "Soumissions pour obligations" seront reçues par le soussigné, L.-P. Bernier, greffier, Hôtel de Ville, 181 rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, jusqu'à 8.00 heures du soir, jeudi, le 31 juillet 1958, pour l'achat de \$335,000.00 d'obligations de la cité de Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup, datées du 1er juillet 1958 et remboursables par séries du 1er juillet 1959 au 1er juillet 1978 inclusivement, avec intérêt à un taux non inférieur à 4% pour les échéances de 1959 à 1968 inclusivement, non inférieur à 4½% pour les échéances de 1969 à 1978 inclusivement, et non supérieur à 5% pour les échéances de 1959 à 1978, inclusivement, payable semi-annuellement les 1er janvier et 1er juillet de chaque année. Le taux d'intérêt peut être le même pour toute l'émission ou il pourra varier suivant les échéances.

Règlement d'emprunt N° 400 — divers travaux d'aqueduc, d'égouts, de pavages, de voirie, etc., et consolidation de dette.

Pour fins d'adjudication seulement, le calcul d'intérêt sera fait à compter du 1er août 1958.

Le tableau d'amortissement est le suivant:

Tableau d'amortissement — \$335,000.00 — 20 ans

Année	Capital
1er juillet 1959.....	\$10,000.00
1er juillet 1960.....	10,500.00

Tender

Province of Quebec

CITY OF RIVIÈRE-DU-LOUP
(County of Rivière-du-Loup)

Public notice is hereby given that sealed tenders, endorsed "Tenders for bonds" will be received by the undersigned L.-P. Bernier, clerk, City Hall, 181 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, until 8.00 o'clock p.m., Thursday, July 31, 1958, for the purchase of an issue of \$335,000.00 of bonds of the city of Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup, dated July 1st, 1958 and redeemable serially from July 1st, 1959 to July 1st, 1978 inclusively, with interest at a rate of not less than 4% for maturities from 1959 to 1968 inclusive, not less than 4½% for maturities from 1969 to 1978 inclusive, and not over 5% for maturities from 1959 to 1978 inclusive, payable semi-annually on January 1st and July 1st of each year. The rate of interest may be the same for the whole or it may vary according to maturities.

Loan by-law N° 400 — various waterworks, sewage, paving and road operations, etc., and refunding of debt.

For adjudication purposes only; interest shall be calculated as from August 1st, 1958.

The table of redemption is as follows:

Table of redemption — \$335,000.00 — 20 years

Year	Capital
July 1st, 1959.....	\$10,000.00
July 1st, 1960.....	10,500.00

1er juillet 1961.....	11,000.00	July 1st, 1961.....	11,000.00
1er juillet 1962.....	12,000.00	July 1st, 1962.....	12,000.00
1er juillet 1963.....	12,500.00	July 1st, 1963.....	12,500.00
1er juillet 1964.....	13,000.00	July 1st, 1964.....	13,000.00
1er juillet 1965.....	13,500.00	July 1st, 1965.....	13,500.00
1er juillet 1966.....	14,500.00	July 1st, 1966.....	14,500.00
1er juillet 1967.....	15,000.00	July 1st, 1967.....	15,000.00
1er juillet 1968.....	15,500.00	July 1st, 1968.....	15,500.00
1er juillet 1969.....	16,500.00	July 1st, 1969.....	16,500.00
1er juillet 1970.....	17,500.00	July 1st, 1970.....	17,500.00
1er juillet 1971.....	18,000.00	July 1st, 1971.....	18,000.00
1er juillet 1972.....	19,000.00	July 1st, 1972.....	19,000.00
1er juillet 1973.....	20,000.00	July 1st, 1973.....	20,000.00
1er juillet 1974.....	21,000.00	July 1st, 1974.....	21,000.00
1er juillet 1975.....	22,000.00	July 1st, 1975.....	22,000.00
1er juillet 1976.....	23,000.00	July 1st, 1976.....	23,000.00
1er juillet 1977.....	24,500.00	July 1st, 1977.....	24,500.00
1er juillet 1978.....	26,000.00	July 1st, 1978.....	26,000.00

L'adjudicataire s'engage à payer les obligations, capital et intérêts courus, s'il y a lieu, par chèque visé, payable au pair à Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Le capital et les intérêts sont payables à toutes les succursales dans la province de Québec de la banque dont le nom est mentionné dans la procédure d'emprunt, ainsi qu'au bureau principal de ladite banque à Toronto.

Lesdites obligations ne seront pas rachetables par anticipation avant le 1er juillet 1968 inclusivement; après cette date, lesdites obligations pourront, sous l'autorité du chapitre 212 des Statuts refondus de Québec, 1941, être rachetées par anticipation, en tout ou en partie, au pair, à toute échéance d'intérêt; cependant, si tel rachat est partiel, il affectera les échéances les plus éloignées et les numéros les plus élevés.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté égal à 1% du montant de l'emprunt et devra spécifier si le prix offert comprend ou ne comprend pas les intérêts courus sur les obligations au moment de leur livraison.

Les soumissions seront ouvertes et considérées à une séance du conseil qui sera tenue jeudi, le 31 juillet 1958, à 8.00 heures du soir, en l'Hôtel de Ville, 181 rue Lafontaine, Rivière-du-Loup, comté de Rivière-du-Loup.

Le conseil se réserve le droit de n'accepter ni la plus haute ni aucune des soumissions.

Rivière-du-Loup, (comté de Rivière-du-Loup), ce 9 juillet 1958.

Le Greffier,
L.-P. BERNIER.

Hôtel de Ville, 181 rue Lafontaine,
Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup),
Téléphone: UNion 2-3481 48189-0

The successful tenderer agrees to pay for the bonds, principal and accrued interest if any, by certified cheque payable at par at Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

Capital and interest are payable at all branches in the Province of Quebec of the bank mentioned in the loan procedure, as well as at the head office of said bank in Toronto.

The said bonds shall not be redeemable by anticipation prior to July 1st, 1968 inclusive, after which date, the said bonds may, under the authority of chapter 212, Revised Statutes of Quebec, 1941, be redeemed by anticipation, in whole or in part, at par, at any interest maturity date, however, in case of partial redemption, the bonds to be redeemed will be called for payment in reverse order of maturity and serial number.

Each tender must be accompanied by a certified cheque equal to 1% of the amount of the present issue and must specify whether interest accrued on the bonds to the date of their delivery is included or not in the price of the tender.

The tenders will be opened and considered at a meeting of the Council to be held on Thursday, July 31, 1958, at 8.00 o'clock P.M., at the City Hall, 181 Lafontaine Street, Rivière-du-Loup, county of Rivière-du-Loup.

The Council is not bound to accept the highest or any of the tenders.

Rivière-du-Loup, (County of Rivière-du-Loup), this July 9, 1958.

L.-P. BERNIER,
City Clerk.

City Hall, 181 Lafontaine Street,
Rivière-du-Loup, (Rivière-du-Loup),
Telephone: UNion 2-3481. 48169

Vente — Loi de faillite

Province de Québec, division N° 4, St-François-Bedford, Cour Supérieure (En faillite), N° 2140-1957. Dans l'affaire de la faillite de: Robert Bélanger (Red Clovers Cabins), St-Armand Ouest (Phillipsburgh), comté de Missisquoi, P. Q., failli, et Rémi Lévesques, syndic.

AVIS DE VENTE

Avis public est par les présentes donné que l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain ou emplacement sis et situé dans la paroisse de St-Armand Ouest, connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre

Sale — Bankruptcy Act

Province of Quebec, division No. 4, St. Francis-Bedford, Superior Court (Sitting in Bankruptcy), No. 2140-1957. In the matter of the bankruptcy of: Robert Bélanger (Red Clovers Cabins), St. Armand West (Phillipsburgh), Missisquoi county, P. Q., Bankrupt, and Rémi Lévesque, trustee.

NOTICE OF SALE

Public notice is hereby given that the following immovable, to wit:

A piece of land or emplacement lying and situated in the parish of St. Armand West, known and designated on the official plan and

pour ladite paroisse de St-Armand Ouest, comme étant partie du lot numéro trente-quatre (P. 34), mesurant six cent vingt-et-un pieds (621') dans la ligne ouest longeant la nouvelle route N° 7 conduisant de Montréal à St-Alban, deux cent trente pieds (230') dans la ligne nord, environ sept cent quatre-vingt pieds (780') dans la ligne est longeant le vieux tracé de la route 7, le tout mesure anglaise, et borné ledit terrain comme suit: à l'ouest par la nouvelle route 7, Montréal-St-Alban, au nord par un chemin privé faisant partie dudit lot numéro 34, à l'est par le vieux tracé de la route 7, et au sud-ouest par une parcelle dudit lot numéro 34 et appartenant au gouvernement de la province de Québec, avec toutes les bâtisses dessus érigées, notamment celles servant de restaurant, ainsi que dix-sept cabines.

Aussi compris le droit à perpétuité en faveur de l'acquéreur et ses successeurs et ayant cause de puiser l'eau à la source naturelle d'eau qu'il y a sur la ferme de feu Adhémar Messier formant partie dudit lot numéro 34 dudit cadastre pour la paroisse de St-Armand Ouest, ladite source étant à environ deux cent cinquante pieds de l'emplacement ci-haut décrit, et à cet effet le droit de passage nécessaire sur ladite ferme jusqu'à l'emplacement ci-haut décrit, ainsi que le droit de poser des conduites d'eau souterraines pour emmener l'eau de ladite source jusqu'aux bâtisses de l'emplacement plus haut désigné; et il est entendu que les frais d'entretien de ladite source sont pour une moitié aux frais de l'acquéreur ou ses successeurs, et pour l'autre moitié aux frais de la succession Adhémar Messier ou représentants légaux: en outre le chemin de vingt-cinq pieds de largeur et de deux cent trente pieds de longueur, longent ladite ligne nord du terrain de l'acquéreur sera mitoyen, mais son entretien sera aux frais de l'acquéreur. Enfin il est entendu que la succession Adhémar Messier ou représentants légaux, auront la priorité de puiser l'eau à ladite source pour les besoins de la ferme susmentionnée.

Sera vendu en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure pour le district de St-François-Bedford (en faillite), rendu le 4e jour de juillet 1958, à l'enchère publique suivant les dispositions des articles 55 et suivants de la Loi de 1949 sur la faillite, pour ladite vente avoir l'effet du décret aux termes du Code de Procédure Civile.

La vente aura lieu le VINGTIÈME jour d'AOÛT 1958, à la porte de l'église paroissiale de St-Philippe de Phillipsburgh (St-Armand Ouest) comté de Missisquoi à DIX heures et TRENTE de l'avant-midi, heure avancée de l'est.

Conditions: Comptant.

Aucune enchère ne sera acceptée à moins qu'elle ne soit accompagné d'un dépôt de \$1,030.00 (10% de l'évaluation municipale) en argent ou par chèque visé à l'ordre du syndic.

En plus du prix d'achat l'acquéreur devra payer les droits du Gouvernement de 2½% conformément à la Loi.

Pour autres renseignements et cahier des charges, s'adresser au soussigné.

Daté à Montréal, ce 5e jour de juillet 1958.

Le Syndic,

RÉMI LÉVESQUE.

Bureau:

4277 Delorimier, Montréal.

48143-28-2-o

book of reference of the cadastre for said parish of St-Armand West, as being part of lot number thirty-four (P. 34), measuring six hundred and twenty-one feet (621') along its westerly line bordering the new Highway No. 7 leading to Montreal at St. Albans, two hundred and thirty feet (230') along its northerly line, some seven hundred and eighty feet (780') along its easterly line bordering the old lay-out of Highway No. 7, all of which in English measure, and bounded, the said land, as follows: westerly by the new Highway No. 7, Montreal-St. Albans, northerly by a private road forming part of said lot number 34, easterly by the old lay-out of Highway 7, and southwesterly by a parcel of said lot number 34 and belonging to the Government of the Province of Quebec, with all the buildings thereon erected, notably those serving as a restaurant, as well as seventeen cabins.

Also included a right for ever in favour of the purchaser, his successors and legal assignees, to draw water from a natural source of spring-water on the farm of the late Adhémar Messier forming part of said lot No. 34 of said cadastre for the parish of St. Armand West, the said source being located at some two hundred and fifty-five feet from the emplacement described hereinabove, and for said purpose, the required right-of-way on said farm as far as the emplacement hereinabove described, as well as the right to lay underground water piping in order to bring water from the said source as far as the buildings located on the emplacement designated above; and it is understood that the maintenance costs of said source to be divided as follows; on half to be assumed by the purchaser or successors and the other half by the Adhémar Messier estate or legal representatives: moreover the road of twenty-five feet in width and two hundred and thirty feet in length, bordering said northerly line of the purchaser's land shall be in common, but its maintenance shall be at the expense of the purchaser. Finally, it is understood that the Adhémar Messier estate or legal representatives, shall have priority as to drawing water from said source for the needs of the above-mentioned farm.

Shall be sold by virtue of a judgment of the Superior Court for the district of St. Francis-Bedford (Sitting in Bankruptcy), rendered the 4th day of July 1958, by public auction according to the provisions of articles 55 and the following of the Bankruptcy Act 1949, the said sale to have the effect of a sale by Sheriff in the terms of the Civil Code of Procedure.

The sale shall take place on the TWENTIETH day of AUGUST 1958, at the door of the parochial Church of St. Philippe de Phillipsburgh (St. Armand West), Missisquoi county, at TEN-THIRTY o'clock in the forenoon, Eastern Daylight Saving Time.

Conditions: Cash.

No bid shall be accepted unless it be accompanied by a deposit of \$1,030.00 (10% of the municipal valuation) in cash or an accepted cheque to the order of the trustee.

Over and above the purchasing price, the purchaser shall pay a Government tax of 2½% in accordance with the Law.

For further information and the list of charges, apply to the undersigned.

Dated at Montreal, this 5th day of July 1958.

RÉMI LÉVESQUE,

Trustee.

Office:

4277 Delorimier, Montreal.

48143-28-2

Vente par licitation

Sale by Licitaton

AVIS PUBLIC

PUBLIC NOTICE

Avis est donné qu'en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, siégeant à Arthabaska, dans le district d'Arthabaska, le 7 juillet 1958, dans une cause dans laquelle Maurice Pépin, garagiste d'Asbestos, agissant en sa qualité de curateur à la personne et aux biens d'Adélarde Bourassa, interdit, est demandeur, ordonnant la licitation d'un immeuble désigné comme suit: savoir:

Notice is hereby given that in virtue of a judgment of the Superior Court sitting in Arthabaska, in the district of Arthabaska, on the 7th day of July 1958, in a case in which Maurice Pépin, garage-man from Asbestos, district of Arthabaska, acting as curator to Adélarde Bourassa, interdicted person, is plaintiff, ordering the licitation of an immoveable property described as follows:

"Une terre avec bâtisses dessus construite située à Ste-Victoire d'Arthabaska, bornée en front par le chemin public, en arrière par Clément Côté, d'un côté par Clément Côté, de l'autre par Arthur Allard ou représentants. Cette terre est connue au cadastre du canton de Stanfold comme étant la moitié-est du lot numéro vingt-cinq, du douzième rang dudit canton ($\frac{1}{2}$ est N° 25, rang XII)."

"A land with the buildings erected thereon, situated at Ste-Victoire d'Arthabaska, bounded in front by public way, in rear by Clément Côté, in a side by Clément Côté, in the other side by Arthur Allard or representatives. This land is known at the cadastre of the township of Stanfold, as being one half east of a lot number twenty-five in twelfth range of the said township. ($\frac{1}{2}$ east No. 25, range XII)."

L'immeuble ci-dessus désigné sera mis à l'enchère et adjugé au plus offrant et dernier enchérisseur, le SEIZE AOÛT 1958, à DIX heures du matin, devant le Protonotaire de cette Cour, dans la salle d'audience du Palais de Justice d'Arthabaska, sujet aux charges, clauses et conditions indiquées, dans le cahier des charges, déposé au Greffe du Protonotaire de ladite Cour; et que toute opposition à fin d'annuler, à fin de charges ou à fin de distraire à ladite licitation, devra être déposée au Greffe du Protonotaire de ladite Cour, au moins douze (12) jours, avant le jour fixé comme susdit pour la vente et adjudication, et que toute opposition à fin de conserver devra être déposée dans les six jours après l'adjudication; et à défaut par les parties de déposer lesdites oppositions dans les délais prescrits par le présent, elles seront forcloses du droit de le faire.

The above described immoveable property will be sold by auction and adjudged to the highest and last bidder, on AUGUST SIXTEENTH, 1958, at TEN o'clock in the forenoon, before the Prothonotary of this Court, in Court Room of the Court House of Arthabaska, the said sale to be made subject to the charges, clauses and conditions mentioned in the List of Charges filed in the office of the Prothonotary of the said Court. Any opposition to annul, to secure charges or to withdraw to be made to the said licitation must be filed in the office of the Prothonotary of the said Court, at least twelve (12) days before the day fixed as aforesaid for the sale and adjudication and any opposition for payment must be filed within six (6) days following the adjudication; and failing the interested parties to file the said opposition within the delays hereby limited they shall be foreclosed from so doing.

Victoriaville, le 7 juillet 1958.

Le Procureur du Demandeur,

48160-28-2-o

RAYMOND BEAUDET.

Victoriaville, July 7th 1958.

RAYMOND BEAUDET,

48160-28-2-o

Attorney for plaintiff.

Vente pour taxes

Sale for Taxes

Province de Québec

Province of Quebec

VILLE MONTRÉAL-NORD
(Comté de Laval)

TOWN OF MONTREAL NORTH
(County of Laval)

Avis public est, par les présentes, donné que les propriétés ci-dessous désignées seront vendues à l'enchère, à l'Hôtel de Ville de Montréal-Nord, MERCREDI, le SIX (6) AOÛT, mil neuf cent cinquante-huit (1958), à DIX (10) heures de l'avant-midi, heure avancée, pour satisfaire au paiement des taxes municipales et scolaires avec intérêts, plus les frais subséquemment encourus, à moins que ces taxes, intérêts et dépens ne soient payés avant la vente.

Public notice is hereby given that the properties hereinafter described will be sold by auction at the office of the Council of the Town of Montreal North, on WEDNESDAY, the SIXTH (6) of AUGUST, nineteen hundred and fifty-eight (1958), at TEN (10) o'clock in the forenoon, daylight saving time, to satisfy the payment of the municipal and school taxes, plus the costs which shall subsequently be incurred, unless the said taxes, interest and costs be paid before the sale.

La Commission Municipale de Québec, par décision en date du 30 juin 1958, a autorisé une énumération abrégée des numéros cadastraux des immeubles, sous l'autorité de la Loi des Cités et Villes, article 550, tel qu'amendé par 24 George V, chapitre 33, section 3.

The Quebec Municipal Commission, by a decision, dated June 30th 1958, has authorized an abridged enumeration of the cadastral numbers of the immoveables under the authority of the article 550, of Cities and Town Act, as amended by 24, George V, chapter 33, section 3.

Noms des propriétaires Names of proprietors	Cadastré Cadastral	Subdivisions
Jean-Paul Dupéré (Avec bâtisse dessus érigée — With building thereon erected)	31.....	241, 242.
Association du Bien Être de la Jeunesse.....	31.....	915.
Jean-Paul Dupéré (Avec bâtisse dessus érigée—With building thereon erected)	60.....	37-2.
Isidore Héréy.....	60.....	125, 126, 127
D. L. Hughes (Mlle-Miss).....	76.....	519.
Florian Pomerleau (Avec bâtisse dessus érigée—With building thereon erected)	97.....	542, 543.
	114.....	296, 297.
A distraire cependant des susdits lots une certaine partie vendue à la Ville Montréal-Nord pour l'élargissement du Boulevard St-Michel — To distract from the said lots a certain part sold to the Town of Montreal North for the widening of St. Michel Blvd.		
Patrick Trottier (Avec bâtisse dessus érigée—With building thereon erected)...	38.....	955, 956.
Diamond Investment Corp.....	60.....	18

Les immeubles susdits sont tous du cadastre de la paroisse du Sault-au-Récollet, et situés dans la Ville Montréal-Nord.

Ladite vente sera en outre faite avec toutes les servitudes actives et passives ou occulte, attachées auxdits immeubles.

Donné en la Ville Montréal-Nord, ce huitième (8) jour du mois de juillet, mil neuf cent cinquante-huit (1958).

(Seau)

Le Secrétaire-trésorier,
RENÉ BERGERON, c.a.

48162-28-2-o

The above immoveables are all in the plan and book of reference of the parish of Sault-au-Récollet, and situated in the Town of Montreal North.

The said sale will be made with all active and passive servitudes apparent or occult, attached to the said properties.

Given at the Town of Montreal North, this eighth (8) day of July, nineteen hundred and fifty-eight (1958).

(Seal)

RENÉ BERGERON, c.a.,
Secretary-Treasurer.

48162-28-2-o

VENTES PAR SHÉRIFS

SHERIFFS' SALES

AVIS PUBLIC, est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous-mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tels que mentionnés plus bas.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Cour Supérieure — District de Beauce

St-Joseph de Beauce, à savoir: N° 25,736. { FERNAND CLOU-TIER, commerçant de Saint-Victor, comté de

BEAUCE, cultivateur de St-Jules, comté de Beauce, à savoir: les lots 1825, 1826, 1830, 1831 situés dans le rang Ste-Caroline à St-Jules, comté de Beauce, ainsi que les bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendances; les lots 393-A, 394-A, 395-A, 401-2, 404 situés dans le rang St-Jules à St-Jules, comté de Beauce, ainsi que les bâtisses y dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale, en la paroisse de St-Jules, comté de Beauce, le QUINZIÈME jour d'AOUT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
J. S. POULIOT.

Bureau du Shérif,
St-Joseph de Beauce,
4 juillet 1958.

48142-28-2-o

[Première insertion: 12 juillet 1958]
[Seconde insertion: 26 juillet 1958]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure, Montréal, N° 442800. { D YNO FLAME (QUE-BEC) INC., demanderesse; vs RENÉ FUCHS, de

Beauharnois, ALEXANDER KOPEL et EL-FRIEDE LAUFER, des cité et district de Mont-

PUBLIC NOTICE, is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

BEAUCE

Fieri Facias de Bonis et de Terris
Superior Court — District of Beauce

St-Joseph de Beauce, to wit: No. 25,736. { FERNAND CLOU-TIER, dealer of St-Victor, county of Beauce, against PLACIDE VA-

CHON, farmer, of St-Jules, county of Beauce, to wit: lots 1825, 1826, 1830, 1831 situated in range Ste-Caroline at St-Jules, county of Beauce, as well as the buildings thereon erected, circumstances and dependencies; lots 393-A, 394-A, 395-A, 401-2, 404 situated in range St-Jules, at St-Jules, county of Beauce, as well as the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door in the parish of St-Jules, county of Beauce, on the FIFTEENTH, day of AUGUST, next, at TEN o'clock in the afternoon.

J. S. POULIOT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
St-Joseph de Beauce,
July 4, 1958.

48142-28-2

[First insertion: July 12, 1958]
[Second insertion: July 26, 1958]

BEAUHARNOIS

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court, Montréal, No. 442800. { D YNO FLAME (QUE-BEC) INC. plaintiff; vs RENÉ FUCHS, of Château-guay, district of Beauharnois;

ALEXANDER KOPEL and EL-FRIEDE LAUFER, of the city and district of Montreal, for-

réal, exerçant autrefois un commerce ensemble à Ville Lasalle, district de Montréal sous les nom et raison sociale de C.F.L. GENERAL CONTRACTORS REG'D, défendeurs.

A savoir: 1° Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent quarante et un aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, les contours duquel sont désignés par une ligne parallèle imaginaire située à trente-trois pieds de la ligne séparative entre la partie du lot originaire N° 141 appartenant à South Shore Gardens Ltée et une partie du lot originaire N° 141 appartenant à Jean-Louis Lefebvre ou représentants, à un point marqué "A" situé à une distance de cent vingt-sept pieds et trois dixièmes à l'ouest du lot de subdivision numéro un dudit lot originaire numéro cent quarante et un (141-1), mesurant la longueur de ladite ligne imaginaire, c'est-à-dire mesurée vers le sud sur une distance de soixante-quinze pieds jusqu'à un point marqué "B", de là, de ce point marqué "B" à angles droits elle va en ligne droite sur une distance de cent quarante-quatre pieds et deux pouces jusqu'à un point marqué "C", et de ce point "C" à angles droits elle va en ligne droite vers le nord jusqu'à un point marqué "D", elle va vers l'ouest suivant ladite limite sud du chemin projeté jusqu'à un point marqué "A" en premier lieu, ledit point marqué "A" est situé à trente-cinq pieds au sud de la ligne séparative du lot originaire N° 141 appartenant à South Shore Gardens Ltée et entre la partie dudit lot originaire N° 141 appartenant à Jean-Louis Lefebvre ou ses représentants. Avec la bâtisse dessus érigée.

2° Un emplacement connu et désigné comme une partie du lot originaire numéro cent quarante et un, aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, les limites duquel sont désignées par une ligne allant d'un point marqué "A", située à l'intersection sud-est de la route provinciale N° 4 et une rue projetée située entre lesdites parties du lot originaire N° 141 appartenant à South Shore Gardens Ltée et à Jean-Louis Lefebvre ou représentants, de là elle va vers le sud parallèle à ladite route provinciale N° 4 sur une distance de quatre-vingt-quatre pieds jusqu'à un point marqué "B"; de ce point "B" elle va vers l'est en ligne droite parallèle à ladite ligne séparative entre la propriété appartenant à South Shore Gardens Ltée et celle appartenant à Jean-Louis Lefebvre ou représentants sur une distance de quatre-vingt-sept pieds et six pouces, jusqu'à un point marqué "C"; de ce point "C", elle tourne à angles droits et va directement vers le nord sur une distance de quatre-vingt-quatre pieds jusqu'à un point marqué "D" situé sur le côté sud de ladite rue projetée de ce point "D", elle va à angles droits vers l'ouest et parcourt directement la longueur de ladite rue projetée jusqu'au point marqué "A" en premier lieu. Avec la bâtisse dessus érigée.

3° Un emplacement connu et désigné comme étant une partie du lot originaire numéro cent quarante et un, aux plan et livre de renvoi officiel de la paroisse de St-Joachim de Châteauguay, les limites duquel sont désignées par les lignes suivantes partant d'un point marqué "A", situées à la longueur de ladite rue projetée et à un point soixante-six pieds de la ligne séparative entre la propriété appartenant à South Shore Gardens Ltée et celle appartenant à Jean-Louis Lefebvre ou représentants, elle va directement et perpen-

merly carrying on business together in ville Lasalle, district of Montreal, under the firm name and style of C.F.L. GENERAL CONTRACTORS REG'D, defendants.

To wit: 1. An emplacement known and designated as being part of original lot number one hundred and forty-one, on the official plan and book of reference, of the parish of St. Joachim de Châteauguay of which the contours are designated by an imaginary parallel line, situated thirty-three feet from the line of division between the part of the original lot No. 141, belonging to South Shore Gardens Ltée., and part of the original lot No. 141, belonging to Jean-Louis Lefebvre, or representatives, at a point marked "A", situated at a distance of one hundred and twenty-seven feet, and three-tenths of a foot to the west of the subdivision lot number one of the said original lot number one hundred and forty-one (141-1), measuring the length of the said imaginary, that is measuring towards the south of a distance of seventy-five feet up to a point marked "B", thence from this point marked "B" at right angles it runs in a direct line for a distance of one hundred and forty-four feet and two inches to a point marked "C"; and from this point "C" at right angles it runs in a direct line to the north up to a point marked "D", it runs to the west following the said south limit of the projected road up to a point originally marked "A", the said point marked "A", is situated at thirty-five feet to the south of the line of division on the original lot No. 141, belonging to South Shore Gardens Ltée., and between the part of the said original lot No. 141, belonging to Jean-Louis Lefebvre or his representatives. With the building thereon erected.

2. An emplacement known and designated as being part of the original lot number one hundred and forty-one, on the official plan and book of reference of the parish of St-Joachim de Châteauguay, of which the limits are designated by a line proceeding from a point marked "A", situated at the south-east intersection of Provincial Route No. 4, and a projected street, situated between the said parts of the original lot No. 141, belonging to South Shore Gardens Ltée., and Jean-Louis Lefebvre or representatives, from there it runs towards the south parallel to the said Provincial Route No. 4, for a distance of eighty-four feet, to a point marked "B"; from this point "B" it runs to the east in a direct line parallel to the said line of division between the property belonging to South Shore Gardens Ltée., and the property belonging to Jean-Louis Lefebvre, or representatives, for a distance of eighty-seven feet and six inches, up to a point marked "C"; from this point "C", it turns at right angles and runs directly towards the north, for a distance of eighty-four feet to a point marked "D", situated on the south side of the said projected street; from this point "D", it runs at right angles to the west, and runs directly for the length of the said projected street up to the point of origin marked "A". With the building thereon erected.

3. An emplacement known and designated as being part of original lot number one hundred and forty-one, on the official plan and book of reference of the parish of St-Joachim de Châteauguay, of which the limits are designated by the following lines beginning from a point marked "A", situated at the length of the said projected street and at a point, sixty-six feet from the line of division, between the property belonging to South Shore Gardens Ltée., and the property belonging to Jean-Louis Lefebvre or his represen-

diculairement jusqu'à ladite rue projetée sur une distance de quatre-vingt-quatre pieds jusqu'à un point marqué "B", de ce point "B" elle va à angles droits directement vers l'est sur une distance de cinquante et un pieds et deux pouces jusqu'à un point marqué "C", elle va à angles droits directement vers le nord jusqu'à un point marqué "D" situé sur le côté sud de ladite rue projetée et du point "D" elle va vers l'ouest et parcourt la longueur de ladite rue projetée jusqu'au point marqué "A" en premier lieu, le point "A" est situé à une distance de cent vingt et un pieds et huit dixièmes de ladite route provinciale N° 4.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de St. Joachim de Châteauguay, district de Beauharnois, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1958, à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Le Shérif,
 Ernest Poirier,
 Salaberry de Valleyfield; le 16ième de juin, 1958. 48033-25-2
 [Première insertion le 21 juin 1958]

tatives, it runs directly and perpendicularly to the said projected street for a distance of eighty-four feet up to a point marked "B", from this point "B", it runs at right angles directly to the east for a distance of fifty-one feet and two inches up to a point marked "C", at right angles it runs directly to the north, just to a point marked "D", situated on the south side of the said projected street, and from the point "D", it runs to the west, and run the length of the said projected street to the point of origin marked "A", the point "A", is situated at a distance of one hundred and twenty-one feet and eight-tenths of a foot from said Provincial Route No. 4.

To be sold at the parochial church door of St. Joachim de Châteauguay, district of Beauharnois, on the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1958, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Ernest Poirier,
 Salaberry de Valleyfield, June 16, 1958. 48033-25-2-0
 [First insertion: June 21, 1958]

BEDFORD

Canada — Province de Québec
 District de Bedford

Cour Supérieure, { GRANBY FINANCE
 N° 8345. { CORPORATION, cor-
 poration légalement consti-
 tuée, ayant son siège social en la cité de Granby, district de Bedford, demanderesse vs ÉDOUARD DELORME, de la cité de Granby, district de Bedford.

1. Un lopin de terre située au canton de Granby, à détacher des coins sud-ouest des lots connus et désignés aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour ledit canton de Granby, comme étant les lots numéros six cent vingt-et-un et sept cent vingt-quatre (P'tie Nos 621 et 724); ledit terrain mesurant cent cinquante pieds (150') de largeur sur le chemin public, appelé chemin ponté (actuellement route nationale ou rue Principale) à partir des coins sud-ouest des dits lots 621 et 724, c'est-à-dire, à partir du milieu du fossé; de là, suivant ledit chemin vers l'est, une largeur de cent cinquante pieds (150'); de là tournant vers le nord en ligne parallèle avec la ligne ouest dudit lot N° 724; une profondeur de deux cent quarante-deux pieds; de là, allant vers l'ouest, ladite largeur de cent cinquante pieds (150') aboutissant à un point sur la ligne ouest dudit lot N° 724 situé à une distance de deux cent quarante-deux pieds du point de départ; de là, allant vers le sud longeant ladite ligne ouest dudit lot N° 724, ladite profondeur de deux cent quarante-deux pieds; avec toutes les bâtisses dessus comprenant une manufacture de portes et fenêtres et autres bâtisses.

2° Un certain terrain de forme triangulaire faisant partie du lot numéro sept cent vingt-huit (ptie N° 728) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre du canton de Granby, comté de Shefford, décrit et borné comme suit: Commencant à un point sur la ligne de division entre les lots numéros sept cent vingt-quatre (724) et sept cent vingt-huit (728), étant situé à l'intersection de cette ligne de division avec la ligne nord de la nouvelle emprise du chemin public; De là, vers le nord-ouest, en suivant cette emprise, une distance de cent onze pieds (111') jusqu'à une borne en fer; De là, tournant à angle droit, dans une direction magnétique nord, cin-

BEDFORD

Canada — Province of Quebec
 District of Bedford

Superior Court, { GRANBY FINANCE
 No. 8345. { CORPORATION, cor-
 poration legally constituted,
 having its head office in the city of Granby, district of Bedford, plaintiff vs ÉDOUARD DELORME, of the city of Granby, district of Bedford.

1. A plot of land situated in the township of Granby to be detached from the south-west corners of lots known and designated on the official plan and book of reference of the cadastre for said township of Granby, as being lots number six hundred and twenty-one and seven hundred and twenty-four (P. Nos. 621 and 724); the said land measuring one hundred and fifty feet (150') in width on the public highway, called bridged highway (presently National Highway or Main Street) as from the south-west corners of said lots 621 and 724, that is to say, as from the middle of the ditch; thence, along said highway easterly, a width of one hundred and fifty feet (150'); thence turning northwards parallel to the west line of said lot No. 724; a depth of two hundred and forty-two feet; thence, westwards, the said width of one hundred and fifty feet (150') ending at a point along the west line of said lot No. 724 situated at a distance of two hundred and forty-two feet from the point of commencement; thence, in a southerly direction bordering said west line of said lot No. 724, the said depth of two hundred and forty-two feet; with all the buildings thereon erected including a door and sash factory and other buildings.

2. A certain piece of land of triangular shape forming part of lot number seven hundred and twenty-eight (P. 728) of the official plan and book of reference of the cadastre of the township of Granby, county of Shefford, described and bounded as follows: commencing at a point along the dividing line between lots number seven hundred and twenty-four (724) and seven hundred and twenty-eight (728) being situated at the intersection of said dividing line and the north line of the new public right-of-way; thence, northwesterly, along said right-of-way, a distance of one hundred and eleven feet (111') as far as an iron landmark; thence turning rec-

quante-six degrés est (56° E.), une distance de deux cent quinze pieds et neuf dixièmes de pieds (215.9') jusqu'à une autre borne en fer situé dans la ligne de division entre les lots numéros 724 et 728; De là vers le sud, en longeant cette dernière ligne, une distance de deux cent quarante-et-un pieds et neuf dixièmes (241.9') jusqu'à une autre borne de fer, point de départ; Borné dans la ligne sud-ouest par une partie du lot numéro sept cent vingt-huit (728) emprise du chemin public, dans la ligne nord par une autre partie du lot numéro 728 et dans la ligne sud-est par le lot numéro sept cent vingt-quatre (724); Contenant une superficie de onze mille neuf cent quatre-vingt-deux pieds carrés (11,982') mesure anglaise, sans bâtisses; Moins et à déduire du terrain en second lieu décrit la partie revendue à Honorat Lussier pour l'ouverture d'une rue; Moins et à déduire aussi du terrain en second lieu décrit la lisière en front vendue au Ministère de la Voirie de Québec, pour l'élargissement de la route nationale en 1947; Sujet à la servitude en faveur de The Bell Telephone Co. of Canada et sujet aussi à la servitude en faveur de Southern Canada Power Co. Ltd.;

Sont également assujetties à la présente hypothèque les machineries que l'emprunteur immobilise aux fins des présentes, voulant et entendant expressément qu'elles soient considérées comme étant et faisant partie de l'immeuble sus-décrié.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Benoît, en la cité de Granby, district de Bedford, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Bureau du Shérif, Le Député Shérif,
Palais de Justice, ANTONIN BOURASSA.

Sweetsburg, Qué.,

Ce 3 juillet 1958.

48141-28-2-o

tangularly, in a northerly magnetic direction, fifty-six degrees east (56° E.), a distance of two hundred and fifteen feet and nine tenths of a foot (215.9') as far as another iron landmark situated on the dividing line between lots number 724 and 728; thence southerly, bordering this latter line, a distance of two hundred and forty-one feet and nine tenths (241.9') as far as another iron landmark; point of commencement; bounded on the southwesterly line by a part of lot number seven hundred and twenty-eight (728) public right-of-way, on the northerly line by another part of lot number 728, and on the southeasterly line by lot number seven hundred and twenty-four (724); containing an area of eleven thousand nine hundred and eighty-two square feet (11,982') English measure, minus buildings; save and to be excluded from the land described secondly, that part resold to Honorat Lussier for the opening of a street; save and to be also excluded from the land described secondly that front strip sold to the Quebec Department of Roads, for the widening of the National Highway in 1947; subject to a servitude in favour of The Bell Telephone Co. of Canada and also subject to a servitude in favour of the Southern Canada Power Co. Ltd.;

Also subject to the present hypothec, the machinery that the borrower converts for the purposes herein, expressly willing and intending that they be considered as being and forming part of the immoveable hereinabove described.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of St. Benoît, in the city of Granby, district of Bedford, the FOURTEENTH day of AUGUST 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

Sheriff's Office, ANTONIN BOURASSA,
Court House, Deputy Sheriff.

Sweetsburg, Que.,

This July 3, 1958.

48141-28-2

JOLIETTE

Canada — Province de Québec
District de Joliette

Cour de Magistrat, { LA VILLE DE BERTHIERVILLE, corps
N° 22468. { doué de la personnalité,

civile et politique, et ayant sa principale place d'affaires à Berthierville, district de Joliette, demanderesse vs ROSARIO SAUVAGEAU, de Berthierville, district de Joliette, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

"Lot: 346, borné au nord par la limite de la ville de Berthierville; au sud-ouest, par le lot N° 345; au sud-est, par la rue Lévis; au nord-est, par le lot N° 347, mesurant 45 pieds de front de profondeur, contenant 9695 pieds en superficie, avec bâtisses sur icelui érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église de la ville de Berthierville, le MERCREDI, VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUILLET 1958, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le Shérif de Joliette,
Bureau du Shérif, ROLAND PERRAULT.

Joliette, ce 18 juin 1958.

48059-25-2-o

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province de Québec
District de Montmagny

Cour Supérieure, { M. RAYNALD CARON,
N° 7613. { M. RAYNALD CARON,
me du Rosaire, comté de

JOLIETTE

Canada — Province of Quebec
District of Joliette

Magistrate's Court, { THE TOWN OF BERTHIERVILLE, body
No. 22468. { corporate and politic and

having its head office at Berthierville, district of Joliette, plaintiff; vs ROSARIO SAUVAGEAU, of Berthierville, district of Joliette, defendant.

As belonging to the defendant:

"Lot: 346, bounded on the north by the limits of the town of Berthierville; on the southwest, by lot No. 345; on the southeast, by Levis Street; on the northeast, by lot No. 347, measuring 45 feet in front in depth, containing 9695 feet in area, with buildings thereon erected."

To be sold at the church door of the town of Berthierville, on WEDNESDAY the TWENTY-THIRD day of JULY, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

ROLAND PERRAULT,
Sheriff's Office, Sheriff of Joliette.

Joliette, June 18, 1958.

48059-25-2

MONTMAGNY

Fieri Facias de Terris
Canada — Province of Quebec
District of Montmagny

Superior Court, { MR. RAYNALD CARON,
No. 7613. { MR. RAYNALD CARON,
garage-keeper, Notre-Dame du Rosaire, county of

Montmagny, demandeur, vs M. RÉAL DE-NAULT, Ste-Apolline, comté de Montmagny, défendeur.

Montmagny, plaintiff; vs MR. RÉAL DE-NAULT, Ste-Apolline, county of Montmagny, defendant.

"Une maison située sur le lot connu sous le numéro 33 du rang 1 du canton Talon, terrain appartenant à Albert Guillemette de Ste-Apolline".

A house situated on the lot known under number 33 of range 1 of the township of Talon, lot of land belonging to Albert Guillemette of Ste-Apolline".

Pour être vendue à la porte de l'église de Ste-Apolline, comté de Montmagny, JEUDI, le VINGT-QUATRIÈME jour de JUILLET 1958, à TROIS heures de l'après-midi.

To be sold at the church door of Ste-Apolline, county of Montmagny, THURSDAY, the TWENTY-FOURTH day of JULY, 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

Bureau du Shérif, CHS. OMER BERNIER.
Montmagny, le 17 juin 1958. 48060-25-2-o

Sheriff's Office, CHS. OMER BERNIER, Sheriff.
Montmagny, June 17, 1958. 48060-25-2

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { A RCIDAS LORTIE ET AL., demandeurs, vs PHILIPPE POIRIER ET AL., défendeur.

MONTREAL

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { A RCIDAS LORTIE ET AL., plaintiffs, vs PHILIPPE POIRIER ET AL., defendants.

Comme appartenant auxdits défendeurs: Une terre située partie dans la paroisse Ste-Justine de Newton, et partie dans la paroisse Ste-Marthe, dans le comté de Vaudreuil et composé:

As belonging to the said defendants: A farm situated partly in the parish of Ste-Justine of Newton, and partly in the parish of Ste-Marthe in the county of Vaudreuil and composed:

1° Du lot de terre connu et désigné aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Justine de Newton, sous le numéro deux cent soixante et un (261), de la contenance de soixante-trois arpents et trente centièmes (63.30) en superficie, le tout plus au moins et ayant front sur le chemin public.

1. Of lot of land known and designated on the official plan and in the book of reference of the parish of Ste-Justine of Newton under number two hundred and sixty-one (261) containing sixty-three arpents and thirty-one/hundredths of an arpent (63.30) in area, the whole more or less and having frontage on the public highway.

2° Et un terrain connu et désigné comme faisant partie du lot numéro cent cinquante-cinq (P. 155) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Justine de Newton, de figure irrégulière, borné au nord-est par la ligne de division entre les paroisses de Ste-Justine de Newton et de Ste-Marthe, au nord-ouest par une montée; au sud-est par le lot cent cinquante-six (156) et au sud-ouest par un cours d'eau verbalisé.

2. And a lot of land known and designated as forming part of lot number one hundred and fifty-five (P. 155) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Justine of Newton, of irregular figure, bounded on the northeast by the dividing line between the parishes of Ste-Justine of Newton and of Ste-Marthe, on the northwest by a slope and on the southeast by lot one hundred and fifty-six (156) and on the southwest by a stream duly mentioned in the minutes.

3° Un autre terrain connu et désigné comme étant les lots un et deux (1 et 2) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse Ste-Marthe, lesdits lots ayant front aussi sur le chemin public.

3. Another lot of land known and designated as being lots one and two (1 and 2) on the official plan and in the book of reference for the parish of Ste-Marthe, the said lots having frontage also on the public highway.

Le tout ne formant qu'une seule et même exploitation.

The whole forming but one and only concern.

Pour être vendus "en bloc", à la porte de l'église paroissiale de la paroisse de Ste-Justine de Newton, comté de Vaudreuil, le VINGT-SIX JUILLET 1958, à ONZE heures du matin.

To be sold "in block", at the parochial church door of the parish of Ste-Justine of Newton, county of Vaudreuil, on JULY TWENTY-SIXTH, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.
Montréal, 13 juin 1958. 48034-25-2-o

Sheriff's Office, CAISSE & LAURENCELLE, Sheriff.
Montreal, June 13, 1958. 48034-25-2

Fieri Facias de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: { B E R T H E H U O T, demanderesse; vs G É R A R D M É N A R D, défendeur.

Fieri Facias de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: { B E R T H E H U O T, plaintiff, vs G É R A R D M É N A R D, defendant.

Un emplacement formé des parties de lots ci-après décrites:

An emplacement formed of the part of the lots hereinafter described:

1° Un emplacement situé au village du canton de Chambly, du côté sud de la rue Bourgogne et faisant partie du lot numéro quatre-vingt-dix (N° 90) au plan et livre de renvoi officiels du canton de Chambly et borné comme suit:

1. An emplacement situated in the village of the township of Chambly, on the south side of Bourgogne Street and forming part of lot number ninety (No. 90) on the official plan and in the book of reference for the township of Chambly and bounded as follows:

a) En front par la rue Bourgogne et mesurant 26 pieds et plus ou moins dans cette ligne;

b) En arrière par une rue projetée étant la rue Galipeau et mesurant 90 pieds dans cette ligne, sauf et à distraire un lot de 45 pieds par 85 pieds environ, cette partie réservée aura front sur la rue Galipeau et longera le passage ci-dessus décrit;

c) D'un autre côté par le résidu dudit lot numéro quatre-vingt-dix appartenant à M. Aquilas Ménard;

d) D'un autre côté par le terrain de dame veuve Joseph Janelle étant une partie du lot numéro quatre-vingt-onze du même cadastre.

2° Un emplacement formant partie du lot de terrain connu et désigné sous le numéro quatre-vingt-onze (No. 91) sur le plan et au livre de renvoi officiel du village de canton Chambly, mesurant 14 pieds de front par 50 pieds dans la ligne nord-ouest par 48 pieds dans la ligne sud-est, mesure anglaise et plus ou moins, borné en front par la rue Bourgogne du côté nord-ouest, par le lot numéro 90 et de l'autre côté par le résidu dudit lot No. 91 avec toutes les bâtisses dessus construites.

Pour être vendu, à la porte de l'église paroissiale de la paroisse Saint Cœur de Marie, Chambly Canton, le VINGT-CINQ JUILLET 1958, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE,
Montréal, 13 juin 1958.

48035-25-2-o

a) In front by Bourgogne Street and measuring 26 feet and more or less in this line;

b) In rear, by a projected street being Galipeau Street and measuring 90 feet in this line, save to withdraw a lot of 45 feet by 85 feet approximately this reserved part will have frontage on Galipeau Street and will run along the passage in above described;

c) On one side by the residue of the said lot number ninety belonging to Mr. Aquilas Ménard;

d) On one side by the land of Dame widow Joseph Janelle being another part of lot number ninety-one of the same cadaster.

2. An emplacement forming part of lot of land known and designated under number ninety-one (No. 91) on the official plan and in the book of reference of the village of the township of Chambly, measuring 14 feet, in front by 50 feet in the northwest line by 48 feet in the southeast line, English measure and more or less, bounded in front by Bourgogne Street on the northwest side, by lot number 90 and on the other side by the residue of the said lot No. 91 with all the buildings thereon erected.

To be sold, at the parochial church door of the parish of Saint Cœur de Marie, township of Chambly, on JULY TWENTY-FIFTH, 1958, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office,
Montreal, June 13, 1958.

Sheriff.
48035-25-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: RAYMOND FRIGON,
N° 444451.

demandeur; vs PHY-

DIME BOULIANNE, dé-

fendeur.

"Un emplacement ayant front sur la rue Broadway, en la ville de Montréal-Est, connu et désigné sous le numéro mille deux cent quatre-vingts de la subdivision officielle du lot originaire numéro quatre-vingt-huit (88-1280) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Pointe-aux-Trembles, mesurant ledit emplacement quarante-cinq pieds de largeur sur quatre-vingts pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins; Avec une maison dessus érigée portant le numéro 502 rue Broadway, à Montréal-Est. Ainsi que le tout se trouve présentement avec les servitudes actives et passives, apparentes ou occultes, attachées audit immeuble."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1958, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

CAISSE & LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,
Montréal, 7 juillet 1958.

48156-28-2-o

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: RAYMOND FRIGON,
No. 444451.

plaintiff; vs PHYDI-

ME BOULIANNE, defen-

dant.

"An emplacement fronting on Broadway Street, in the town of Montreal-East, known and designated as number one thousand two hundred and eighty of the official subdivision of original lot number eighty-eight (88-1280) on the official plan and book of reference of the parish of Pointe-aux-Trembles, the said emplacement measuring forty-five feet in width by eighty feet in depth, English measure and more or less; with a house thereon erected, bearing number 502 Broadway Street, at Montreal-East. A 1 of which as it actually stands with servitudes both active and passive, apparent or unapparent, attaching to said immovable."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of AUGUST 1958, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office,
Montreal, July 7, 1958.

Sheriff.
48156-28-2

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Cour Supérieure — District de Montréal

Montréal, à savoir: LA CIE MUTUELLE
N° 443483.

D'IMMEUBLES

LTÉE, demanderesse; vs

JEAN-PAUL LOISELLE, défendeur.

"Un immeuble ayant front sur l'avenue de l'Église, en la cité de Verdun, connu sous le numéro cinq cent soixante-six de la subdivision du lot numéro trois mille quatre cent cinq (3405-566), aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montréal, mesurant vingt-cinq pieds de largeur par cent quatorze pieds de profondeur mesure anglaise, et plus ou moins; avec une

Fieri Facias de Bonis et de Terris

Superior Court — District of Montreal

Montreal, to wit: LA CIE MUTUELLE
No. 443483.

D'IMMEUBLES

LTÉE, plaintiffs; vs JEAN-

PAUL LOISELLE, defendants.

"An immovable fronting Church Avenue, in the city of Verdun, known as number five hundred and sixty-six of the subdivision of lot three thousand four hundred and five (3405-566), on the official plan and book of reference of the parish of Montreal, measuring twenty-five feet in width by one hundred and fourteen feet in depth, English measure, and more or less; with

maison à trois étages, portant les Nos civiques 849, 851 et 853 Avenue de l'Église et dépendances dessus érigées, ainsi que les fixtures électriques et de plomberie et les accessoires à perpétuelle demeure des bâtisses;

Ledit immeuble avec et sujet à la servitude réciproque de passage mitoyen tants ur ledit immeuble que sur celui connu sous les Nos 3405-567-1 et 2 dudit cadastre; et aussi avec et sujet à la servitude réciproque de vue entre les deux mêmes immeubles; tel que le tout est créé et décrit dans le titre d'acquisition enregistré à Montréal sous le N° 829103."

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif,

CAISSE & LAURENCELLE.

Bureau du Shérif,

Montréal, 7 juillet 1958.

48157-28-2-o

a three-storey house bearing civic numbers 849, 851 and 853 Church Avenue and dependencies thereon erected, as well as the electrical and plumbing fixtures including accessories permanently attached to the buildings;

The said immovable with and subject to a reciprocal servitude of a common right-of-way on said immovable as well as on that known as Nos. 3405-567-1 and 2 of said cadastre; and also with and subject to a reciprocal servitude of right of view between the two same immovables; all of which as created and described in the deed of purchase registered in Montreal under No. 829103."

To be sold, at my office, in the city of Montreal, the FOURTEENTH day of AUGUST 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff.

Sheriff's Office,

Montreal, July 7, 1958.

48157-28-2

Fieri Facias de Terris

C. S. District de Montréal

Montréal, à savoir: N° 442454.

JULES PINSON-NEAULT et al, demandeurs vs J. ALBERT SANS-CARTIER, défendeur et JACQUES GEOFFRION et al, es-qual, mis-en-cause.

Comme appartenant au défendeur:

"Un emplacement ayant front sur l'avenue des Pins, à Ville Lemoyne, comté de Chambly, connu et désigné sous le N° 68 de la subdivision officielle du lot originaire N° 150 (150-68) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Longueuil, avec toutes construction y dessus érigée."

Pour être vendu, au bureau d'enregistrement du comté de Chambly, à Longueuil, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1958, à ONZE heures du matin.

Le Shérif,

Bureau du Shérif, CAISSE & LAURENCELLE.

Montréal, 7 juillet 1958.

48158-28-2-o

Fieri Facias de Terris

S. C. District of Montreal

Montreal, to wit: No. 442454.

JULES PINSON-NEAULT et al, Plaintiffs vs J. ALBERT SANS-CARTIER, defendants and JACQUES GEOFFRION et al, es qual, mis-en-cause.

As belonging to the defendant:

"An emplacement fronting on Pine Avenue, town of Lemoyne, county of Chambly, known and designated as No. 68 of the official subdivision of original lot No. 150 (150-68) of the official plan and book of references of the parish of Longueuil, with all the structures thereon erected."

To be sold at the registry office of the county of Chambly, at Longueuil, the FOURTEENTH day of AUGUST 1958, at ELEVEN o'clock in the morning.

CAISSE & LAURENCELLE,

Sheriff's Office,

Montreal, July 7, 1958.

Sheriff.

48158-28-2

QUÉBEC

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 90,248.

J. AUGUSTE LEVESQUE, courtier en assurances, domicilié et résidant à Québec, district de Québec, contre HENRI SIMARD, domicilié et résidant à Québec, district de Québec et actuellement aux Passes Dangereuses.

"Un terrain ou emplacement situé au lieu appelé Château Bigot, fief Grand-Pré, mesurant soixante-quinze pieds (75') de largeur, du nord au sud, soit, sur le sens de la rue N° 893-84, sur quatre-vingt-dix-huit pieds et trois pouces (98' 3") de profondeur du côté sud-est, et une profondeur de quelques pouces de moins du côté nord-ouest, le tout mesure anglaise, et plus ou moins, cet emplacement étant la demi-sud-est du lot numéro cent vingt-huit (N° 128) des subdivisions du lot originaire numéro huit cent quatre-vingt-treize (P. 893-128) du cadastre officiel pour la paroisse de Charlesbourg, comté de Québec, borné vers le nord-est par la rue numéro 893-84, vers le nord-ouest par la demi nord-ouest dudit lot numéro 893-128, appartenant à Dame Dominique Poulin, vers le sud-ouest par le lot numéro sept cent soixante-trois (No 763), appartenant à M. Fleury, et vers le sud-est par le lot numéro 893-127, avec en plus pour l'acquéreur, ses héritiers ayants-cause ou représentants, le droit de passer en tout temps à pieds et en voiture dans les rues désignées sous les numéros vingt-et-un,

QUÉBEC

Fieri Facias

Quebec, to wit: No. 90,248.

J. AUGUSTE LEVESQUE, insurance broker, domiciled and residing at Quebec, district of Quebec, against HENRI SIMARD, domiciled and residing at Quebec, district of Quebec and presently at "Passes Dangereuses".

"A lot of land or emplacement situated in the place called Château Bigot, fief Grand-Pré, measuring seventy-five feet (75') in width, from North to South, along street No. 893-84, on ninety-eight feet and three inches (98' 3") in depth on the southeast side, and a depth of a few inches less on the northwest side, the whole English measure, and more or less, this emplacement being the southeast-half of lot number one hundred and twenty-eight (No. 128) of the sub-divisions of the original lot number eight hundred and ninety-three (Pt. 893-128) of the official cadaster for the parish of Charlesbourg, county of Quebec, bounded on the northeast by street number 893-84, on the northwest by the northwest-half of the said lot number 893-128, belonging to Dame Dominique Poulin, on the southwest by lot number seven hundred and sixty-three (763), belonging to Mr. Fleury, and on the southeast, by lot number 893-127, with, moreover, for the purchaser, his legal heirs or representatives, the right to pass at all times on foot and by carriage in the streets designated under numbers twenty-one, eighty-

quatre-vingt-quatre, soixante-sept, quatre-vingt-six et quatre-vingt-deux, des subdivisions du lot numéro huit cent quatre-vingt-treize (Nos 893-21, 893-84, 893-67, 893-86, 893-82) dudit cadastre de Charlesbourg, pour communiquer dudit terrain au chemin public de Charlesbourg, et vice-versa, à la charge d'entretenir et réparer à leurs frais la rue située au nord-est du terrain vendu, soit, la rue numéro 893-84, pour la moitié de la largeur de la rue faisant front audit terrain, et ce, sur toute la largeur dudit terrain, le tout avec bâtisses dessus construites, et dépendances."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Charlesbourg, comté de Québec, le VINGT-CINQUIÈME jour de JUILLET prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Bureau du Shérif, Québec, le 18 juin 1958.
[Première insertion, le 21 juin 1958]
[Deuxième insertion: le 12 juillet 1958]

Le Shérif,

Dr. J. R. GOBEIL,
48061-25-2-0

four, sixty-seven, eighty-six, eighty-two, of the subdivisions of lot number eight hundred and ninety-three (Nos. 893-21, 893-84, 893-67, 893-86, 893-82) of the said cadaster of Charlesbourg, to communicate from the said lot of land to the public road of Charlesbourg, and vice-versa, liable to the charge of maintaining and repairing at their own expense, the street situated on the northeast of the land sold, i.e., street number 893-84, for half of the width of the street forming frontage with the said lot of land, and such, along the whole width of the said lot of land, the whole with buildings thereon erected and dependencies."

To be sold at the parochial church door of Charlesbourg, county of Quebec, on the TWENTY-FIFTH day of JULY next, at TEN o'clock in the forenoon.

Sheriff's Office, Québec, June 18, 1958.
[First insertion: June 21, 1958]
[Second insertion: July 12, 1958]

Dr. J. R. GOBEIL,

Sheriff,
48061-25-2

Fieri Facias

Québec, à savoir: N° 90,770.

L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé ayant son siège social à Québec, contre PHILIPPE BÉLANGER, autrefois de Ste-Croix, comté de Lotbinière, et maintenant de St-Louis, comté Lotbinière.

"1° N° 192 — Un immeuble situé en la paroisse de Ste-Croix, de forme irrégulière, borné par le nord au N° 193; au sud, au N° 191; à l'est par le fleuve St-Laurent; et à l'ouest par la ligne seigneuriale entre Lotbinière et Ste-Croix, contenant en superficie environ cinquante-quatre arpents et quatre-vingts perches (54 arpents et 80 perches), connu sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Ste-Croix, division d'enregistrement de Lotbinière, sous le numéro cent quatre-vingt-douze (192), avec bâtisses, circonstances et dépendances, sans réserves.

"2° N° 270 P — Un immeuble situé en la paroisse de St-Louis de Lotbinière, concession "Chonayen", connu sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Louis de Lotbinière, comme étant partie du lot numéro deux cent soixante-dix (Pt. 270), contenant une largeur de deux arpents et cinq perches (2 arpents et 5 perches), sur une profondeur d'environ dix-huit arpents (18 arpents) et borné vers le sud-ouest par Saul Laliberté; vers le nord-est par Henri Blanchet; vers le sud-est par Alexandre Lemay et vers le nord-ouest par les terres du bord de l'eau.

"3° N° 273 — Un immeuble de figure irrégulière; borné vers le nord-ouest par le premier rang; vers le sud-est par le lot numéro deux cent soixante-quatorze (N° 274); vers le sud-ouest, par la concession "Chonayen" et vers le nord-est, par la ligne limitative qui sépare cette paroisse de celle de Ste-Croix; contenant en superficie cent vingt-huit arpents et trente perches (128 arpents et 30 perches), connu sur les plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de St-Louis, division d'enregistrement de Lotbinière, sous le numéro deux cent soixante-et-treize (N° 273), avec bâtisses; circonstances et dépendances, sans réserves.

"Avec servitudes affectant le lot (192) de Ste-Croix et consentie par Isaac Lemay, fils à St-Francis Light & Power Co.; devant L. P.

Fieri Facias

Québec, to wit: N° 90,770.

THE QUEBEC FARM CREDIT BUREAU a body politic and corporate having its head office in Québec, versus PHILIPPE BÉLANGER, formerly of Ste. Croix, county of Lotbinière, and presently of St. Louis, county of Lotbinière.

"1. No. 192 — An immoveable situated in the parish of Ste. Croix, of irregular shape, bounded on the north by No. 193; southerly, by No. 191; easterly by the river St. Lawrence; and westerly by the seigniorial line between Lotbinière and Ste. Croix, containing an area of some fifty-four arpents and eighty rods (54 arpents and 80 rods), known on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of Ste. Croix, registry division of Lotbinière, under number one hundred and ninety-two (192) with buildings, circumstances and dependencies, without reserve.

"2. No. 270 P — An immoveable situated in the parish of St. Louis de Lotbinière, "Chonayen" concession, known on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Louis de Lotbinière, as being part of lot number two hundred and seventy (P. 270), containing a width of two arpents and five rods (2 arpents and 5 rods), by a depth of some eighteen arpents (18 arpents) and bounded southwesterly by Saul Laliberté; northeasterly by Henri Blanchet; southeasterly by Alexandre Lemay and northwesterly by the farms along the waterfront.

"3. No. 273 — An immoveable of irregular shape; bounded northwesterly by Range one; southeasterly by lot number two hundred and seventy-four (No. 274); southwesterly, by "Chonayen" concession and northeasterly by the boundary line dividing this parish from that of Ste. Croix; containing an area of one hundred and twenty-eight arpents and thirty rods (128 arpents and 30 rods), known on the official plan and book of reference of the cadastre for the parish of St. Louis, registry division of Lotbinière, under number two hundred and seventy-three (No. 273), with buildings; circumstances and dependencies, without reserve.

"With servitudes affecting lot (192) of Ste. Croix and granted by Isaac Lemay, junior, to St. Francis Light & Power Co.; before L. P.

Turgeon, notaire, le 24 septembre 1927, enrégistré à Lotbinière, 3 novembre, N° 55,626.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de St-Croix, comté de Lotbinière, le QUINZIÈME jour d'AOÛT prochain à DIX heures de l'avant-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, Dr J. R. GOBEIL,
Québec, le 4 juillet 1958. 48161-28-2-o
[Première insertion: 12 juillet 1958]
[Deuxième insertion: 2 août 1958]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province de Québec
District de Roberval

Cour Supérieure, { INDUSTRIAL ACCEP-
N° 16,910. TANCE CO. LTD., corps
politique légalement constitué
ayant son principal bureau d'affaires à Montréal, district de Montréal et un bureau d'affaires à Roberval, district de Roberval, demanderesse; vs ARTHUR LANGEVIN, journalier de Notre-Dame de la Doré, district de Roberval, défendeur.

A titre de possesseur "animo domini"
Partie du lot onze-B-1 (11-B-1) du rang cinq (5) du canton Dufferin, à Notre-Dame de la Doré, comté de Roberval, avec bâtisses dessus construites, appartenances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église de Notre-Dame de la Doré, comté de Roberval, le QUATORZIÈME jour d'AOÛT 1958, à DEUX heures de l'après-midi.

Le Shérif du District de Roberval,
LÉON MAURICE LAVOIE.
Bureau du Shérif, Palais de Justice,
District de Roberval,
le 7 juillet, 1958. 48159-28-2-o
[Première insertion: le 12 juillet 1958]

SAINT-FRANÇOIS

Fieri Facias de Terris
District de St-François

Cour Supérieure, { L'OFFICE DU CRÉDIT
N° 17921. AGRICOLE DU QUÉ-
BEC, corps politique et incor-
poré ayant son siège social à Québec, district de Québec, demandeur; vs ARTHUR ISABELLE, de Ste-Cécile de Whitton, comté de Frontenac, district de St-François, défendeur.

Les lots de terre numéros quarante-un et quarante-deux, rang un nord-est (41 & 42 R. 1, N.E.) sur les plan et livre de renvoi officiels pour le canton de Whitton, avec bâtisses dessus construites et dépendances.

Avec réserve en faveur de Ernest Audet, marchand, de Ste-Cécile, de toute la coupe de bois mou, sapin, épinette et cèdre de qualité commerciale, pour une période de deux ans, à compter du huit juillet mil neuf-cent quarante-six (8 juillet 1946) avec droit de campement, de piler le bois aux endroits jugés nécessaires, et tous autres droits inhérents à l'exploitation de la dite coupe de bois, qui en font partie ou qui en sont la suite.

Pour être vendu "en bloc" à la porte de l'église paroissiale de Ste-Cécile de Whitton, le VINGT-TROIS JUILLET, mil neuf cent cinquante-huit, à DIX heures de l'avant-midi, (heure avancée)

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JOSEPH LABRECQUE.
Sherbrooke, district de St.-François,
ce 14 juin 1958. 48036-25-2-o
[Première insertion, le 21 juin 1958]

Turgeon, notary, september 24, 1927, registered at Lotbinière, November 3, as No. 55,626.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Ste. Croix, county of Lotbinière, the FIFTEENTH day of AUGUST next at TEN o'clock in the forenoon.

Dr J. R. GOBEIL,
Sheriff's Office,
Quebec, July 4, 1958. 48161-28-2
[First insertion: July 12, 1958]
[Second insertion: August 2, 1958]

ROBERVAL

Fieri Facias

Canada — Province of Quebec
District of Roberval

Superior Court, { INDUSTRIAL ACCEP-
No. 16,910. TANCE CO. LTD., body
politically legally constituted hav-
ing its principal place of business in Montreal, district of Montreal, and a business office in Roberval, district of Roberval, plaintiff; vs ARTHUR LANGEVIN, journeyman, of Notre-Dame de la Doré, district of Roberval, defendant.

In his capacity of holder "animo domini"
Part of lot eleven-B-1 (11-B-1) range five (5) of the township of Dufferin, at Notre-Dame de la Doré, county of Roberval with buildings thereon erected, appurtenances and dependencies.

To be sold at the door of the Church of Notre-Dame de la Doré, county of Roberval, the FOURTEENTH day of AUGUST 1958, at TWO o'clock in the afternoon.

LÉON MAURICE LAVOIE,
Sheriff of the district of Roberval.
Sheriff's Office, Court House,
District of Roberval,
July 7, 1958. 48159-28-2
[First insertion: July 12, 1958]

ST. FRANCIS

Fieri Facias de Terris
District of St. Francis

Superior Court, { QUEBEC FARM CREDIT
No. 17921. BUREAU, body politic
and corporate, having its cor-
porate seat in the city of Quebec, district of Quebec, plaintiff; vs ARTHUR ISABELLE, of Ste-Cécile de Whitton, county of Frontenac, district of St. Francis, defendant.

The lots of land numbers forty-one and forty-two, range one north-east, (41 & 42, R. 1, N.E.) upon the official plan and book of reference for the township of Whitton, with buildings thereon erected and dependencies.

With reserve, in favour of Ernest Audet, merchant, of Ste-Cécile of all the cutting of soft wood, fir, spruce and cedar of commercial quality, for a period of two years, from the eight of July nineteen hundred and forty-six (8th July 1946) with right of camping, of piling the wood in places judged necessary and to all the other rights inherent to the working of the said wood-cutting which form part of it, or which are a result thereof.

To be sold "en bloc" at the door of the parochial church of Ste-Cécile de Whitton, the TWENTY-THREE of JULY, 1958, at TEN o'clock in the forenoon, (daylight saving time).

JOSEPH LABRECQUE,
Sheriff.
Sheriff's Office,
Sherbrooke, district of St-François,
This 14th of June, 1958. 48036-25-2-o
[First insertion, June the 21st, 1958]

TÉMISCAMINGUE.

De Terris
Canada — Province de Québec
District de Témiscamingue
Cour Supérieure, N° 1078. { L'OFFICE DU CRÉDIT AGRICOLE DU QUÉBEC, corps politique et incorporé, ayant son siège social à Québec, requérant; vs MARCEL BÉGIN, de Fabre, dans le district de Témiscamingue, intimé.

"Une ferme à Saint-Édouard de Fabre, dans le comté de Témiscamingue, composée des lots de terre connus et désignés sous les numéros six et sept du Troisième rang aux plan et livre de renvoi officiels du canton Fabre (Nos 6 et 7, rang 3, Fabre) contenant respectivement cent sept acres et trois dixièmes et cent sept acres et deux dixièmes en superficie plus ou moins.

Ainsi que le tout se trouve actuellement avec maison et bâtiments dessus construits, circonstances et dépendances et les servitudes qui peuvent l'affecter."

Pour être vendus en bloc à la porte de l'église de la paroisse de Saint-Édouard de Fabre, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour de JUILLET 1958, à DIX heures de l'avant-midi (heure avancée).

Le Shérif,
Bureau du Shérif, JULES GRENIER.
Ville-Marie, ce 17 juin 1958. 48062-25-2-o
[Première insertion: samedi le 21 juin 1958]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province de Québec
District de Trois-Rivières
Cour de Magistrat, N° 37001. { GASTON GRIMARD, entrepreneur de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, district des Trois-Rivières, demandeur, vs ROBERT ROMPRÉ, presseur de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, district des Trois-Rivières, défendeur.

"Un emplacement faisant partie du lot No. trois cent quatre-vingt-huit (P. 388) du cadastre de la paroisse de Ste-Anne de la Pérade, de figure irrégulière, borné en front, vers le nord, à la route nationale et au terrain des représentants de feu Joseph Godin, en profondeur, vers le sud, au lot No. trois cent quatre-vingt-seize, (396) dudit cadastre, d'un côté au nord-est aux représentants de Joseph et Louis Asselin et de l'autre côté, au sud-ouest, partie à Ulrias Chevalier et Arthur Lanouette, avec maison et autres dépendances y érigées."

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de Ste-Anne-de-la-Pérade, MERCREDI, le VINGT-TROISIÈME jour du mois de JUILLET 1958 à TROIS heures de l'après-midi.

Le Shérif,
Bureau du Shérif, L. P. MERCIER.
Trois-Rivières, le 14 juin 1958. 48037-25-2-o

Index de la Gazette officielle de Québec, N° 28

ARRÊTÉ EN CONSEIL:

715 — Preuve photographique de certains documents (Anjou)..... 2420

TÉMISCAMINGUE

De Terris
Canada — Province of Quebec
District of Témiscamingue
Superior Court: N° 1078. { QUEBEC FARM CRE-DIT BUREAU, body politic and corporate, having its head office in Quebec, petitioner; vs MARCEL BÉGIN, of Fabre, in the district of Témiscamingue, respondent.

"A farm at Saint-Édouard de Fabre, in the county of Témiscamingue, composed of lots of land known and designated under number six and seven of the Third Range, on the official plan and in the book of reference of the township of Fabre (Nos. 6 and 7, range 3, Fabre), containing respectively one hundred and seven acres and three tenths and one hundred and seven acres and two tenths in area, more or less.

As the whole is to be found presently with house and buildings thereon erected, circumstances and dependencies and the servitudes by which same may be affected.

To be sold in block, at the church door of the parish of Saint-Édouard de Fabre, WEDNESDAY, the TWENTY-THIRD day of JULY, 1958, at TEN o'clock in the forenoon (Daylight Saving Time).

JULES GRENIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Ville-Marie, this 17th June, 1958. 48062-25-2
[First insertion: Saturday, June 21, 1958]

TROIS-RIVIÈRES

Canada — Province of Quebec
District of Trois-Rivières
Magistrate's Court, N° 37001. { GASTON GRIMARD, contractor for the parish of Ste-Anne de la Pérade, district of Trois-Rivières, plaintiff; vs ROBERT ROMPRÉ, presser, of the parish of Ste-Anne de la Pérade, district of Trois-Rivières, defendant.

"An emplacement forming part of lot No. three hundred and eighty-eight (Pt. 388) of the cadaster of the parish of Ste-Anne de la Pérade, of irregular figure, bounded in front, on the North, by the national highway and by the land of the representatives of the late Joseph Godin, in depth, on the South, by lot No. three hundred and ninety-six (396) of the said cadaster, on one side, on the northeast, by the representatives of Joseph and Louis Asselin and on the other side, on the southwest, partly by Ulrias Chevalier and Arthur Lanouette, with house and other dependencies thereon erected."

To be sold at the door of the parochial church of Ste-Anne de la Pérade, WEDNESDAY, on the TWENTY-THIRD day of the month of JULY, 1958, at THREE o'clock in the afternoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois-Rivières, June 14, 1958. 48037-25-2

Index of the Quebec Official Gazette, No. 28

ORDER IN COUNCIL:

715 — Photographic proof of certain documents (Anjou)..... 2420

AVIS AUX INTÉRESSÉS:	2379	NOTICE TO INTERESTED PARTIES:	2379
Réception des annonces.....	2379	Receipt of advertising copies.....	2379
AVIS DIVERS:		MISCELLANEOUS NOTICES:	
Bristol Aero Engines Staff Association (Formation).....	2422	Bristol Aero Engines Staff Association (Formation).....	2422
Donohue Brothers Limited (Barrage)..	2421	Donohue Brothers Limited (Dam)....	2421
Donohue Brothers Limited (Barrage)..	2421	Donohue Brothers Limited (Dam)....	2421
Lanrol Motors Limited (Directeurs)...	2421	Lanrol Motors Limited (Directors)...	2421
Léonidas Dion & Fils Ltée — Léonidas Dion & Sons Ltd (Dist. de l'actif)...	2420	Léonidas Dion & Fils Ltée — Léonidas Dion & Sons Ltd (Dist. of asset)....	2420
Syndicat Coopératif Agricole de Petit-Saguenay (Fondation).....	2421	Syndicat Coopératif Agricole de Petit-Saguenay (Foundation).....	2421
Val Royal Baptist Church (Incorporation).....	2420	Val Royal Baptist Church (Incorporation).....	2420
CHARTES — ABANDON DE:		CHARTERS — SURRENDER OF:	
Canadian Welbit Co.....	2423	Canadian Welbit Co.....	2423
Eastmain Mining & Exploration Company Limited.....	2422	Eastmain Mining & Exploration Company Limited.....	2422
Kent Avenue Investment Corp.....	2423	Kent Avenue Investment Corp.....	2423
La Compagnie Paber Limitée.....	2422	La Compagnie Paber Limitée.....	2422
Philippe Toilette Service Inc.....	2423	Philippe Toilette Service Inc.....	2423
Provincial Investment & Land Company Limited.....	2423	Provincial Investment & Land Company Limited.....	2423
DÉPARTEMENTS — AVIS DES:		DEPARTMENTAL NOTICES:	
AFFAIRES MUNICIPALES:		MUNICIPAL AFFAIRS:	
Sainte-Geneviève de Berthier, paroisse.	2423	Sainte-Geneviève de Berthier, parish..	2423
Sillery, cité (Annexion).....	2424	Sillery, city (Annexion).....	2424
TERRES ET FORÊTS:		LANDS AND FOREST:	
<i>Service du Cadastre:</i>		<i>Cadastral Branch:</i>	
Clyde, canton.....	2424	Clyde, township.....	2424
St-Félix du Cap-Rouge, paroisse.....	2425	St-Félix du Cap-Rouge, parish.....	2425
St-Jérôme de Matane, paroisse.....	2424	St-Jérôme de Matane, parish.....	2424
TRAVAIL:		LABOUR:	
<i>Industrie ou métiers de:</i>		<i>Industry or Trades of:</i>	
Barbiers, coiffeurs et coiffeuses, ville de Rouyn <i>et al</i> (Modification).....	2425	Barbering and hairdressing, town of Rouyn <i>et al</i> (Amendment).....	2425
Plombier, poseur d'appareils de chauffage, de réfrigérateur et gicleur, soudeur, ferblantier-couvreur et mécanicien en isolement d'amiante, région des Trois-Rivières (Modifications)..	2425	Plumbing, steamfitting, tinsmithing-roofing and asbestos insulation, in the district of Three Rivers (Amendment).....	2425
DÉPUTÉ ÉLU:		MEMBER ELECTED:	
Matane: Joseph-Rosaire-Benoît Gaboury.....	2427	Matane: Joseph-Rosaire-Benoît Gaboury.....	2427
EXAMEN DU BARREAU:		BAR EXAMINATION:	
Saguenay, étude.....	2427	Saguenay, study.....	2427
LETTRES PATENTES:		LETTERS PATENT:	
A. Baraby & fils Inc.....	2380	A. Baraby & fils Inc.....	2380
Abattoir St-Guillaume Inc.....	2381	Abattoir St-Guillaume Inc.....	2381
Abvin Inc.....	2381	Abvin Inc.....	2381
Ace Equipment Ltd.....	2381	Ace Equipment Ltd.....	2381
Addis Industries Ltd.....	2382	Addis Industries Ltd.....	2382
A. Goodis Inc.....	2382	A. Goodis Inc.....	2382
Alex. N. Decarie Limited.....	2382	Alex. N. Decarie Limited.....	2382
Alix Airborne Survey Limited.....	2383	Alix Airborne Survey Limited.....	2383
Alouette Restaurant Inc.....	2883	Alouette Restaurant Inc.....	2883
Ampère Electric Inc.....	2383	Ampère Electric Inc.....	2383
Anglo-French Construction Inc.....	2384	Anglo-French Construction Inc.....	2384
Astoria Greek Social Association.....	2384	Astoria Greek Social Association.....	2384

Baril & Fils Ltée	2384	Baril & Fils Ltée	2384
Beau Fruit Ltée	3385	Beau Fruit Ltée	3385
Beau-Lac Construction Limitée	2385	Beau-Lac Construction Limitée	2385
Belvedere Land Holding Co.	2385	Belvedere Land Holding Co.	2385
Benoit Frères Construction Limitée	2386	Benoit Frères Construction Limitée	2386
Birkdale Development Corporation	2386	Birkdale Development Corporation	2386
Boulangerie A. A. Therriault & Fils Ltée	2387	Boulangerie A. A. Therriault & Fils Ltée	2387
Cantalia Soccer Club Inc.	2387	Cantalia Soccer Club Inc.	2387
Carlier Inc.	2387	Carlier Inc.	2387
Chenoy Boys Inc.	2388	Chenoy Boys Inc.	2388
Cima Construction Inc.	2388	Cima Construction Inc.	2388
Club Ladouceur Inc.	2388	Club Ladouceur Inc.	2388
Comité d'Aide à l'Externat Classique de Magog Inc.	2389	Comité d'Aide à l'Externat Classique de Magog Inc.	2389
Commodity Import Inc.	2389	Commodity Import Inc.	2389
Comptoir St-Joseph Inc.	2389	Comptoir St-Joseph Inc.	2389
Coronation Realities Inc.	2390	Coronation Realities Inc.	2390
D'Anjou Limitée	2390	D'Anjou Limitée	2390
Del Pio Construction Co. Ltd.	2390	Del Pio Construction Co. Ltd.	2390
De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd.	2391	De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd.	2391
Dimock Construction Inc.	2391	Dimock Construction Inc.	2391
Dorchester Automobiles Ltée	2391	Dorchester Automobiles Ltée	2391
Duvernay Model Development Inc.	2392	Duvernay Model Development Inc.	2392
D. Vininsky Inc.	2392	D. Vininsky Inc.	2392
Dwelling Construction Co. Ltd.	2392	Dwelling Construction Co. Ltd.	2392
E. Bélanger Nettoyeur Inc.	2393	E. Bélanger Nettoyeur Inc.	2393
Econo-Mart (Verdun) Ltd.	2393	Econo-Mart (Verdun) Ltd.	2393
E. Gauthier & Frères Ltée	2394	E. Gauthier & Frères Ltée	2394
Eiram Limitée	2394	Eiram Limitée	2394
F.D.R. Inc.	2394	F.D.R. Inc.	2394
Frandi Mining Corporation	2395	Frandi Mining Corporation	2395
Gerald Lussier Ltée	2395	Gerald Lussier Ltée	2395
Girard One Stop Record Inc.	2395	Girard One Stop Record Inc.	2395
Greater Montreal Advertising Ltd.	2396	Greater Montreal Advertising Ltd.	2396
Grint Inc.	2396	Grint Inc.	2396
H. Lapierre Inc.	2396	H. Lapierre Inc.	2396
Hôtel Ubald Ltée	2397	Hôtel Ubald Ltée	2397
I. Desmarais & Fils Ltée	2397	I. Desmarais & Fils Ltée	2397
Imprimerie Cascade Printing Inc.	2397	Imprimerie Cascade Printing Inc.	2397
Jacques Gauthier Limitée	2398	Jacques Gauthier Limitée	2398
J. G. Sauvé Entreprises Limited	2398	J. G. Sauvé Entreprises Limited	2398
J.M.S. Investment Corp.	2398	J.M.S. Investment Corp.	2398
Jodialli Investment Corp.	2399	Jodialli Investment Corp.	2399
J. Rodney & Son Ltd.	2399	J. Rodney & Son Ltd.	2399
Kam Realty Corporation	2399	Kam Realty Corporation	2399
Laboratoire de Béton Inc. — Concrete Laboratory Inc.	2400	Laboratoire de Béton Inc. — Concrete Laboratory Inc.	2400
La Boutique des Jeunes, Inc.	2400	La Boutique des Jeunes, Inc.	2400
La Construction Immobilière de Mégantic Inc.	2400	La Construction Immobilière de Mégantic Inc.	2400
La Famille Development Inc.	2401	La Famille Development Inc.	2401
La Fédération des Monastères des Chanoinesses Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin	2401	La Fédération des Monastères des Chanoinesses Régulières Hospitalières de la Miséricorde de Jésus de l'Ordre de Saint-Augustin	2401
Lafort Inc.	2402	Lafort Inc.	2402
L'Association des Marchands de St-Sauveur Inc.	2402	L'Association des Marchands de St-Sauveur Inc.	2402
Laval Reinforcing Steel Incorporated	2402	Laval Reinforcing Steel Incorporated	2402
L. B. Gagnon & Cie Ltée	2403	L. B. Gagnon & Cie Ltée	2403
Le Manoir Colton Ltée	2403	Le Manoir Colton Ltée	2403
Les Entreprises Confort — Comfort Enterprises Inc.	2403	Les Entreprises Confort — Comfort Enterprises Inc.	2403
Les Placements Jolicoeur Inc.	2404	Les Placements Jolicoeur Inc.	2404
L'Imprimerie de la Rive-Sud Limitée	2404	L'Imprimerie de la Rive-Sud Limitée	2404
L'Oeuvre des Loisirs de St-Timothée	2405	L'Oeuvre des Loisirs de St-Timothée	2405
L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Sainte-Martine	2405	L'Oeuvre des Terrains de Jeux de Sainte-Martine	2405
L'Organisation des Loisirs de St-Ignace de Loyola	2405	L'Organisation des Loisirs de St-Ignace de Loyola	2405
Lorraine Investment Corp.	2406	Lorraine Investment Corp.	2406
Luro Construction Inc.	2406	Luro Construction Inc.	2406
M & A Floor Covering Ltd.	2406	M & A Floor Covering Ltd.	2406
Martin Food Service Inc.	2407	Martin Food Service Inc.	2407
M. G. A. Construction Inc.	2407	M. G. A. Construction Inc.	2407
Mmes Salim Jarjour et Alp. Dion Ltée	2407	Mmes Salim Jarjour et Alp. Dion Ltée	2407
Modern Dry Cleaning Inc.	2408	Modern Dry Cleaning Inc.	2408
Montor Sales Ltd.	2408	Montor Sales Ltd.	2408

Morris Atlas Mfg. Co. Inc.	2409
Mountain Lakes Development Co. Ltd.	2409
National Theatre Equipment Co. Ltd..	2409
North End Gardens Development Ltd..	2410
Parcol Inc.	2410
Parkway Paving Ltd.	2410
Paul Havas Inc.	2411
P. Drouin & Fils, Ltée — P. Drouin & Sons, Ltd.	2411
Plage Familiale du Comté de Champlain Inc.	2411
P. Segal & Company	2412
Raoul Grenier & Frères Ltée.	2412
Rocket Amusement & Vending Co. Ltd	2412
Rosaire Labrecque & Fils Inc.	2413
Rôtisserie Chanteclerc Bar-B-Q Inc.	2413
Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.	2413
Snack-O-Matic Corp.	2414
Tabor Investment Corporation	2414
Tassé Gardens Construction Inc.	2414
Thrift Development Inc.	2415
Thrift Holdings Ltd.	2415
Tino Construction Ltd.	2415
Trinity Ladder Inc.	2416
Universal Sound System Limited	2416
Upton Investments Corporation	2416
Viau, Morisset Inc.	2417
Waconichi Lumber Company Ltd.	2417
Walmlane Limited	2417

Morris Atlas Mfg. Co. Inc.	2409
Mountain Lakes Development Co. Ltd.	2409
National Theatre Equipment Co. Ltd..	2409
North End Gardens Development Ltd..	2410
Parcol Inc.	2410
Parkway Paving Ltd.	2410
Paul Havas Inc.	2411
P. Drouin & Fils, Ltée — P. Drouin & Sons, Ltd.	2411
Plage Familiale du Comté de Champlain Inc.	2411
P. Segal & Company	2412
Raoul Grenier & Frères Ltée.	2412
Rocket Amusement & Vending Co. Ltd	2412
Rosaire Labrecque & Fils Inc.	2413
Rôtisserie Chanteclerc Bar-B-Q Inc.	2413
Shop & Save (Grand'Mère) Ltd.	2413
Snack-O-Matic Corp.	2414
Tabor Investment Corporation	2414
Tassé Gardens Construction Inc.	2414
Thrift Development Inc.	2415
Thrift Holdings Ltd.	2415
Tino Construction Ltd.	2415
Trinity Ladder Inc.	2416
Universal Sound System Limited	2416
Upton Investments Corporation	2416
Viau, Morisset Inc.	2417
Waconichi Lumber Company Ltd.	2417
Walmlane Limited	2417

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:

Crémérie St-Jérôme Ltée.	2418
Ferguson's Garden Center Limited.	2418
La Construction du Golfe Ltée.	2418
Les Agences Richelieu Assurances Limitée — Richelieu Assurance Agencies Limited.	2419
Lifto Company Inc.	2419
National Metal & Smelting Corporation	2419
Storey & Company Ltd.	2419

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:

Crémérie St-Jérôme Ltée.	2418
Ferguson's Garden Center Limited.	2418
La Construction du Golfe Ltée.	2418
Les Agences Richelieu Assurances Limitée — Richelieu Assurance Agencies Limited.	2419
Lifto Company Inc.	2419
National Metal & Smelting Corporation	2419
Storey & Company Ltd.	2419

LIQUIDATION, AVIS DE:

Lamont Alloy Foundry Limited.	2427
------------------------------------	------

WINDING UP NOTICES:

Lamont Alloy Foundry Limited.	2427
------------------------------------	------

MINISTÈRE DES FINANCES:

Assurances:

St. Paul Mercury Insurance Company.	2431
--	------

DEPARTMENT OF FINANCE:

Insurance:

St. Paul Mercury Insurance Company.	2431
--	------

OFFICE DES MARCHÉS AGRICOLES DU QUÉBEC:

Avis de réception de plan conjoint de mise en marché:

Le Plan Conjoint des Producteurs de bois de pulpe de Rimouski-Matapédia.	2428
---	------

QUEBEC AGRICULTURAL MARKETING BOARD:

Notice of reception of joint marketing plan:

Rimouski-Matapédia Pulpwood Producers' Plan.	2428
---	------

SIÈGES SOCIAUX:

Adolphe Lemay Inc.	2433
De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd	2431
Immeubles Giguère Inc.	2433
L'Accord.	2432
Parkway Paving Ltd.	2432
Quebec Industrial Leaseholds Limited.	2432
Viau, Morisset Inc.	2432

HEAD OFFICES:

Adolphe Lemay Inc.	2433
De Luxe Electric & Oil Burner Co. Ltd	2431
Immeubles Giguère Inc.	2433
L'Accord.	2432
Parkway Paving Ltd.	2432
Quebec Industrial Leaseholds Limited.	2432
Viau, Morisset Inc.	2432

SOUSSION:

Rivière-du-Loup, cité.	2433
-----------------------------	------

TENDER:

Rivière-du-Loup, city.	2433
-----------------------------	------

VENTE, LOI DE FAILLITE:

Bélanger, Robert.	2434
------------------------	------

SALE, BANKRUPTCY ACT:

Bélanger, Robert.	2434
------------------------	------

VENTE PAR LICITATION:		SALE BY LICITATION:	
Pépin vs Succession Rebecca Gosselin.	2436	Pépin vs Estate Rebecca Gosselin.	2436
VENTE POUR TAXES:		SALE FOR TAXES:	
Montréal-Nord, ville.	2436	Montreal-North, town.	2436
VENTES PAR SHÉRIFS:		SHERIFFS' SALES:	
BEAUCE:		BEAUCE:	
Cloutier vs Vachon.	2437	Cloutier vs Vachon.	2437
BEAUHARNOIS:		BEAUHARNOIS:	
Dyno Flame (Québec) Inc. vs Fuchs.	2437	Dyno Flame (Québec) Inc. vs Fuchs.	2437
BEDFORD:		BEDFORD:	
Granby Finance Corporation vs De- lorme.	2439	Granby Finance Corporation vs De- lorme.	2439
JOLIETTE:		JOLIETTE:	
La Ville de Berthierville vs Sauvageau.	2440	La Ville de Berthierville vs Sauvageau.	2440
MONTMAGNY:		MONTMAGNY:	
Caron vs Denault.	2440	Caron vs Denault.	2440
MONTRÉAL:		MONTREAL:	
Frigon vs Boulianne.	2441	Frigon vs Boulianne.	2441
Huot vs Ménard.	2441	Huot vs Ménard.	2441
La Cie Mutuelle d'Immeubles Ltée vs Loiselle.	2442	La Cie Mutuelle d'Immeubles Ltée vs Loiselle.	2442
Lortie <i>et al</i> vs Poirier.	2441	Lortie <i>et al</i> vs Poirier.	2441
Pinsonneault <i>et al</i> vs Sanscartier.	2443	Pinsonneault <i>et al</i> vs Sanscartier.	2443
QUÉBEC:		QUEBEC:	
Levesque vs Simard.	2443	Levesque vs Simard.	2443
Office du Crédit Agricole du Québec vs Bélanger.	2444	Quebec Farm Credit Bureau vs Bé- langer.	2444
ROBERVAL:		ROBERVAL:	
Industrial Acceptance vs Langevin.	2445	Industrial Acceptance vs Langevin.	2445
SAINT-FRANÇOIS:		ST. FRANCIS:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Isabelle.	2445	Quebec Farm Credit Bureau vs Isa- belle.	2445
TÉMISCAMINGUE:		TÉMISCAMINGUE:	
L'Office du Crédit Agricole du Québec vs Bégin.	2446	Quebec Farm Credit Bureau vs Bégin.	2446
TROIS-RIVIÈRES:		TROIS-RIVIÈRES:	
Grimard vs Rompré.	2446	Grimard vs Rompré.	2446